MICHEL PERDRISAT

LE DIRECTOIRE DE LA LIGUE DU GOTHARD, 1940-1945

ENTRE RÉSISTANCE ET RÉNOVATION

HISTOIRE MILITAIRE



Le directoire de la Ligue du Gothard 1940-1945

Entre résistance et rénovation

Michel Perdrisat

Le directoire de la Ligue du Gothard 1940-1945

Entre résistance et rénovation

Éditions Alphil-Presses universitaires suisses

Case postale 5
2002 Neuchâtel 2
Suisse

www.alphil.ch

www.presssesuniversitairessuisses.ch

Alphil Diffusion

www.alphil.ch

commande@alphil.ch

ISBN 978-2-940235-87-2

Photographie de couverture:

C. Hirt, Les Verrières. Soldats allemands et suisses à la frontière des Verrières (CH).

Responsable d'édition : Thalia Brero

À mes filles, Sophie et Céline

À ma petite-fille Elin



Je tiens à exprimer mes remerciements les plus sincères au professeur Claude Hauser qui m'a accompagné au cours de ce travail.

Ma gratitude s'adresse également au professeur Francis Python, professeur ordinaire à la chaire d'Histoire contemporaine de l'Université de Fribourg, au sein de laquelle j'ai été accueilli avec beaucoup de courtoisie et de sympathie.

J'aimerais également dire ma reconnaissance à Madame Thalia Brero qui a bien voulu relire et corriger mon texte.

Introduction

Dédicace

Fidèles au serment de nos pères,
À l'exemple de Nicolas de Flue,
De l'avoyer Wengi, du général Dufour
[illegible]
[illegible]
Conscients du passé de notre pays,
[illegible]
À la lumière de la Croix du Christ,
Signe de notre foi,
Symbole de pitié et d'amour
[illegible]
[illegible]
[illegible]
Décidés à leur donner une Suisse rénovée
Dans une Europe sans peur et sans haine,
Nous nous donnons à cette œuvre
Dans l'obéissance à la volonté de Dieu
Comptant sur sa force et sa grâce[1].

[1] [illegible] Maurice Veillard à l'occasion de Noël 1943

Cette dédicace résume à elle seule la Ligue du Gothard. Elle est pour ainsi dire le dénominateur commun d'une organisation hétérogène. Tout ce qui peut lier des « *hommes venus des milieux les plus divers* » se trouve dans ces quelques phrases. La naissance et le chemin de la Ligue ont été parsemés de conflits de personnes, d'antagonismes parfois violents. En revanche, la Patrie, la Famille, Dieu : voilà les grands thèmes sur lesquels la concorde va régner. S'y ajoute l'élément clé, primordial : la conviction que la Suisse doit être rénovée. Souvent présentée comme une organisation de résistance au fascisme et au nazisme, cette Ligue, née en 1940, va participer à la vie politique suisse jusqu'en 1969. Ses membres fondateurs, de même que les dirigeants du mouvement durant la guerre, sont tous porteurs d'une volonté de rénovation des structures politiques, économiques et sociales du pays. En conséquence, la question se pose aussitôt : cette Ligue est-elle vraiment une organisation de résistance ? Les notions de rénovation et de résistance au sein d'un même mouvement sont-elles compatibles dans le contexte de la Deuxième Guerre mondiale ? C'est précisément l'énigme que ce travail se propose de dénouer, en accord avec l'historiographie qui ne parle plus de « résistance ou rénovation » mais bien de « résistance et rénovation ».

D'où vient le nom de la Ligue du Gothard ?

Le Gothard est à la fois une réalité physique – par son statut de forteresse centrale sur laquelle repose la doctrine du réduit national – et un symbole. Denis de Rougemont écrit à son sujet : « [illegible] »

[illegible]

Rougemont Denis de, *Qu'est-ce que la Ligue du Gothard ?*, *op. cit.*

Payot René, in *Journal de Genève*, 19.8.1940.

Les jeunes intellectuels qui vont fonder et conduire la Ligue du Gothard sont animés de « *l'esprit de 1930* »[1] : ils sont convaincus qu'il faut rompre avec le désordre établi : le désordre international, le désordre politique intérieur, le désordre économique et social, le désordre intellectuel et spirituel[2]. Dans une lettre à Theophil Spörri[3], professeur à l'Université de Zurich et membre de la première heure du groupe d'Oxford, Christian Gasser, secrétaire du Redressement national, écrit que la « *maison Europe* » a craqué en 1933 et qu'elle s'est effondrée en 1940. Elle incarnait l'époque du libéralisme, de l'économie capitaliste et de son empreinte négative, le marxisme. Quelle que soit l'issue de la guerre, les temps ont définitivement changé[4].

Dans la même missive, Gasser loue Gonzague de Reynold et Denis de Rougemont qui ont su reconnaître depuis des années déjà le cours des choses. Ils ont manifesté de grandes idées sur les constantes de la Confédération helvétique. Ces constantes, que la Ligue n'aura de cesse de répéter tout au long de son existence, font partie de l'arsenal de la défense nationale spirituelle. Et de fait, la Ligue du Gothard se situe dans la droite ligne de ce que le théologien protestant Karl Barth appelait « *la caricature d'un nouveau nationalisme helvétique doublé d'une bonne portion d'autoritarisme antidémocratique* »[5]. Au sein de cette défense spirituelle, l'historien Josef Mooser distingue trois variantes : une conservatrice, libérale et progressiste[6]. À l'origine de la version conservatrice de la défense spirituelle, on trouve le conseiller

---

[illegible] *Siècle. Revue d'histoire*, n° 9, janvier-mars 1986, p. 97-108.

[illegible] Paris, Seuil, 2001.

Les [illegible] de la Ligue du Gothard [illegible] biographique en annexe.

Lettre de Gasser à Spörri, 29 juillet 1940, AfZ, NL GB 1.

Cf. Karl Barth [illegible] vol. 47, 1997.

Ibid.

fédéral conservateur Philipp Etter et son ami Gonzague de Reynold « *dans l'œuvre duquel Etter a puisé beaucoup de ses idées sur "le sens et la mission de la Suisse", en particulier l'attachement mystique à la terre et l'incantatoire évocation des "constantes" de l'histoire nationale* ». À l'instar de Christian Gasser, ces deux personnalités considèrent que l'État libéral est aux abois, le temps de la révolution conservatrice est venu. Reynold « *n'a rien de moins en tête que de se faire porter au pouvoir par un puissant mouvement populaire et de servir son pays comme le fait son idole au Portugal* ».

Groupes d'Oxford

Mouvement fondé au début des années 1930 par le pasteur luthérien américain Frank Buchman (1878-1961). À l'origine, les Groupes d'Oxford, nommés dès 1938 Réarmement moral, s'attachent principalement à [illegible] contre les intellectuels communistes anglais, qu'ils accusent de dérèglement moral. Très élitaire, l'organisation plaide pour un renouveau spirituel. Elle se propose de remplacer le matérialisme athée par une idéologie d'inspiration supérieure.

Défense spirituelle Mouvement politique et culturel suisse actif depuis les années 1930 jusqu'aux années 1960, [illegible] dès 1938 par le Conseil fédéral. Il aspire au renforcement des valeurs nationales et à la défense contre le fascisme, le national-socialisme ou le communisme. De vives critiques s'élèvent dès les années 1950 contre la défense spirituelle, à laquelle on reproche une mise sous tutelle des esprits.

Source : *Dictionnaire historique de la Suisse*, [illegible]

On peut postuler que G. de Reynold apparaît comme le principal instigateur de la Ligue du Gothard bien avant sa fondation en 1940. Depuis le printemps 1939, il est en relation étroite avec tous les réseaux qui vont constituer l'organisation. Manifestement, il a cherché

Philipp Etter [illegible] Parti conservateur [illegible] conseiller d'État du canton de Zoug dès 1922 [illegible] conseiller fédéral de 1934 à 1959.

Mauro Cerutti [illegible] Fribourg, Éd. universitaires, 1997, p. 202.

Ibid., p. 208. Gonzague de Reynold est un admirateur de Salazar.

à mettre en place un instrument à son service. Très vite pourtant, ses espoirs sont déçus, et il se désintéresse de l'enfant qu'il avait aidé à porter sur les fonts baptismaux. Quant à Denis de Rougemont, il disparaît rapidement, lui aussi, de la Ligue du Gothard. Les deux parrains, les deux figures de proue de la ligue, font défaut au moment le plus sombre de 1940, peu après la défaite française. Néanmoins, les deux absents jouent un rôle idéologique important. D'une part, ils jouissent tous les deux d'un grand prestige auprès des jeunes intellectuels de cette génération. D'autre part, on sait combien la « première impression » est déterminante dans l'esprit humain. Or, les premières publications de la ligue sont dues à la plume de ces deux écrivains. C'est aussi la « présence d'un absent », G. de Reynold, qui contribuera à discréditer la ligue auprès d'une partie du public, de la gauche et des libéraux surtout.

Si Reynold apparaît comme le principal instigateur, les faits se chargeront d'établir qu'une organisation très influente, le Réarmement moral, agit quasiment à l'insu des membres de base de la ligue. La presque totalité de ses dirigeants durant la guerre en font partie ou en sont proches d'une manière ou d'une autre.

Denis de Rougemont attend de la jeunesse qu'elle agisse hors des partis, les notions de droite et de gauche étant dépassées. En 1935, la moyenne d'âge des futurs protagonistes de la Ligue se situe autour de 30 ans. En 1940, le plus âgé d'entre eux, Théophil Spoerri, a tout juste 50 ans et le plus jeune, Philippe Muller, à peine 24 ans. On peut émettre l'hypothèse que les événements des années 1930, la crise du libéralisme et de la démocratie, ont marqué ces jeunes gens d'une forte empreinte. Le concept sociologique de génération de Karl Mannheim s'avère ici particulièrement opportun. C'est autour d'un événement fondateur que se dessinent de nouveaux clivages politiques et que se forment des *« unités de génération »*. Dans le cas de ces jeunes hommes, l'événement fondateur est à mettre au pluriel : guerre, crise économique, grève générale de 1918 surtout. Ces circonstances, ces désordres économiques, politiques et sociaux portent ces jeunes gens

Rougemont, Denis de, [illegible] Neuchâtel, La Baconnière, 1940.

[illegible] Éditions Stock, 2007, p. 247.

à créer cette « unité de génération ». Ce n'est pas le hasard mais la nécessité[14] qui fonde leur action. Ils ont le sentiment qu'une révolution nationale est devenue inévitable. En outre, « *la majorité d'entre eux* [les intellectuels] *fut rapidement "aspirée" par l'idéologie polymorphe de la Défense nationale spirituelle proclamée en 1938, présentée comme rempart de la démocratie helvétique face à la montée des périls extérieurs* »[15].

Dans le premier chapitre du présent ouvrage, on découvrira une Ligue du Gothard en gestation dès le printemps 1939, puis l'on assistera à une accélération de l'histoire à la suite de la défaite française. La période qui s'étend de la conférence de Zurich, en mai 1939, à la fondation de la Ligue, en juin 1940, a fait l'objet de recherches exhaustives de plusieurs historiens : Aram Mattioli[16], Christian Werner[17], Céline Carrupt[18], Stéphanie Roulin[19]. Il n'y a donc pas lieu d'y revenir dans le détail, mais il paraît opportun d'en souligner certains aspects et d'attirer l'attention sur l'attitude de certains acteurs de la Ligue du Gothard. J'insisterai plus longuement sur la phase qui va de la fondation de la ligue, en juin 1940, à l'assemblée constituante de novembre 1940. On notera les débuts hésitants, les conflits de personnes et les tentatives des différents réseaux d'influer sur la ligne politique de la ligue.

Le deuxième chapitre est consacré à une prosopographie des membres du directoire. Quels sont les itinéraires de ces jeunes intellectuels ? Quelles idées portent-ils ? Cette partie s'appuie sur la méthode de Jean-François Sirinelli : réinsérer les idées dans leur terreau

[14] Sirinelli Jean-François, [illegible]

[15] Hauser Claude, [illegible] *aujourd'hui*, Paris : PUF, 2003.

[16] Mattioli Aram, *Gonzague de Reynold...*, op. cit.

[17] Werner Christian, [illegible] 2000.

[18] Carrupt Céline, [illegible] d'histoire contemporaine, 2001.

[19] Roulin Stéphanie, [illegible] Mémoire de licence, Université de Fribourg, Centre d'histoire contemporaine, 2002.

social et leur contexte historique par une étude des itinéraires et par une localisation des réseaux. L'objectif de ce volet du travail est d'ébaucher les réponses à quelques questions fondamentales : la Ligue est-elle un milieu réactionnaire, de rénovation, de consensus social ?

Le troisième chapitre s'intéresse à la vie de la Ligue durant les années de guerre. La première partie s'attache à définir l'idéologie du premier directoire, durant l'été 1940, en particulier les éléments de « résistance » et de « rénovation ». Il s'agit en quelque sorte d'établir les véritables intentions des fondateurs. La deuxième partie du chapitre s'applique à retracer l'activité du directoire durant la guerre, en se basant sur les travaux de Roland Ruffieux. D'après ce dernier, les effets de la guerre sur la Suisse sont de deux ordres : économiques et idéologiques. Ils se déroulent en trois phases imposées de l'extérieur : de septembre 1939 à juin 1940, de juin 1940 à la fin de 1942 et dès 1943. Mon objectif est de faire apparaître une unité de doctrine au sein du directoire.

Il sera beaucoup question dans ce travail des réseaux impliqués dans la Ligue du Gothard. À ce sujet, il est indispensable de donner quelques précisions méthodologiques. J'ai pris le parti de suivre la démarche de l'individualisme méthodologique de Max Weber. Il s'agit « *de considérer tout phénomène social comme le produit composé des comportements individuels et de leurs motivations* ». Les membres du directoire de la Ligue sont issus de différents milieux politiques, économiques et sociaux. Je considère que c'est à titre individuel qu'ils vont s'associer pour créer une nouvelle organisation ; à mon sens, ils ne représentent qu'eux-mêmes au sein de celle-ci. Il n'est pas possible dans ce travail de découvrir si ces hommes étaient « mandatés » par leurs organisations de base. Par contre, il est indispensable de porter le regard sur les milieux dont ils proviennent, afin de déterminer leur idéologie, leurs idées, tout en admettant qu'il serait absurde de vouloir compartimenter étroitement ces jeunes intellectuels. Si la motivation d'un oxfordien est différente de celle d'un

[illegible]

Ruffieux Roland, « [illegible] » [illegible] *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 121, 1981.

[illegible] 1993, p. 137.

syndicaliste de l'USS : tous les deux peuvent être influencés par le personnalisme. Julien Lescaze, par exemple, est oxfordien, membre de l'Union nationale, protestant et corporatiste.

Les réseaux qui sont à l'origine de la fondation de la ligue vont en outre évoluer avec le temps : les uns vont disparaître complètement, les autres prendre de l'importance.

Personnalisme

Mouvement né en France durant l'entre-deux-guerres autour des revues *Esprit*, *Jeune Droite* et *L'Ordre nouveau*. Les personnalistes s'opposent au libéralisme, au communisme et au fascisme. Ils souhaitent instaurer une troisième voie basée sur une révolution spirituelle.

Trois valeurs centrales définissent le mouvement : primauté spirituelle, affirmation de la personne et sens communautaire. En Suisse, c'est dans les milieux réformés que ces idées trouvent le meilleur terreau, notamment au sein de sociétés d'étudiants proches de la tradition protestante.

Source : Pierre-François [illegible]

Ce travail est avant tout consacré au directoire de la Ligue du Gothard entre 1939 et 1945. Les groupes cantonaux ne seront abordés que s'ils se révèlent indispensables à la bonne compréhension des actions du directoire. A noter entre parenthèses l'étrange terminologie qui est adoptée pour désigner les instances fédérales de la Ligue, à savoir « le directoire ». Ce vocable trahit-il l'ambition révolutionnaire des fondateurs de la Ligue ? L'assemblée générale des groupes cantonaux devient une diète, une indication de l'ultrafédéralisme du directoire. La question paraît accessoire, mais n'en demeure pas moins passionnante.

Dernière remarque générale au sujet de l'approche choisie pour cette étude. Mon ambition est d'apporter une modeste contribution à l'histoire intellectuelle. J'ai renoncé à une approche chronologique des événements, abandonnant l'histoire de la Ligue du Gothard et de son

Fondée en 1880 après la dissolution de la Fédération ouvrière suisse, l'USS est la plus importante organisation faîtière des syndicats suisses. Dès 1927, elle renonce à la lutte marxiste des classes et s'engage en faveur de la paix du travail et des conventions collectives de travail (CCT). Actuellement (2011), l'USS représente 16 syndicats et 380 000 affiliés.

directoire durant la Deuxième Guerre mondiale. Je me suis concentré sur les idées, sur les idéologies telles qu'elles sont exprimées dans la correspondance, dans les ouvrages de ces jeunes intellectuels, dans une charte et diverses publications de la Ligue. J'ai tenté de faire un état des lieux idéologique au moment précis où la Ligue est fondée et d'en montrer l'évolution au cours des années de guerre. C'est à cette méthode que je me tiens tout au long des trois chapitres de l'ouvrage. Le premier chapitre relate la traversée d'une zone de turbulences idéologiques. Le deuxième recense les milieux et réseaux dont ces jeunes hommes sont issus. Le dernier, enfin, est consacré à l'idéologie d'un directoire unifié par cooptation et élimination des éléments rétifs, dont les ouvrages et publications deviennent collectifs.

Les principaux protagonistes du directoire de la Ligue du Gothard font l'objet de notices biographiques en annexe.

Chapitre 1

Genèse d'une ligue de résistance et de rénovation

1 Prémices : la convergence de réseaux rénovateurs

Le publiciste Roger de Weck écrit : « *Homme de lettres et homme de tous les dangers, Gonzague de Reynold a cessé de se tromper.* » Vers la fin de la Première Guerre mondiale paraissent les trois volumes de *Cités et pays suisses* : une belle œuvre romantique, mais dénuée de réalité, création d'un nostalgique qui refuse ne serait-ce que d'entrevoir l'évidence : ce monde n'est plus le sien depuis 1789. Comme le philosophe Ernst Bloch l'exprime, Reynold vit dans la non-contemporanéité : « *Tous ne sont pas présents dans le même temps présent. Ils n'y sont qu'extérieurement, parce qu'on peut les voir aujourd'hui. Mais ce n'est pas pour cela qu'ils vivent en même temps que les autres.* »[25]

Reynold a-t-il été l'homme de tous les dangers ? À cette question, on pourrait répondre en paraphrasant Staline : Reynold, combien de divisions ? Il n'est pas un homme de pouvoir ; il n'a jamais été élu, bien qu'il affirme souvent qu'on lui a proposé des postes au gouvernement de son canton, voire au gouvernement fédéral. Descendant d'une famille de soldats au service de la France, il est réformé de l'armée. Le seul commandement qu'il exercera est celui de la garde civile de sa commune. Il semble parfaitement impossible qu'il ait eu la moindre chance de réaliser son souhait le plus cher : prendre le pouvoir. Ses tentatives de mettre sur pied un gouvernement secret sont

Weck, Roger de, in Mattioli, Aram, *Gonzague de Reynold* [illegible], p. XI.
[25] Bloch, Ernst, *Héritage de ce temps*, Paris, [illegible]

parfaitement grotesques. Il conspire et, dans le même temps, il laisse toutes les preuves de ses actes bien en évidence dans sa correspondance : il y a chez lui une déconcertante naïveté.

« *La vie de Gonzague de Reynold est, Dieu merci, une série d'échecs* ». En effet, il n'a atteint aucun des objectifs qu'il s'était fixés au début de sa longue vie. Mais il fut un acteur incontournable de la vie politique suisse, en particulier durant les années 1930 ; il a exercé une profonde influence sur des hommes autrement plus dangereux que lui : les conseillers fédéraux conservateurs Etter et Musy par exemple. C'est donc surtout par procuration que Reynold a influé sur la politique suisse ; la Ligue du Gothard en est un exemple manifeste. Pour reprendre Aram Mattioli :

> *Gonzague de Reynold suggère de mobiliser la jeunesse et de créer un mouvement indépendant qui sorte des sentiers battus de la politique partisane [...] D'emblée décidé à jouer un rôle de pointe, Gonzague de Reynold s'efforce de mettre sa doctrine néo-helvétique au programme du nouveau mouvement.*

Ces extraits concernent les années 1918 et 1919. Et si l'on se réfère aux *Avant-gardes réactionnaires* de Jost et aux *Helvétistes* de Clavien, force est de constater que Reynold a de la suite dans les idées. Une partie de cette jeunesse, « *à mobiliser pour créer un mouvement indépendant* », gravite autour de Reynold depuis plusieurs années déjà. À son habitude, l'aristocrate de Cressier a tissé une toile dans tous les milieux susceptibles de lui être utiles : le groupe d'Oxford, les milieux personnalistes, les sociétés d'étudiants, les mouvements de redressement politico-économiques, certains mouvements syndicaux et corporatistes, voire des disciples de Maurras et des fascistes.

Weck, Roger de, [illegible] Mattioli, Aram, *Gonzague de Reynold* [illegible] IX.

Ibid., p. 65. [illegible] 35 ans en 1940.

Jost, Hans Ulrich, *Les Avant-gardes réactionnaires. La naissance de la nouvelle droite en Suisse 1890-1914*, Lausanne : Éd. d'En bas, 1992.

Clavien, Alain, *Les Helvétistes. Intellectuels et politique en Suisse romande au début du siècle*, Lausanne : Éd. d'En bas, 1993.

En 1938, le Groupe d'Oxford change de nom pour devenir le Réarmement moral. La presse [illegible] les expressions « oxfordiens » et « Réarmement moral ».

L'apparition de *Conscience de la Suisse* en novembre 1938, alors que la menace de guerre se précise, n'est pas étrangère à la fascination exercée par Reynold sur une jeunesse à la recherche d'une « troisième voie ». Du printemps 1939 au mois de juin 1940, à l'heure de la fondation de la Ligue, il met en relation des hommes qui lui paraissent partager son dessein. Mais dès l'instant où l'action devient concrète, il se retire. Comme Céline Carrupt le dit très bien : « *Habilement, Gonzague de Reynold met les gens en rapport, les exhorte à se rencontrer et accroît son influence, souvent sans trop se mouiller.* »

Les mouvements de rénovation

Les crises qui suivent la Première Guerre mondiale conduisent à une remise en question de [illegible] et du libéralisme. On peut résumer les accents des mouvements de rénovation [illegible] de l'autorité du gouvernement [illegible] du Parlement [illegible] corporatif de l'économie [illegible] capitalisme [illegible] socialisme [illegible] revalorisation du fédéralisme vers un État fédéral constitué de cantons souverains.

Source : G[illegible] P[illegible] « Nationale Erneuerungsbewegungen in der Schweiz... », *op. cit.*

Un premier noyau de cristallisation, comme Reynold l'appelle, va se former à Genève. René Leyvraz et Julien Lescaze vont jouer un rôle de premier plan dans la fondation de la Ligue ; ensemble, ils représentent l'union du Mouvement chrétien social et du corporatisme. Avec Philippe Motta du Réarmement moral, ils forment le réseau des Genevois.

Bien introduit en Suisse romande, G. de Reynold est peu connu en Suisse alémanique, hormis dans certains cercles d'amis et d'admirateurs. S'il veut envisager une rénovation nationale, il lui faut absolument trouver des appuis outre Sarine. L'occasion se présente au printemps 1939, à la suite de la parution de *Conscience de la Suisse*

Reynold Gonzague de, *Conscience de la Suisse* [illegible] *Neuchâtel*, Neuchâtel : Éditions de la Baconnière, 1938.

[32] Carrupt Céline, *Gonzague de Reynold ...*, *op. cit.*, p. 27

invités par Christian Gasser à publier une traduction en allemand, les membres du Réarmement moral zurichois assument le financement de l'ouvrage : il paraîtra en 1939 sous le titre *Selbstbesinnung der Schweiz*. Le Réarmement moral de Zurich est dirigé par Theophil Spoerri, un ami de G. de Reynold, de Philippe Mottu et de Denis de Rougemont, dont il avait connu le père, pasteur à Couvet. Un deuxième noyau de cristallisation se crée ainsi à Zurich, composé, outre Spoerri, de Christian Gasser, Walter Allgöwer et Robert Eibel, soit les milieux économiques, l'armée et les mouvements proches des fronts suisses alémaniques.

Un troisième réseau va se joindre au groupe des fondateurs, les personnalistes. René Leyvraz est contacté par Charles Ducommun, secrétaire adjoint romand de l'Union syndicale suisse, personnaliste, adepte du Réarmement moral et ancien membre du conseil communal de Couvet, le village où Rougemont a passé son enfance. Les deux hommes se rencontrent dans les Alpes valaisannes ; c'est l'amorce d'un rapprochement de la corporation et de la communauté professionnelle. Peu de temps après cette rencontre, Ducommun introduit son ami personnaliste Philippe Muller et le « *met en demeure en quelque sorte de prendre la responsabilité du mouvement de la Ligue du Gothard sur le terrain neuchâtelois* ». Lorsque Rougemont quitte la Suisse pour les USA en été 1940, c'est Philippe Muller qui le remplace au sein du directoire provisoire de la ligue. Muller est le benjamin de l'équipe. En 1939, âgé de 23 ans, il avait rencontré Theophil Spoerri qui déjà conduisait « *un effort de rassemblement* ».[5] Cette rencontre sera vitale, décisive, pour reprendre son expression. Ce jeune homme parfaitement bilingue connaît les milieux du Réarmement moral par son épouse, qui participe elle-même au mouvement. Comme Ducommun, il appartient à la « *relève de jeunes admirateurs nés dans la première moitié de la décennie 1910* » du mouvement personnaliste

---

Ibid., p. 26-28.

Cf. [illegible] Bund [illegible] 22 [illegible] Vortrag [illegible] Dr Philippe Muller, AfZ, NL GB 63.1.

Muller Philippe, [illegible], Lausanne, [illegible], p. 32.

[illegible] Présence [illegible] des personnalistes de l'Esprit en Suisse romande dans les années trente [illegible] et les hommes [illegible] Vevey, Éditions de l'Aire, [illegible], p. 141.

Esprit. À cette époque, Ducommun écrit dans *La Sentinelle*, le journal de gauche de La Chaux-de-Fonds ; Muller fait partie du PSS : deux hommes de gauche.

Un quatrième réseau va participer durant quelque temps à l'activité de la ligue naissante : les Indépendants de Gottlieb Duttweiler, le fondateur de la Migros.

En résumé, deux noyaux principaux vont se former : d'une part, un pôle francophone genevois, très proche de Reynold, très conservateur, flirtant avec le frontisme romand et, d'autre part, un pôle alémanique zurichois, issu principalement de l'économie, proche du frontisme alémanique. Par un phénomène de cooptation, les Genevois et les Zurichois vont recruter des personnalités plus proches de la gauche, des syndicats et du centre. Spoerri veut créer un mouvement de rassemblement ouvert à toutes les tendances, comme l'exprime le premier manifeste de la ligue paru dans les journaux en juillet 1940, un texte personnaliste dû à la plume de Denis de Rougemont : « *Nous avons [illegible] l'urgente nécessité [illegible] au-delà des partis, au-delà d'une gauche et d'une droite périmées, au-delà du vieux conflit du capital et du travail.* »[37]

Corporatisme

Comme le mouvement personnaliste, le corporatisme propose une doctrine de troisième voie entre le communisme et le fascisme. Opposé au parlementarisme, il trouve sa source dans une vision nostalgique de l'Ancien Régime. Il conteste l'État radical de 1848. Ce système sera appliqué en Italie fasciste, en Espagne franquiste et dans le Portugal de Salazar.

Source : *Dictionnaire historique de la Suisse*, op. cit.

Le 25 mai 1939, l'occasion d'une première rencontre se présente entre les protagonistes de la future ligue. Reynold a été invité à donner une conférence à l'École polytechnique de Zurich. Dans son esprit, cette conférence et les événements qui l'accompagnent visent un tout autre objectif : « *Il s'agit de réunir les fédéralistes alémaniques et*

37 [illegible] publié dans les journaux des 2[illegible] juillet 1940, AfZ, NL GB, 1.

[illegible][38]

Dans cette brochure destinée à des amis qui veulent savoir, René Leyvraz relate ainsi l'événement :

> *[illegible] cerveau d'un homme.*
>
> *[illegible] avait organisé la conférence*[39].

Bien sûr, Leyvraz ne songe pas un seul instant à dévoiler le grand dessein qui se cache derrière l'inoffensif exposé sur les [illegible] de la Suisse donné par G. de Reynold.

[illegible] La conférence sera suivie d'une grande réception donnée par Max Huber, membre du Réarmement moral. Finalement, Reynold obtient un succès d'estime auprès de l'élite suisse alémanique. Mais cette conférence n'apporte pas les résultats escomptés, à savoir un ralliement de cette dernière à sa personne. Mattioli a raison lorsqu'il écrit : « *[illegible]* » et Reynold [illegible]. Par contre, on peut déduire des paroles de Leyvraz que la conférence de Zurich est l'ébauche de la future Ligue du Gothard. Preuve en est qu'il évoque ces journées uniquement dans le sens d'une réunion des Romands avec Sp[illegible], Gasser et [illegible]. Les journées de mai 193[illegible] à Zurich sont

[38] Carrupt Céline, *Gonzague de Reynold...*, *op. cit.*, p. 40.

[39] [illegible] (vraisemblablement début 1941).

[40] Mattioli Aram, *Gonzague de Reynold...*, *op. cit.*, p. 210.

[41] *Ibid.*

un échec pour G. de Reynold. Pour les futurs ligueurs, elles sont par contre le commencement de l'aventure.

2 Fondation : 30 juin 1940

Depuis la guerre mondiale, beaucoup de malentendus s'étaient glissés entre nous. Le fameux « fossé » s'était creusé. Les Alémaniques mettaient l'accent sur les questions économiques, les Romands sur les réformes politiques et sociales. Le fédéralisme avait un sens fort différent chez les uns et chez les autres. [...] Nous voulons restaurer l'œuvre helvétique en la refondant sur Dieu, la personne, la famille, le métier, la commune. [...] C'est à cette tâche immense que nous avons consacré les efforts [illegible] dans le cours de 1939 et au début de 1940. Elle était [illegible] lorsque la débâcle française [illegible] sur notre pays. [...] L'équipe formée à Zurich sentit alors toutes ses responsabilités. Il ne pouvait pas être question de reculer maintenant : il fallait agir[42].

Après un certain nombre de réunions informelles, à Genève par exemple les 10 et 11 février 1940, c'est la défaite des armées françaises qui va donner le coup de fouet nécessaire à la fondation de la Ligue. « *Le 15 juin, Denis de Rougemont se rend auprès de Reynold afin de lui parler d'une petite réunion dont le but serait de former rapidement une équipe sur la base du fédéralisme et du christianisme* »[43]. La rencontre est convoquée pour le 22 juin 1940 chez Philippe Motta à Berne. Rougemont a proposé une liste des personnalités à inviter. Pour Reynold, cette assemblée représente la dernière chance de mettre sur pied une équipe à sa solde. Il demande à Leyvraz d'assembler les membres de la droite genevoise pour contrebalancer l'hétérogénéité de la future organisation. Le 15 juin, Leyvraz soumet son idée à l'approbation de Reynold : « *Pour la corporation, il faudrait surtout Lescaze et Pierre Regard* »[44]. Leyvraz considère en outre que

[42] Leyvraz René, *Les origines...*, op. cit.

[43] Lettre de Reynold à Leyvraz, [illegible]

[44] Lettre de Leyvraz à Reynold, 15 juin 1940, [illegible] Gothard, Actions 57 2.

les circonstances pourraient bientôt devenir favorables à l'intégration du syndicalisme dans la ligue :

> *Je suis de très près l'évolution de certains dirigeants de l'Union syndicale suisse qui se rapprochent rapidement de nous [...]. Pendant qu'il est temps, avant qu'ils ne soient de nouveau débordés par les démagogues, il faut rapprocher ces hommes pour tâcher d'intégrer dans notre mouvement les forces saines du syndicalisme suisse*[45].

Denis de Rougemont, quant à lui, tient énormément à un équilibre entre les diverses tendances. Dans une lettre à Reynold, il déplore que cette réunion se résume à une rencontre de la droite genevoise. De plus, il lui reproche de diriger ses critiques uniquement contre l'étatisme et le socialisme, « *comme si le capitalisme n'avait rien à se reprocher et comme s'il n'était pas le grand responsable de l'étatisme et de la lutte des classes*[46] ». Suit un long développement de son opposition à la doctrine de Reynold. L'extrait suivant met en évidence l'antagonisme qui oppose les deux hommes :

> *Ce défaut d'autocritique me paraît extrêmement grave. Si vous en restez là, vous adoptez une attitude purement réactionnaire, XIXe siècle, et stérile. La position capitaliste est condamnée par les événements actuels de la manière la plus radicale. [...] Toute tentative de "redressement" qui ne part pas de ces constatations, et qui essaye de rétablir le capitalisme libéral au moyen de "retours en arrière", et sans faire un mea culpa préalable, me paraît stérile, utopique, et par là dangereuse. Comme je suis absolument irréductible sur ce point, je crains que nous ne puissions pas travailler ensemble dans l'immédiat. Et je pense que c'est aussi votre sentiment, si je comprends bien votre lettre*[47].

Enfin, Rougemont tient à préciser que les événements à venir pourraient pousser à un retour sur soi et qu'une collaboration future n'est pas impossible, ceci d'autant plus qu'il est d'accord sur presque tout le programme politique de Reynold. Mais Rougemont ne se plaint

---

45 *Ibid.*

46 Lettre de Denis de Rougemont à G. de Reynold, 4 juin 1940, ALS, Fonds G. de Reynold, II Ligue du Gothard, Dossier Actions, 57.2.

47 *Ibid.*

pas seulement de la droite genevoise. Les représentants zurichois de l'économie ne lui plaisent pas non plus, Eibel surtout. C'est « *un économiste suisse-allemand dans toute sa [illegible] et sa [illegible]* ». La réponse de Reynold, par le mépris qu'elle exprime, dévoile un peu de la mentalité du châtelain de Cressier : « *Il faut savoir manier ces esprits de cette espèce. Pour cela il faut les mener sur le [illegible] non sur [illegible]. [illegible], parce que ce sont des Suisses-Allemands, donc des esprits lents, portés [illegible] que sur l'immédiat et surtout très susceptibles* ».

La réunion du 22 juin a lieu en l'absence du premier lieutenant de Rougemont. Décision y est prise de créer une organisation de résistance et de rénovation nationale. Le 30 juin, une seconde rencontre a lieu à Berne : la Ligue du Gothard est fondée ; le 5 juillet, elle est inscrite dans le Registre foncier par Sporri et Schnyder.

3 Les premières actions dans la presse : juillet 1940

Diverses sources font état du chaos qui règne dans l'organisation de la ligue durant les trois mois qui précèdent l'assemblée constituante du 3 novembre 1940. Les premières actions de la ligue sont un reflet de cette confusion. Quatre réseaux s'affrontent pour peser sur sa ligne politique : les Genevois poursuivent des pourparlers avec les Zurichois pour préparer un terrain favorable à Reynold. Par Mottu, ils tentent d'amener la Ligue vaudoise et l'Union corporative suisse au Gothard. Eibel, membre de l'état-major personnel du général Guisan,

---

[48] *Ibid.*

[illegible] de Rougemont [illegible] 1940 [illegible] de R[illegible] II Ligue du Gothard, Dossier Actions, 57.2.

[illegible] Denis de Rougemont [illegible] de l'exiler aux USA, où il restera durant toute la guerre.

[illegible] Zurich [illegible] Bauer, Lecoultre, Duplain, Lorenz, Duttweiler, Giroud.

[illegible] Theodor Sporri, Walter [illegible] Christ [illegible] Schnyder, Heinrich [illegible] Denis de Rougemont, Philippe Mottu [illegible] Gothard.

[illegible]

Ligue vaudoise

[illegible] tière et lutte pour un fédéralisme intégral

[illegible]

[illegible]

[53] Manifest vom 3. Juli 1940, AfZ NL GB 2.

[54] Carruzzo Céline, *Gonzague de Reynold...*, *op. cit.*, p. 92.

[illegible]

[illegible] Reynold, II LG, Dossier Actions, 57.2

La ligue des officiers ou conjuration des officiers

Le 25 juin 1940, au lendemain de la défaite française, le conseiller fédéral Pilet-Golaz prononce une allocution restée célèbre. L'ambiguïté du discours incite un groupe de [illegible] officiers à fonder une organisation [illegible] armée à tout prix, [illegible] rénovation de la Suisse. Peu après, les conjurés sont arrêtés et condamnés à de simples peines disciplinaires. Le Général Guisan répond [illegible] aux attentes de ces officiers par son Rapport du Grütli le 25 juillet 1940.

Source : *D[illegible]*

Excédé par ces tergiversations, Allgower convoque les membres du directoire provisoire à une réunion urgente, le 7 juillet 1940 à Berne. Parallèlement à son engagement dans la Ligue du Gothard, Allgower participe à la ligue des officiers. Cette organisation, formée en avril 1940 à la suite de l'attaque allemande du Danemark et de la Norvège, se propose de résister à tout prix à une éventuelle agression allemande. Il faut immédiatement ajouter que ses membres prônent également une rénovation politique très affirmée. Allgower informe ses collègues de la ligue de la préparation d'un coup d'État : « *Après la guerre, il m'a été raconté que sa compagnie était prête à investir le Palais fédéral pour arrêter les conseillers fédéraux au nombre de [illegible] sur leur volonté de résistance* »[57]. « *La Ligue du Gothard est placée devant un ultimatum : si elle n'agit pas immédiatement, c'est la ligue des officiers qui interviendra par un coup de force militaire* »[58]. C'est finalement le texte de Denis de Rougemont qui paraît dans les journaux suisses les 20 et 21 juillet 1940 : *Au peuple suisse !* Les 24 et 25 juillet, une deuxième annonce est publiée dans les journaux suisses : *Principes, Plan d'action, Appel à collaborer*. Elle est signée uniquement du président du directoire provisoire, Théophil Spoerri. Charles Ducommun avait signé le premier appel de la ligue. Son nom n'apparaîtra pas dans les annonces suivantes. Avant de pouvoir s'engager, il lui faut l'accord de son employeur, l'USS. Or, l'Union syndicale suisse se montre très prudente pour ne pas dire hostile à la ligue

[57] B[illegible] Zürich [illegible] MP

[58] Müller Philippe, *Tout ce que ta main...*, op. cit., p. 35.

Pour la même raison, le nom de Julien Lescaze, président de l'Union corporative suisse et conseiller juridique des Syndicats chrétiens de Genève, n'est pas dévoilé dans les annonces du mois de juillet 1940. Sur la base de ces quelques faits, on réalise que l'entrée en scène de la Ligue s'est faite dans la précipitation. Finalement, les 27 et 28 juillet est publiée la troisième annonce de la ligue, *Appel à collaborer*, un rappel de la dernière partie de l'annonce précédente, signée de neuf membres du directoire provisoire et d'une liste de 32 sympathisants dont un futur signataire de la « pétition des 200 », Hans Sc[illegible]. Les deux derniers textes ont été écrits collectivement en s'inspirant du fameux « Entwurf Aargauer Fibel » qui fera couler beaucoup d'encre jusque dans les années 1980[60].

Pétition des 200

La Pétition des 200, remise au Conseil fédéral le 15 novembre 1940, revendiquait une adaptation au nouvel ordre européen nazi et une censure de la presse afin de ne pas indisposer les autorités allemandes. Manifestement germanophile, la pétition portait en fait la signature de 173 personnalités issues des milieux de droite et de 80 officiers. Rendue publique en 1946, elle [illegible] l'accusation d'ambiguïté sur des [illegible] suisses, escamotant le rôle ambivalent joué par les autorités du pays.

Source : [illegible]

La publication de ces annonces nécessite des moyens financiers très importants. Le capitaine Alfred Ernst, chef du bureau de renseignement D de l'armée et l'un des principaux instigateurs de la conspiration des officiers, met 50 000 francs à disposition de la ligue. Par l'intermédiaire d'August Lindt, membre lui aussi de la ligue des officiers, il pose des conditions écrites au directoire. Il demande que le nom du donateur soit tenu secret. De plus, il exige que le directoire renonce à entrer en contact ou à tisser des liens avec des personnalités dont il cite explicitement le nom. Sa fonction au sein des services de renseignement lui donne accès à des informations sur les cercles germanophiles suisses. Et de fait, les personnalités dont il mentionne le

[59] Gasser Christian, *Der Gotthard-Bund. [illegible] 1940 bis 1948*, Bern, Verlag Paul Haupt, [illegible].
[60] Il en sera question dans un chapitre ultérieur.

n'en font partie de cette catégorie de citoyens. On y trouve par exemple le commandant de corps Wille, fils du général en chef de l'armée durant le premier conflit mondial[61].

Ce don d'Alfred Ernst permet à la Ligue d'entrer en force sur la scène médiatique suisse en publiant des annonces dans plus de septante journaux suisses, mais il sera suivi d'une violente polémique, une querelle remarquable sur laquelle je reviendrai ultérieurement.

4 Tentative des Genevois d'« enlever le morceau »

Durant les mois de juillet et d'août 1940, les Genevois, Leyvraz, Lescaze, Mottu vont redoubler d'efforts pour tenter d'infléchir la ligne politique du Gothard dans un sens reynoldien. Il s'agit d'une part de convaincre les Zurichois, d'autre part d'affaiblir le réseau des personnalistes et d'empêcher Denis de Rougemont d'accroître son influence au sein de l'organisation.

René Leyvraz est un admirateur de Reynold depuis le milieu des années 1920, mais c'est en 1934 que débute leur relation. « *Après la perte de Charles Maurras, le journaliste avait retrouvé un maître dont l'influence se faisait ressentir à travers ses articles, particulièrement quant à la conception du rôle que devait jouer la Suisse* »[63]. À maintes reprises, Leyvraz écrit à Reynold qu'il se considère comme son disciple et qu'il se met totalement à son service. De fait, il va lui rapporter scrupuleusement tous les événements qui jalonnent le devenir de la Ligue. Avant chaque rencontre importante, il va s'enquérir des désirs du maître et requérir ses conseils. Cette correspondance très éloquente permet de percevoir le microclimat qui règne au sein de l'organisation en gestation.

Julien Lescaze, membre du Réarmement moral, président de l'Union corporative suisse, « *est lié aux efforts des milieux de banquiers, de commerçants et de la grande industrie qui cherchent à in-*

---

[61] [illegible] Berne, 22 [illegible] BAR E [illegible] Wille [illegible] *Hans* [illegible] *Die* [illegible] Zürich [illegible] NZZ, 1989, p. 343.

[62] [illegible] conseiller national (1911-1926).

[63] Larderaz Françoise, *René Leyvraz…, op. cit.*, p. 434.

influence la politique sociale et économique par le biais de l'Union de défense économique (UDE) à Genève. Par son appartenance à l'Union nationale de Géo Oltramare, il s'approche dangereusement du fascisme.

L'Union nationale

[illegible] passe avant la liberté individuelle

[illegible]

Philippe Mottu, quant à lui, est un membre dirigeant du Réarmement moral. Membre de la très influente Société d'étudiants de Zofingue, il est en contact avec Reynold depuis le milieu des années 1930. Sa bonne connaissance de l'allemand lui permet de faire le pont entre les Suisses alémaniques et les Romands. Il est en outre chargé de plaider la cause de la Ligue du Gothard auprès des milieux corporatistes romands.

Deux obstacles contrarient ce plan genevois. D'une part, l'antagonisme qui divise Rougemont et Reynold, palpable dans une lettre de Leyvraz, dans laquelle il qualifie Rougemont de *son hérisson d'Esprit aussi brouillon que son maître Mounier*. D'autre part, bien que séduits par la réforme des structures politiques du plan reynoldien, les milieux économiques suisses alémaniques ne sont pas conquis par le corporatisme. Déjà en mars 1940, Gasser avait manifesté son opposition dans une lettre à Reynold. Il estime que les corporations ne sont pas applicables en Suisse, attendu qu'elles sont censées assurer la sécurité économique. Or, l'économie suisse est basée sur les expor

[illegible] Philippe [illegible] et société contemporaine, 1993, p. 55

Lettre de Leyvraz à Reynold, 28 juillet [illegible] ALS, Fonds G. de Reynold [illegible] Dossier Actions 57 2

tations, donc sur le risque. À son avis, ces « [illegible] de Genève ne *semblent [illegible] que le problème social et ils [illegible] que c'est [illegible] de l'existence même de l'économie du pays qu'il s'agit* ».

Quoi qu'il en soit, les Genevois vont redoubler d'efforts au service d'une ambition : faire de la Ligue le moteur d'une révolution conservatrice sous la direction de Reynold. Motta cherche à séduire la Ligue vaudoise et l'Union corporative suisse. Leyvraz entreprend des démarches auprès de l'exécutif de l'Union nationale. L'objectif est de créer une concentration de tous ces mouvements « *autour du Gothard* » au service de Reynold et d'en faire « *l'instrument de la rénovation nationale* ». Les termes de cette missive à Reynold reflètent un incontestable pessimisme. Leyvraz sent bien que l'aristocrate de Cressier est en train d'abandonner la partie. Néanmoins, il reste confiant dans l'issue du bras de fer, un optimisme de circonstance. Quatre jours plus tard, dans une nouvelle lettre, Leyvraz s'efforce d'encourager Reynold : « *Dimanche prochain il y aura une séance à Zurich et nous espérons enlever le morceau. Motta et D[illegible] sont sur la même ligne. Nos braves Confédérés sont un peu [illegible] car ils nous avaient préparé un plan [illegible] qui a été complètement [illegible].* » Il lui fait part d'un accord qui pourrait se faire avec Charles Schürch de l'Union syndicale suisse, tout en lui assurant qu'il n'y aura aucun compromis. La Ligue vaudoise, l'Union nationale sont avec nous. « *Nous avons besoin d'un père autant que d'un chef. Vous êtes ce père [illegible] devant Dieu. Que le [illegible] vous éclaire et vous assiste.* »

Le 24 août 1940, après trois semaines d'un silence que Leyvraz met sur le compte de sa santé, il communique à Reynold les résultats de la réunion de Zurich. Lors des séances décisives des 3 et 4 août, le programme préparé par les Genevois a été adopté, mais les Zurichois

Lettre de Cressier à Reynold, [illegible]. ALS, Fonds Gonzague de Reynold, [illegible] Dossier Actions 57.2.

Lettre de Leyvraz à Reynold, [illegible]. ALS, Fonds Gonzague de Reynold, [illegible] Dossier Actions 57.2.

Lettre de Leyvraz à Reynold, [illegible] 194[illegible]. ALS, Fonds Gonzague de Reynold, [illegible] Dossier Actions 57.2. [illegible] l'attitude extrémiste d'Oltramare.

veulent préparer le terrain dans leur milieu avant de le rendre public[69].

Le résultat obtenu n'est pas spectaculaire ; on peut même parler d'un échec des Genevois. L'accord est complet depuis toujours sur la réforme des structures. Par contre, les Zurichois réussiront à noyer le poisson sur la question du corporatisme. Dans la même missive, Leyvraz demande à Reynold de publier une annonce soutenant la ligue, car tout le monde pense qu'il l'a quittée. En effet, la correspondance de Reynold montre bien qu'il a renoncé à faire de la ligue le tremplin de son ambition. À ses amis, déçus de sa défection, il cherche encore à donner des gages, mais le cœur n'y est plus. La lettre envoyée à Philippe Mottu, le 30 juillet 1940, montre qu'il ne sait plus à quel saint se vouer ; il hésite : « *Puisque je vous écris, [illegible] pas l'impression que je m'éloigne de la Ligue. Mais je suis embarrassé dans l'attitude à prendre. Dois-je rester en réserve ou dois-je me ranger* ?[70] » À Gasser, il déclare formellement le 9 août 1940 qu'il ne fait pas partie de la ligue : « *Ma position à l'égard de la Ligue du Saint-Gothard, vous la connaissez. Je ne me considère pas comme en faisant partie à proprement parler, mais comme l'approuvant publiquement et sympathisant avec elle.* »[71]

En deux mois, Reynold a pris conscience que la ligue ne sera pas le bras armé d'une prise du pouvoir. À Lescaze il écrit le 30 juillet 1940 : « *Je suis ainsi fait qu'il faut, ou que je sois seul, ou que je commande.* »[72]

Les jeunes hommes qui ont admiré Reynold vont finir par s'en détourner ; plus tard, ils chercheront à l'oublier. Il n'est presque plus question de lui dans leurs mémoires ou leurs souvenirs. Reynold est devenu embarrassant. À noter tout de même que Denis de Rougemont collaborera à nouveau avec lui après la guerre.

[69] Lettre de Leyvraz à Reynold, le 24 [illegible] 1940, ALS, Fonds G. de Reynold, LGI, Dossier Actions 57.2.

[70] Lettre de Reynold à Mottu, 30 juillet 1940, ALS, Fonds G. de Reynold, LGI, Dossier Actions 57.2.

[71] Lettre de Reynold à Gasser, 9 août 1940, ALS, Fonds G. de Reynold, LGII, Dossier Actions 57.2.

[72] Lettre de Reynold à Lescaze, 30 juillet 1940, Fonds G. de Reynold, LGII, Dossier Actions 57.2.

5 La démission de Walter Allgöwer

Le 20 août 1940, le capitaine Walter Allgöwer, l'une des chevilles ouvrières de la ligue, démissionne avec fracas du directoire provisoire. Ce départ fait l'objet d'une importante médiatisation. Les réactions de la presse à l'affaire Allgöwer-Ligue du Gothard permettent de prendre le pouls de l'opinion des journalistes de l'époque. Il n'est pas besoin de se pencher longuement sur ces réactions pour constater que les ambiguïtés de la ligue ont très rapidement inspiré de la méfiance. Allgöwer possède toutes les caractéristiques du type idéal de cette génération des années 1930. Il est l'exemple même de l'idéologie polysémique qui domine en cette année 1940. Il est résistant au sein de la ligue des officiers. Il participe à l'Action de résistance nationale, l'une des rares organisations qui ne fassent pas état d'une pensée rénovatrice. Il est un rénovateur fanatique dans l'« Entwurf Allgöwer-Huber », dans ses contacts suivis avec le colonel Däniker et le commandant de corps Wille, deux officiers sympathisants de l'Allemagne, et dans sa participation à l'« Eidgenössische Gemeinschaft », une organisation qui attendait de ses membres « *la participation à la préparation d'une révolte contre le pouvoir de l'État [illegible] pour le pouvoir politique* ». On peut sans autre appliquer à Allgöwer le résumé de l'historien Peter Gilg : « *Dans la situation des années 1940 et 1941, la résistance et la rénovation se conditionnaient*

Gilg Peter, « Die [illegible] Gemeinschaft [illegible] », [illegible] Zürich [illegible] Separatdruck aus der [illegible] *Ulrich Im Hof*, Bern, 1982, p. 577.

[illegible] Däniker [illegible] hls-dhs-dss.ch/textes/f/F23463.php

[illegible] Wille [illegible]

Gilg Peter, « Die [illegible] », [illegible]

l'un et l'autre : la rénovation de la Suisse paraissait impossible sans résistance et inversement.»[77]

Le jour où Allgöwer envoie sa lettre de démission, Denis de Rougemont fait part à Théo Spoerri, président du directoire provisoire, d'une conversation qu'il a eue avec August Lindt : « *J'ai vu ce matin Lindt, qui m'a annoncé avec ses airs de conspirateur que des attaques terribles se préparaient contre vous, Gasser et Lindt, les 2 derniers étant accusés de poursuivre des intérêts personnels d'affaires, et de trafiquer avec l'Allemagne.»*[78]

Ce passage prouve que la démission d'Allgöwer est coordonnée avec une action de la conjuration des officiers contre la ligue. L'affaire Ernst, qui fera l'objet du paragraphe suivant, me conforte dans cette appréciation. Les malentendus entre les deux organisations sont profonds. Allgöwer reproche au directoire de prendre le chemin de l'autoritarisme. Christian Gasser et Robert Eibel sont visés en première ligne. Dans sa lettre de démission, il expose ses griefs point par point : « *Il manque la volonté de clarifier les questions fondamentales. Il manque la volonté de mettre sur pied une organisation vraiment démocratique. On attend d'avoir placé ses fidèles aux postes à responsabilité avant de convoquer une assemblée constituante. Cette constituante sera une farce, conformément à certains modèles étrangers. Il manque la volonté de tenir compte de la diversité et de la réalité suisses.* » Suivent ensuite les griefs personnels : « *Gasser agit pour son ambition personnelle. Eibel éveille partout un profond sentiment de méfiance. Spoerri se met au service d'une démagogie pseudo-helvétique. Il est douteux qu'un homme appartenant à une organisation religieuse qui a Munich sur la conscience, puisse faire preuve de la rigueur nécessaire pour diriger une organisation de résistance.* »[79]

Dans sa réponse, Theophil Spoerri accuse Allgöwer d'avoir précipité l'entrée en scène de la ligue par son ultimatum auquel le directoire a répondu par une action dans la presse, ceci afin d'éviter un

[77] *Ibid.*

[78] Lettre de Rougemont à Spoerri, 20 août 1940, AfZ NL Theophil Spoerri, 10.1.25.

[79] Extraits de la lettre de Allgöwer à Spoerri, 20 août 1940, AfZ NL Theophil Spoerri, 10.2 [illegible] MRA. Spoerri est membre [illegible] du Réarmement moral en Suisse. On reproche à ce [illegible] les Accords de Munich.

engagement fatal pour le pays, de sa campagne contre nos autorités fédérales : « *Nous aurions préféré attendre, n'oubliez pas que vous êtes responsable de notre faux départ* ». Dès l'entrée en lice de la ligue, les conflits de personnes vont porter préjudice à l'organisation, ceci d'autant plus qu'ils vont souvent se dérouler par le truchement des journaux.

6 Alfred Ernst contre Eibel et Gasser

Nous nous souvenons que le capitaine Ernst avait offert 50 000 francs à la ligue pour financer les premières actions dans les journaux. Il avait demandé à August Lindt de négocier les conditions de ce don. La ligue devait s'engager à éviter tout contact avec des frontistes et des sympathisants de l'Allemagne. Rappelons encore qu'Alfred Ernst est le chef du bureau D (Allemagne) du service de renseignement suisse et qu'Eibel fait partie de l'état-major personnel du commandant en chef de l'armée suisse, le général Guisan. Dans un chapitre ultérieur, nous aurons l'occasion de présenter plus longuement les visées politiques de Robert Eibel. Pour l'instant, il suffit de rappeler qu'il complote pour renverser le gouvernement fédéral en faveur d'un Landammann. Il utilise la voie de service pour communiquer avec ses interlocuteurs ; plusieurs de ses lettres sont estampillées « secret ». Il ne fait pas de doute qu'Alfred Ernst est bien placé pour avoir connaissance de ces menées. La correspondance démontre également que Gasser et Sporri partagent le projet d'Eibel. Précisons d'emblée que nous n'assistons pas ici à une lutte entre des résistants et des rénovateurs. Tous ont l'intention de changer de régime au plus vite : « *Nous ne croyons pas à l'avenir de ces institutions dépassées. Mais pour l'instant nous ne pouvons pas oublier qu'elles détiennent encore le pouvoir* ». Seules les méthodes divergent, chaque réseau cherchant à imposer ses vues et ses personnalités.

À sa sortie de détention préventive pour sa participation à la conjuration des officiers, Ernst demande à son avocat de contacter la ligue du Gothard et d'exiger la restitution d'une partie des 50 000 francs

[illegible] (trad. MP)

[illegible]

Dans une longue lettre, il en explique les raisons à Sperri[82]. Lors des deux entretiens qui ont abouti au versement de la somme, Denis de Rougemont et Robert Eibel avaient laissé entendre que la Ligue du Gothard deviendrait rapidement une organisation nationale d'envergure grâce à l'appui de personnalités comme le professeur Jakob Lorenz[83], Gonzague de Reynold, Monseigneur Besson[84], Konrad Ilg[85] et bien d'autres encore; elle devait aussi également prendre de l'ampleur grâce à la participation de grandes organisations nationales comme la Société de Zofingue, la Société des sous-officiers, ainsi que d'importantes sociétés sportives. Ernst avait présumé que la Ligue du Gothard deviendrait rapidement le centre d'un vaste mouvement d'union nationale, de l'extrême droite aux mouvements ouvriers. Finalement, aucune de ces perspectives ne s'étant réalisée, Ernst accuse la ligue de l'avoir trompé sur l'importance de l'adhésion populaire au mouvement: « *Comprenez, mon cher ! En offrant 50 000 francs à la Ligue du Gothard, je comptais sur son engagement immédiat en faveur d'une rénovation de la vie politique. Si cet objectif avait été atteint, ne serait-ce qu'en partie, je ne regretterais pas un instant cet argent.* »[86]

Dans une deuxième lettre, le 31 août 1940, Ernst accuse Casser d'avoir affirmé en présence de témoins que la volonté de résistance fait partie du programme de la Ligue du Gothard, sans être pour autant un point capital[87].

Ces deux missives sont symptomatiques de l'ambiance, du microclimat de l'époque. Dans l'une, il est question de rénovation immédiate de la vie politique suisse, dans l'autre, de volonté de résistance à tout prix: un exemple de l'ambivalence du langage de l'époque. On ne peut s'empêcher de penser que ces jeunes hommes sont désemparés. Revenant sur cette époque à la fin de la guerre, Ernst écrit: « *Politiquement, nous étions d'une effarante naïveté. Nous avions une*

[82] Lettre de Ernst à Sperri, 24 [illegible] 1940, AfZ NL Sperri [illegible].

[83] Jakob Lorenz (1883-1946) [illegible] et corporatiste.

[84] Marius Besson (1876-1945), évêque [illegible] Lausanne et Genève [illegible] de Fribourg dès 1924.

[85] Konrad Ilg (1877-1954) [illegible]

[86] Lettre de Ernst à Sperri, 24 [illegible], AfZ NL Sperri 5.2.1.

[87] *Ibid.*

[illegible] totale de la réalité des forces politiques de notre peuple. »

7 L'Assemblée constituante : 4 novembre 1940

On remarque tout d'abord que les instances dirigeantes de la Ligue du Gothard ont pris leur temps avant de se former définitivement. Comme l'explique René Leyvraz : « *Notre directoire s'est constitué sans préparation, sans hâte, avec une patience, une lenteur tenace qu'on n'a pas manqué de lui reprocher, si bien qu'il n'a pu se présenter devant les ligueurs que le 22 septembre, à Macolin sur Bienne.* » Le 28 août, une invitation est lancée à un certain nombre d'invités, triés sur le volet, afin de présenter les membres du directoire, ainsi que les objectifs de la ligue. Spoerri expose que la lutte contre le défaitisme nécessite une nouvelle orientation : « *Si nous parvenons à édifier un front juste et sain, nous aurons apporté la meilleure contribution possible à la défense nationale.* » La ligue désire la collaboration de tous les hommes de bonne volonté pour apporter une solution aux importantes questions de nature économique et spirituelle. La résistance doit se faire par le biais d'un changement des mentalités et des institutions. Cette impression est confirmée par le protocole du séminaire de Macolin, les 21 et 22 septembre 1940. Cent vingt personnes de toutes les régions de la Suisse se réunissent pour écouter les exposés présentés par les membres du directoire provisoire. Les débats portent semblablement sur « *[illegible] qui doit conduire à un nouvel ordre social* ». Finalement, le 4 novembre 1940, a lieu à Berne l'assemblée constituante de la Ligue du Gothard. Un seul point des statuts fait l'objet d'une longue discussion. Il s'agit de la proposition d'exclure les francs-maçons et les juifs de la ligue. Ducommun, entre autres, se prononce contre cet ostracisme. La solution est finalement proposée par Maurice Veillard, oxfordien et vice-président du tribunal de district de Lausanne. Il suggère d'inclure dans les statuts le point suivant : la Ligue du Gothard peut refuser l'affiliation d'une personne sans avoir à justifier sa décision. L'assemblée constituante accepte

[illegible] B[illegible] [illegible] p. 150 [illegible] MP.

[illegible] René [illegible], AfZ NL GB [illegible]

Protocole [illegible] 28 août 1940, AfZ NL GB 5 [illegible] MP.

Protocole [illegible] Macolin, 21 et 22 septembre 1940, AfZ NL GB [illegible]

cette motion par 21 voix contre 18. Ce moyen choquant d'esquiver la question avait déjà été choisi par le Bund für Volk und Heimat, une organisation frontiste. En prévision de cette décision, le directoire de la ligue avait préparé une déclaration dont Gasser fait la lecture :

> *Les calomnies antisémites et antimaçonniques sont condamnables. Néanmoins, les traditions chrétiennes doivent rester déterminantes. De plus, la politique du futur devra être compatible avec la sincérité et la transparence. En vertu de quoi les personnes n'appartenant pas à une tradition chrétienne et celles qui font partie d'une organisation secrète ne seront pas admises au sein de la ligue du Gothard*[92].

La lecture du procès-verbal de cette assemblée constituante prouve que l'exclusion avait été préparée de longue date. Les Romands sont les plus véhéments partisans de l'éviction. On peut s'étonner que les francs-maçons soient, eux aussi, écartés de la ligue. Le 24 novembre 1937, le peuple suisse avait rejeté avec 65 % des voix l'initiative Fonjallaz demandant l'interdiction de la franc-maçonnerie. Cette initiative avait recueilli la moitié de ses signatures en Suisse romande. Ce fort investissement des Romands en faveur d'une exclusion des juifs et des francs-maçons confirme l'influence du frontisme au sein des membres romands de la ligue. Cette dernière ne tient aucun compte de la volonté populaire exprimée trois ans auparavant. L'époque est à la recherche de boucs émissaires : *« Les années de crise se prêtent bien aux passions contre les banquiers et les commerçants, très souvent assimilés aux francs-maçons et aux juifs »*[93].

On peut s'étonner qu'une ligue qui se veut « de résistance », un mouvement qui cherche à « *unir des citoyens de tous les horizons politiques et sociaux* », prenne d'emblée des mesures d'ostracisme. Le protocole atteste que les juifs et les francs-maçons ne sont pas les seuls visés. On y parle bien « *d'emprises non chrétiennes et secrètes, mais aussi étrangères et internationales* »[94]. En d'autres termes, les communistes, voire les socialistes, sont aussi mis au ban de l'organisation.

---

[92] Procès-verbal de l'assemblée [illegible] du 4 [illegible] 1940, AfZ, GB NL [illegible].

[93] [illegible] « Die Fonjallaz-Initiative [illegible] » [illegible], p. 666-71.

[94] Procès-verbal de l'assemblée constituante du 4 novembre 1940, AfZ, GB NL [illegible].

Le directoire élu se compose de Theophil Spoerri (président), Julien Lescaze, René Leyvraz, Charles Ducommun, Philippe Mottu, Heinrich Schnyder, Christian Gasser. Denis de Rougemont, expatrié aux Etats-Unis, est remplacé par Philippe Muller. Sept protestants, un catholique. On pourrait penser que c'est une question accessoire : il n'en est rien. On remarque l'absence de Robert Eibel, qui se consacre au Redressement national.

Redressement national

Fondée en 1936 à Zurich, cette association de la droite bourgeoise comptait parmi ses membres des représentants de l'économie, d'anciens responsables du « Bund für Volk und Heimat » (Ligue pour le peuple et la patrie), des adversaires des frontistes et quelques signataires de la Pétition des 200.

Source : *Dictionnaire historique de la Suisse* [illegible]

Chapitre 2

Prosopographie d'une génération « des années 1930 »

[illegible]

[illegible] Philippe Muller [illegible]

[illegible] *liste »*[?]

[illegible]

[illegible]

[?] Loubet del Bayle Jean-Louis, *Les non-conformistes* [illegible]

[?] Sirinelli Jean-François, « Le hasard ou la nécessité [illegible]

Muller Philippe, *Tout ce que ta main…*, *op. cit.*, p. 35

quelques gouttes de corporatisme. On brasse bien le tout avec des formules magiques authentiques d'Ancien Régime et un peu d'huile de renouvellement confédéral. Bien agitez le tout avant l'emploi et la ligue du Gothard est prête à être servie. Il ne vous reste qu'à souhaiter une bonne digestion de cette salade confédérale, à laquelle il ne manque que la moutarde du frontisme.

Cette description reflète assez bien l'impression que donnait la Ligue à ses débuts : une salade confédérale. Une erreur tout de même : le frontisme n'est pas absent de la Ligue.

« L'esprit des années 1930 » est le mouvement d'une certaine jeunesse à la conquête d'une « troisième voie » : ni Marx, ni Hitler. Entre les deux, tout est possible : la Ligue à sa naissance est une mosaïque d'idées. Le dénominateur commun réside d'une part dans la méfiance à l'égard des corps constitués, d'autre part dans le sentiment que rien n'est possible sans le concours de toutes les régions linguistiques de la Suisse. C'est probablement dans cette collaboration, cette entente que réside le mérite principal de la ligue. Comme le souligne M. Charles Pochon, un membre de la Ligue durant ces années de guerre, à la fin de notre entretien, la Ligue du Gothard est indéniablement une ébauche de l'esprit de concordance.

A. Les « parrains » de la Ligue : un patrimoine intellectuel

J'ai donné à Reynold et Rougemont la qualité de « parrains » dans le sens où je les considère comme les « *protecteurs d'une idée, d'une théorie, d'une thèse, la caution morale d'une initiative, d'une entreprise quelconque* ». On a vu ce qu'il est advenu de leur participation. Il n'en reste pas moins qu'ils ont été et sont longtemps restés importants dans une perspective idéologique, Reynold surtout. L'influence de Rougemont dans la fondation de la ligue est souvent exagérée. Si je le cite ici comme parrain, c'est surtout en raison du rôle qu'il a joué au sein d'Esprit et d'Ordre nouveau. Il jouit d'un certain

[illegible] Ligue des sans subventions.

[illegible] http://www.cnrtl.fr/lexicographie http://www.cnrtl.fr/lexicographie/

prestige auprès de cette génération ; il est la référence de la doctrine personnaliste.

1 Gonzague de Reynold : la tentation autoritaire

Le premier chapitre a permis d'examiner le rôle important joué par Reynold dans la fondation de la Ligue. Nous avons vu qu'il s'en est très vite éloigné, après avoir pris conscience que la nouvelle organisation ne pourrait pas servir ses intérêts. Reynold a flirté avec les fascistes suisses, par sa plume. Il a eu un fort ascendant sur les cercles conservateurs du pays ; il a fasciné une partie de la jeunesse rénovatrice. Il a été proche du pouvoir par son influence sur le conseiller fédéral Etter. Séduction, ascendant, prestige, charisme, influence : Reynold avait tous les atouts au service de son ambition. Une seule chose lui a manqué : prendre la mesure du pays. Lui qui se targuait de connaître l'âme profonde du peuple des bergers n'a pas été capable de sentir l'essence du peuple suisse. Homme d'un autre temps, aristocrate, élitiste, sa mentalité ne lui a pas permis de saisir la profondeur des changements qui se préparaient dans la société suisse. En lieu et place de son Landammann, c'est Ernst Nobs, un socialiste, qui sera élu au Conseil fédéral en 1943. Son aversion de la démocratie lui a caché les aspirations et l'élan progressiste d'une partie importante de la société suisse. Je partage le sentiment de Mattioli lorsqu'il écrit que « *la majorité du peuple tenait beaucoup plus obstinément aux traditions du système politique suisse que les élites de l'État, de l'économie et de la culture* »[illegible]. Le rôle que Reynold a joué dans la Ligue du Gothard est une sorte de modèle réduit de sa carrière politique. On y découvre trois phases : création de réseaux par la mise en contact de différents hommes de confiance, accroissement de son influence, reniement et volte-face. Céline Carrupt a fait cette observation dans son travail sur sa correspondance politique : « *Nous avons remarqué en analysant les lettres de Reynold que, s'agissant de la Ligue du Gothard, sa position variait en fonction du correspondant* »[illegible]. Il y a là une part d'inconstance dans l'attitude de Reynold. Cette instabilité du comportement est particulièrement flagrante dans la genèse de la Ligue.

[illegible] Mattioli Aram, [illegible] Fribourg [illegible] Orell Füssli Verlag [illegible] p. [illegible]

[illegible] Carrupt Céline, *Gonzague de Reynold…, op. cit.*, p. 94.

Dans sa biographie de Gonzague de Reynold, Aram Mattioli se propose de distinguer deux piliers méthodologiques, la mentalité et l'idéologie.[102] J'ai proposé ma vision de la mentalité de Reynold. Dans les lignes qui suivent, j'aimerais étudier son idéologie, celle qu'il a transmise à ses disciples, à ses fidèles de la Ligue, celle qu'il a tenté de faire passer dans le public au travers de la première brochure éditée par la Ligue, en 1941 : *La Suisse de toujours et les événements d'aujourd'hui*.[103]

Gonzague de Reynold voit les événements tragiques de son temps au travers du prisme de son idéologie. Tout semble lui donner raison, impossible de déceler le moindre esprit critique dans cette brochure. C'est avec une belle assurance qu'il décrit la situation présente et qu'il se fait prophète : « *Il est erroné des Suisses pour chercher un appui auprès du monde anglo-saxon. C'est une attitude idéologique, et ce n'est qu'une illusion. Le monde anglo-saxon s'est révélé incapable de réorganiser l'Europe.* »[104]

Et pourtant, au moment où ces lignes sont écrites, la bataille d'Angleterre a déjà eu lieu et elle a tourné au désavantage des Allemands. C'est à la même époque que « *Reynold se rend coupable des pires égarements de toute sa carrière* ».[105] Il préconise purement et simplement une collaboration du pays au nouvel ordre européen. Il recommande d'aligner la politique extérieure sur la nouvelle donne.[106] Pour le dire plus crûment, Reynold attend des autorités une collaboration de type pétainiste. L'opuscule publié par la Ligue est un reflet parfait de cette vision et de cette attente.

La brochure est divisée en trois parties : I. La situation actuelle ; II. Ce que nous enseigne notre histoire ; III. La restauration nationale. Dans la première partie, Reynold se propose de n'appliquer « *qu'une seule méthode : suivre les faits et n'en rien déduire qui ne se déduise de soi-même, avec la volonté de ne jamais reculer devant les consé-*

[102] Mattioli Aram, *Gonzague de Reynold…*, op. cit., p. 4.
[103] R[illegible]
[104] *Ibid.*, p. 21.
[105] Mattioli Aram, *Gonzague de Reynold…*, op. cit., p. 219.
[106] *Ibid.*, p. 220.

[illegible] Suit une liste de douze faits commentés plus ou moins brièvement. Reynold s'en tient à sa méthode pour les cinq premiers faits seulement (la guerre n'est pas finie, la Suisse est encerclée, les événements nous ont donné tort, nous ne pourrons plus faire ce que nous voudrons, nous avons perdu notre indépendance économique) : des truismes. Pour les autres faits, Reynold oublie sa méthode pour construire une démonstration idéologique : « *Nous ne sommes pas en présence d'une guerre, mais d'une révolution qui fait la guerre. Nous assistons à un changement d'époque, le quatrième depuis que l'Europe a une histoire. L'époque moderne est close, [illegible]. La révolution de 1789 n'a jamais été interrompue. Aujourd'hui dans le monde entier la révolution se poursuit et s'amplifie contre [illegible] et la civilisation bourgeoises. Elle ne s'attaque plus aux privilèges mais à la ploutocratie. Ces transformations mettent en cause non seulement les frontières des États, non seulement leur indépendance, mais leur existence même. L'équilibre européen est rompu. De gré ou de force nous allons être incorporés dans cette Europe nouvelle. Nous allons entrer en même temps et par voie de conséquence dans un nouveau régime social et politique.* »[38].

Passons à la « restauration nationale » sans nous attarder sur les « enseignements de notre histoire ». Reynold propose un « *renouvellement des esprits* » : il préconise de ne plus se cramponner au passé récent de la Suisse du XIXe siècle. Selon lui, cette attitude serait réactionnaire. Il faut éviter également d'opter pour une démarche révolutionnaire en brisant la continuité historique. Une synthèse entre ces deux positions antinomiques est nécessaire : « *Reconnaître que le [illegible] est de supprimer entre la Suisse et nous tout ce qui n'était qu'apparence, mensonge, [illegible], tout ce qui n'était que [illegible] accessoire [illegible] afin de nous ramener à ce qui est vrai, vivant, durable, essentiel.* »[39] Si l'on comprend bien le discours de Reynold, il s'agit de congédier au passé la Constitution de 1848 et de mettre au placard les acquis démocratiques. Au sujet du « renouvellement politique », la condition *sine qua non* du changement est la présence d'un « *gouvernement fort, un gouvernement qui n'est pas*

Reynold Gonzague de, *La Suisse de toujours...*, *op. cit.*, p. 1.

Ibid., p. [illegible]

Ibid., p. [illegible]

donnée par la crainte de l'opinion ». Reynold craint une partition de la Suisse, son démantèlement au profit des trois grands pays voisins. Pour l'éviter, seul un gouvernement fort sera en position d'expliquer au peuple les conditions dans lesquelles il devra travailler dans l'Europe nouvelle, et d'obtenir en même temps que cette Europe hégémonique reconnaisse notre indépendance politique et l'intégrité de notre territoire ». Il est utile d'ouvrir ici une parenthèse pour rappeler que cette brochure est publiée par la Ligue du Gothard, une organisation « de résistance » pour reprendre le titre du livre de Gasser. L'un des objectifs de cette étude est de mettre en balance les éléments de résistance et de rénovation au sein du directoire de la Ligue. Nous avons un premier élément de réponse : les premières publications penchent entièrement vers la seconde alternative. Dans sa brochure, Reynold s'adonne à une sorte de chantage : « *Il ne s'agit pas de savoir ce que sera la Suisse, mais si elle sera* ». Et pour cela, un changement de régime est nécessaire. Car « *ce pire qui pourrait arriver serait qu'il nous fût imposé du dehors* ». Il faut mettre en place une politique des amitiés efficaces. « *Tous devraient enfin savoir que l'ère du parlementarisme est close, que le système des partis est révolu, le règne des opinions terminé* ». La fin de l'opuscule est consacrée au fédéralisme « reynoldien », c'est-à-dire un fédéralisme antidémocratique d'Ancien Régime. Cette brochure est un ouvrage de pure propagande au service d'une vision collaborationniste. Reynold met la démagogie au service de son discours : « *De par sa mentalité, ce patricien est un homme du XVIe siècle. De par sa façon de faire et de conduire son combat contre le XXe siècle, il est bien en avance sur son temps* ».

Au sujet de ce texte, Gasser expliquera en 1984 qu'il s'agissait avant tout d'un plaidoyer pour le fédéralisme : un euphémisme. Il ajoute qu'il contenait quelques expressions qui, à l'époque, auraient pu être mal comprises. Plus de quarante ans après les faits, sept ans après le séminaire organisé par les archives d'histoire contemporaine sous la direction du professeur Bergier, Gasser n'a toujours pas admis que le directoire de la Ligue avait suivi la ligne de la rénovation, de

[illegible] *Ibid.*, p. 19

Ibid., p. 20

[illegible] *Ibid.*, p. 23

[illegible] *Ibid.*, p. 24

[illegible]

la collaboration. Tout au plus concède-t-il qu'il était politiquement erroné de publier « en premier » un tel ouvrage.

Ce discours excita les commentaires indignés des milieux progressistes et libéraux. Au sein de la base de la Ligue du Gothard, beaucoup refuseront la leçon reynoldienne. Le 19 février 1941, le groupement zurichois « Junge Sektion » de la Ligue organise une réunion. Un certain Hans Zweidler de Rüschlikon prononce un réquisitoire contre Reynold sous le titre *Gonzague de Reynold als Prophet* [illegible]. Il termine son exposé en exigeant que le texte de Reynold disparaisse des éditions de la Ligue du Gothard. L'exposé de Hans Zweidler étonne par la clarté de sa vision. Page après page, il démonte la démonstration de Reynold pour inviter à une défense de la démocratie :

> *Gonzague de Reynold voit l'actualité comme la confirmation d'une évolution qu'il avait annoncée de longue date. La révolution de l'individualisme libéral est finie, la nouvelle Europe du libéralisme est détruite et remplacée par une nouvelle Europe dominée par le fascisme et le nazisme. Il se réjouit de ce naufrage et son* [illegible] *dans la nouvelle ère autoritaire. Cette brochure est-elle défaitiste ? Le défaitisme, c'est une croyance à la défaite. Or Reynold croit à la défaite de la Suisse ; il croit que la Suisse pourrait* [illegible] *disparaître ; il espère la disparition de la Suisse actuelle.*

Il est intéressant de noter la distance abyssale qui sépare le point de vue exprimé dans cet exposé de la doctrine du directoire. Car enfin c'est le directoire de la Ligue qui a pris la responsabilité de publier ce pamphlet défaitiste. Il y avait de toute évidence une adhésion de ses membres aux prophéties de Reynold.

2 *Denis de Rougemont : ni gauche ni droite*

Quelques jours après la parution de *La Suisse de toujours et les événements d'aujourd'hui* de Reynold, les Éditions de l'Université de Fribourg éditent un *Hommage à Gonzague de Reynold* en l'honneur du soixantième anniversaire de l'écrivain. Sous la plume de Denis de

Gasser Christian, *Der Gotthard-Bund...*, *op. cit.*, p. 33.

Zweidler Hans, [illegible]

[illegible] *Ibid.* (trad. MP).

Rougemont, on peut constater que les deux hommes sont au diapason quant aux maux qui frappent la société suisse :

> *Le grand service que nous a rendu l'auteur de "Conscience de la Suisse", c'est d'avoir osé porter sur l'avenir immédiat de ce pays un jugement pessimiste [...] Reynold a le courage d'envisager – de regarder en plein visage – ce qui nous attend [...] Il a su voir l'Europe en pleine révolution. Il a montré l'un des premiers, chez nous, que la Suisse fut, même inconsciemment, [illegible] l'étatisme disciplinaire, au pouvoir d'un [illegible] que la crise [illegible] marche vers le [illegible] – ou l'annexion*[118].

D'emblée on découvre que les deux parrains de la Ligue, les deux maîtres à penser de l'organisation, partagent la même vision pessimiste de l'avenir démocratique du pays. En prophètes, ils ont décidé de l'issue de la guerre ; ils dressent le même diagnostic. La question est de savoir s'ils partagent également les remèdes. Une chose est d'ores et déjà clairement démontrée : deux penseurs de réputation européenne font preuve de beaucoup moins de lucidité qu'un illustre inconnu, Hans Zweidler de Rüschlikon.

Le rôle joué par Denis de Rougemont dans la Ligue est très limité dans le temps. Il est incontestable qu'il n'en est pas l'instigateur. C'est à l'invitation de Theophil Spoerri, un ami de son père, qu'il se joint à l'équipe des futurs fondateurs dans les premiers mois de 1940. Après le déclenchement des hostilités contre la France, son rôle va s'affirmer. Le 6 juin, inquiet de la tournure que prennent les événements de France, il prend contact avec Spoerri afin de préparer une action de résistance en Suisse[119]. De toute évidence, Spoerri ne peut rien faire sans Reynold. Il recommande à Rougemont de se rendre chez lui à Cressier, ce qu'il fait le 13 juin. Comme nous l'avons vu, Reynold entreprend alors les actions qui conduiront à la réunion de Berne du 22 juin 1940.

[118] Rougemont Denis de, « Reynold et l'avenir de la Suisse », in *Hommage à Gonzague de Reynold*, Fribourg, Éditions de l'[illegible] universitaires, 194[illegible], p. 123-125.
[119] Larderaz Françoise, *René Leyvraz..., op. cit.*, p. 44.

Sur le plan pratique, Rougemont est l'auteur de textes importants. Le *Manifeste du 3 juillet* dont j'ai parlé dans le chapitre précédent n'est pas de Rougemont. Il s'agit d'un projet rédigé par Spoerri, Gasser et [illegible] qui n'a pas été publié en raison de l'opposition de Reynold. Dans son *Journal des deux mondes*, Rougemont note : « *J'écris le manifeste de la Ligue du Gothard* ». Il s'agit du texte *Au peuple suisse*, comme le livre de Gasser et les différents échanges épistolaires le prouvent. Il s'agit d'ailleurs aussi d'un manifeste. Ce texte est de la plus pure veine personnaliste : la Suisse se trouve au cœur de la révolution européenne. Comme nos ancêtres, nous devons être capables de créer un ordre neuf selon notre foi chrétienne. Nous avons découvert l'urgente nécessité de nous unir au-delà des partis, au-delà d'une gauche et d'une droite périmées, au-delà du vieux conflit du capital et du travail. Les citoyens attendent des hommes nouveaux.

Peu après la brochure de Reynold, *La Suisse de toujours et les événements d'aujourd'hui*, la ligue fait paraître *Qu'est-ce que la Ligue du Gothard ?* de Rougemont. Contrairement à la diatribe reynoldienne, ce texte ne se veut pas prophétique. Rougemont fait un premier bilan de l'action de la ligue : « *La création de la Ligue du Gothard a produit une [illegible] sensation dans l'opinion publique. La crainte de la concurrence a produit une coalition momentanée du côté des partis* ». Puis il fixe les objectifs de l'action à mener et les réformes politiques qui en sont le corollaire :

> *À ces hommes nouveaux, à ces équipes, quels buts proposerons-nous ? La défense de la Suisse d'abord. En même temps, car l'une ne va pas sans l'autre, la rénovation de nos méthodes et de certaines de nos institutions : quoi qu'en dise certaine presse, la Suisse mourra si elle se borne à se féliciter de son statut actuel.*

Le texte demande aux citoyens de propager les idées de la ligue et d'obéir aux directives qui seront données par les organisations can-

[illegible] p. 76

GASSER Christian, *Der Gotthard-Bund…*, op. cit.

[illegible] GB, 1.

[illegible]

[24] *Ibid.*, p. 8

tonales ou le directoire. Rougemont propose la réunion des syndicats ouvriers et patronaux dans des chambres professionnelles, la transformation des caisses de compensation en caisse d'assurance vieillesse, le paiement d'un salaire familial et des mesures contre l'alcoolisme et la dénatalité. On est assez proche de l'idéologie « *nouvelle droite* » et « *de la parole séduisante du "besoin de l'ordre"* ». Au sujet des réformes politiques, Rougemont énonce les mesures suivantes :

> *La Suisse doit être gouvernée, et non pas seulement administrée. [...] Le Parlement doit être réformé dans le sens d'une stricte distinction des compétences : il est absurde qu'un député élu pour ses opinions politiques ait à se prononcer sur des questions économiques qu'il ne peut pas connaître [...]. L'adjonction au Parlement d'une chambre économique est l'une des premières réformes à envisager dans ce domaine.*

On peut relever la relative modération des propositions de Denis de Rougemont après la digression de Reynold. Il suggère la mise en place d'un système technocratique. Il envisage des sessions parlementaires de quelques jours seulement, ce qui érige les députés en figurants.

« *Les deux institutions les plus décriées désormais et qui résument les vices de la démocratie libérale étaient le Parlement et les partis politiques.* » Quant aux structures démocratiques, Rougemont envisage un système fédéraliste basé sur les communes et les cantons, sur les entreprises et les familles, sur un salaire familial et sur une organisation professionnelle. Sur ce point, les divergences d'avec le programme de Reynold ne sont pas très marquantes. On se rappelle que Rougemont avait écrit qu'il est « *d'accord avec presque tout le programme politique de Reynold* ». J'abonde dans le sens de Patrick Leuzinger lorsqu'il écrit : « *Rougemont passe en quelque sorte par-dessus le fédéralisme démocratique pour l'ériger en* [illegible]

Jost Hans Ulrich, *Les Avant-gardes réactionnaires*, op. cit., p. 44.

Rougemont Denis de, *Qu'est-ce que la Ligue du Gothard ?*, op. cit., p. [illegible].

[illegible] André, *La Suisse des années sombres*, Lausanne, [illegible] Payot, [illegible], p. 145.

Rougemont Denis de, *Qu'est-ce que la Ligue du Gothard ?*, op. cit., p. [illegible].

Lettre Rougemont à Reynold, 4 juin 1940, ALS Fonds Reynold, II Ligue du Gothard, Actions, 57.2

la Suisse de l'Ancien Régime, cette structure sociale [illegible] qui remonte au Moyen-Age. »[13]

En résumé, Jean-Claude Favez exprime parfaitement ce que je perçois dans l'engagement et dans l'influence de Rougemont de 1940 :

Je n'ai fait qu'[illegible] ici son opposition à l'historiographie [illegible] qui, depuis le milieu du XIXe, domine la culture politique helvétique. Ce qu'il soit dit en passant, l'a mené parfois, comme d'autres non conformistes des années 1930, à défendre des points de vue élitistes ou antidémocratiques qui semblent étrangers à nos modes de [illegible]. Mais cette dérive très limitée n'est qu'une conséquence de cette recherche d'une autre Suisse qui est [illegible] soubassement dans la pensée politique de Denis de Rougemont.[14]

L'ironie du sort a voulu que Rougemont passe la guerre dans le pays honni par les « non conformistes des années 1930 » : les Etats-Unis.

B. Vers un « Ordre nouveau helvétique »

1. Mouvements syndicaux et corporatistes

On entre ici dans le récit d'un affrontement entre deux visions différentes de l'organisation du travail. Une conception de gauche, la communauté professionnelle, portée par un secrétaire adjoint de l'Union syndicale suisse, Charles Ducommun. Et celle de la corporation, défendue par des personnalités proches des milieux frontistes genevois, en particulier Julien Lescaze et René Leyvraz. Mais il faut se garder des généralisations. Car, en cette époque troublée, « *il arrive aussi que la gauche, et en particulier certains cadres syndicaux, convergent dans la même direction* »[15]. C'est-à-dire dans la direction

13 [illegible] Denis de Rougemont [illegible] Mémoire de licence [illegible] Université de Genève, 1998, p. 226.

14 Favez Jean-Claude, [illegible] in *Du [illegible]* [illegible] Genève, Editions du [illegible] de la culture, 1989, p. 103.

15 [illegible]

d'une nouvelle droite, un ralliement aux valeurs de la Défense spirituelle : traditionalisme religieux, discours du terroir et du sang.

1.1 Charles Ducommun et la communauté professionnelle

La participation de Charles Ducommun est une surprise de taille pour les représentants de l'aile économique zurichoise Eibel et Gasser. Comme l'écrit René Leyvraz : « *Charles Ducommun* [...] *était un pont jeté du côté d'une large masse ouvrière* »[34]. En effet, Ducommun, secrétaire adjoint de l'Union syndicale suisse, s'exprime dans *La Sentinelle*, le quotidien socialiste neuchâtelois. Profondément religieux, oxfordien, il s'engage dans le mouvement coopératif qu'il considère comme « *la seule alternative tant au capitalisme qu'au socialisme totalitaire* »[35]. Il voit dans la coopération une « *communauté mystique* » capable de dépasser les clivages politiques, religieux, économiques dans une « *atmosphère sacrée* ». « *Ce n'est que lorsque nous avons compris la coopération comme un aspect du divin, plus comme un comportement spirituel et mental, que nous avons essayé de traduire la coopération dans les faits journaliers* »[36]. À cette époque, Ducommun est un homme de gauche, c'est un fait. Mais il est aussi personnaliste et cela le met en marge du mouvement ouvrier. L'Union syndicale suisse ne tarde pas à voir d'un mauvais œil sa participation à la Ligue du Gothard :

> *De toute évidence, la chose n'allait pas de soi. Cet engagement fit froncer bien des sourcils. Peu de temps après son adhésion à la Ligue du Gothard, il quitte l'Union syndicale suisse et, en tant qu'économiste, entre au service de l'Office fédéral de guerre pour l'alimentation. Quitte-t-il l'USS de son plein gré ou contre son gré ? Des journalistes parlent d'une éviction.*

[33] *Ibid.*, p. 149-150.

[34] L[illegible]

[35] C[illegible] Yens sur Morges : Éditions Cabédita, 1991, p. 17.

[36] Article dans *La Sentinelle*, juillet 1939, cité *ibid.*, p. 15.

[37] *Ibid.*, p. 17.

Le PSS, lui aussi, prend ses distances et déclare que « *l'appartenance à la Ligue du Gothard est incompatible avec une appartenance au Parti socialiste suisse* »[illegible]. Dans ce sens, Ducommun perd le soutien d'une partie de ses camarades du parti socialiste et des milieux syndicaux. Il a dû faire un choix. Pour bien marquer combien la décision de Ducommun est lourde de sens, il paraît nécessaire d'ouvrir ici une parenthèse pour préciser les motifs invoqués par le Parti socialiste suisse pour interdire à ses membres une affiliation à la Ligue. Les informations qui suivent sont tirées du protocole de l'assemblée du PSS de 1941. Il s'agit de la transcription du discours de son président Hans Oprecht :

> *Les liens unissant la Ligue des [illegible] et la Ligue du Gothard et à l'Alliance des indépendants sont malheureusement trop peu connus. Messieurs le Dr [illegible], [illegible] et le Dr [illegible] sont tous les trois cofondateurs de la Ligue des [illegible] et de la Ligue du Gothard. Par ces deux ligues, les relations s'étendent au Redressement national, à la Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse, à [illegible] suisse et à la Ligue vaudoise. La tendance est bien claire. Ses objectifs tombent sous le sens*[139].

Pour Oprecht, le positionnement politique ne fait pas de doute : la Ligue du Gothard est une organisation d'extrême droite, un mouvement proche du frontisme. Il ajoute : « *Pour nous, il n'y a pas d'adaptation à la « nouvelle » Europe. Pour nous, il n'y a pas de discussion au sujet de [illegible], il n'y a que la neutralité.* »[140]

[illegible] *Ibid.*, p. [illegible]

[139] [illegible]

[140] *Ibid.*, p. 100 (trad. MP).

Fédération patriotique suisse

Mouvement de droite fondé en 1919 [illegible], s'attachant à défendre [illegible] contre la menace socialiste. Au centre de ses actions, la lutte contre les grévistes, les communistes et les réfractaires [illegible]. Dans le milieu des années 1930, elle crée une agence de presse en relation avec l'anticommuniste Ligue Aubert. En 1948, une affaire de corruption de fonctionnaires de police la contraint à mettre fin à ses activités.

Source : *Dictionnaire historique de la Suisse*, [illegible].

Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse

Formation politique rassemblant les représentants de la droite germanophile. Dans ses rangs, on trouve des personnalités comme Hektor Ammann, Gustav Däniker et Eduard [illegible]. La Ligue populaire, à l'origine de la Pétition des 200, prône un alignement sur le Troisième Reich.

Source : *Dictionnaire historique de la Suisse*, [illegible].

L'influence de Ducommun au sein du directoire de la ligue devient vite importante. Son intérêt porte sur les problèmes sociaux et économiques. En 1941, il défend sa thèse à Lausanne sur le sujet «*Diagnostic économique et néo-syndicalisme. Essai sur la théorie des crises économiques et les positions du syndicalisme suisse*». Avec cet outil intellectuel, Ducommun est équipé pour entraîner ses collègues corporatistes, Lescaze et Leyvraz, sur le chemin du compromis. Si l'on se réfère aux thèmes développés par la ligue durant les années de guerre, on y trouve la forte empreinte du jeune syndicaliste : « *La quête de la sécurité matérielle, l'AVS, le droit au travail, la pleine adaptation ou la hausse du salaire réel, la planification en sont les facteurs majeurs.* » [illegible] En outre, « *il ne faut pas négliger l'aspect majeur et tout aussi traditionnel de la revendication d'une plus grande justice sociale. L'exigence du respect de la dignité humaine, très sensible chez un Ducommun, [...] on la retrouve plus ou moins explicite dans d'autres projets* » [illegible]. En ce sens, Ducommun reste fi-

[illegible] *Ibid.*, p. 44.

LASSERRE André, *La Suisse des années sombres...*, *op. cit.*, p. 310

Ibid.

[illegible] à ses engagements progressistes, tout en cherchant à les atteindre par le biais d'une organisation rénovatrice. En choisissant d'entrer au sein du directoire de la Ligue, Ducommun tente une expérience de coopération. Dans une lettre à ses camarades syndicalistes Pierre Aragno[144] et René Robert[145], il s'en explique : « [...] *le problème nation[illegible]* *majorité* »[146].

De la lecture de ces lignes, on peut déclarer que Ducommun est persuadé que son action au sein du directoire lui apportera tôt ou tard l'estime du monde ouvrier. Il participe à la Ligue dans l'objectif de promouvoir son idée de la communauté professionnelle contre la corporation qu'il combat depuis quelque temps déjà. Dans la même lettre, Ducommun s'attache à défendre son idée par la comparaison avec les systèmes fascistes et national-socialiste : « *[illegible]* »[illegible]. A son avis, les deux systèmes sont incomplets, mais « *[illegible]* »[illegible]. Cette association des patrons et des ouvriers, la cogestion, est un thème fondamental de l'idéologie de Ducommun qui ajoute

[144] Pierre Aragno [illegible] ch/textes/f/F22725.php

[145] René Robert [illegible] secrétaire central de 1919 à 1952.

[146] Lettre de Charles Ducommun à Aragno et Robert [illegible]

[147] *Ibid.*

[148] *Ibid.*

[illegible]

[illegible]
1940

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Pour comprendre le fond de l'idée de Ducommun, il suffit d'énumérer les chapitres qui jalonnent son article : « *Le patronat [illegible] par le capital irresponsable ; les régulateurs irresponsables plus [illegible] ; un patronat libre, maître et [illegible] ; l'épargne à la merci du [illegible]* »[51]. D'autre part, il fait état d'un obstacle majeur à ses yeux : la corporation, telle qu'elle est proposée par l'Union corporative suisse. L'Union corporative romande ou la Ligue vaudoise, pour ne prendre que ces organisations, est un système [illegible] d'Ancien Régime. C'est-à-dire qu'elle doit être exclusivement cantonale, ce qui est une absurdité pour Ducommun : « *Puisque le capital est si généralement [illegible], c'est sur le plan [illegible] qu'il faut porter les [illegible] ; c'est sur ce plan-là qu'il faut [illegible] en attendant [illegible] la base la plus [illegible] possible* »[52]. Que veut dire Ducommun lorsqu'il écrit « *[illegible]* » ? Il exprime tout simplement l'espérance d'un nouvel ordre à venir, d'une troisième voie anticapitaliste et anticommuniste. La conclusion de son article est catégorique, sans appel.

> *Le corporatisme est mort. [illegible] la première [illegible] est que partout où l'on a tenté d'appliquer le corporatisme, ce fut par la force [illegible]. [illegible] n'est née spontanément nulle part. [illegible] n'a pas de vie propre. Aucun État démocratique n'a [illegible] corporatiste, et si l'on parle de quelques [illegible] en Suisse romande, il s'agit [illegible] organisations [illegible].*

On dit parfois indûment que Ducommun est corporatiste. Il est vrai que les divergences entre les deux systèmes, corporatisme et communauté professionnelle, sont parfois ténues, surtout en ces années de crise. Et pourtant, c'est souvent dans les nuances que réside l'âme d'un projet. Si Ducommun est opposé à la corporation en 1938, son projet d'organisation professionnelle élaboré pour la ligue en 1940, s'en approchera de très près.

1.2 *René Leyvraz et la corporation*

En 1940 paraît *Principes d'un [illegible]* de René Leyvraz, édité par les Éditions de l'Institut romand d'études corporatives. Le

[51] *Ibid.*, p. 5-6.
[52] *Ibid.*, p. 7.
[53] *Ibid.*, p. 12.

premier chapitre se veut didactique et s'attache à dénombrer les erreurs de l'histoire depuis la Renaissance : le libéralisme détruit les corporations et conduit fatalement à une « atroce misère ouvrière » appelant par réaction la doctrine marxiste. En conclusion du chapitre, Leyvraz exhorte à rétablir les corporations en les adaptant aux besoins du monde moderne [54], puis il ajoute :

> *Et plus largement, nous devons relever et fortifier tous les corps intermédiaires dont le rôle est de garantir l'individu contre ses propres égarements et contre la tyrannie de l'État. C'est surtout le cas pour la famille, que le libéralisme et le marxisme ont considérablement affaiblie. C'est aussi le cas pour la commune, pour le canton, et voilà pourquoi nous nous réclamons aussi du fédéralisme. Mais répétons-nous sans cesse que le corporatisme et le fédéralisme sont issus de la conception CHRÉTIENNE de la vie. C'est ce que nous ramassons dans une seule formule : Nous voulons une Suisse chrétienne, fédéraliste et corporative* [55].

Le deuxième chapitre est consacré au capitalisme. Ici, comme dans le premier, le jugement de Leyvraz est très proche de celui de Ducommun. On y retrouve tous les griefs antilibéraux : l'économie capitaliste se concentre sur l'accumulation de richesses et perd de vue la satisfaction des besoins légitimes de l'humanité. « *Pendant trois siècles, cette ambition maudite se fortifia, au fur et à mesure que les richesses s'accroissaient et que la foi chrétienne s'affaiblissait au profit du rationalisme, puis du matérialisme* [56]. »

Ce qui frappe dans le texte de Leyvraz, c'est la véhémence de son antisémitisme. En parlant des énormes réserves de capitaux créées par la grande industrie, il dénonce cette « *puissance-là, où les financiers juifs jouent un rôle de premier plan* » [57]. Quelques lignes plus loin, il complète : « *Curieuse conjonction de la ploutocratie et de la révolution, que nous retrouverons souvent sur notre route. N'est-ce pas des banquiers juifs américains qui ont financé la Révolu-*

[54] Leyvraz René, [illegible], Lausanne, [illegible], 1940, p. 2[illegible].
[55] *Ibid.*, p. 7.
[56] *Ibid.*, p. 22.
[57] *Ibid.*, p. 26.

[illegible] parue en 1917 [illegible]. Le troisième chapitre est un réquisitoire à l'encontre de la « *doctrine communiste et socialiste* » [illegible] de *l'État Dieu*. *Cette religion* [illegible] les juifs se retrouvent sur le banc des accusés par la personne interposée de Marx :

> *En quoi consiste cette religion ? Dans le fait qu'il existe une classe — le Prolétariat — qui doit sauver le monde, et dont le règne — la Dictature du prolétariat — inaugurera l'avènement d'un* [illegible] *qui serait l'équivalent du Royaume de Dieu. Dans cette* [illegible] *il est impossible de ne pas reconnaître l'héritage du peuple dont Marx est issu — le peuple juif. Marx est un Juif mais un Juif athée* [illegible] *et les traditions d'Israël. Malgré cette rupture, il reste au fond de lui* [illegible] *du Peuple élu, qui se transforme en Classe élue, et cette attente du Messie qui venge le peuple élu de toutes ses humiliations. Chez Marx le Messie personnel devient un Messie collectif — le Prolétariat conscient et organisé*[59].

Dans le dernier chapitre, Leyvraz procède à une étude des aspects économique et social de la corporation. « *Au point de vue économique, la Corporation* [illegible] *de laisser faire et laisser passer, la libre concurrence et la spéculation* [illegible] *cette conception libérale qui mène* [illegible] *d'État* ». Leyvraz propose l'organisation au sein du métier et le contrôle de toutes les activités économiques, la qualité, les prix et les capitaux. Pour étayer sa démonstration, il donne l'exemple du petit commerce : une corporation des commerçants devrait pouvoir limiter le nombre des boutiques et, partant, la concurrence. Il n'est pas dupe de ce qu'il propose ; il sait que les prix seront forcément plus élevés pour le consommateur. Qu'à cela ne tienne, il paiera plus, mais il y gagnera par la qualité supérieure de son achat puisque la corporation sera précisément chargée du contrôle de la qualité. De plus, le système corporatif saura réglementer le

[58] *Ibid.*, p. 31.
[59] *Ibid.*, p. 41 et 42.

développement du machinisme en contrôlant *« les modalités d'exploitation des nouvelles inventions »*.

Du point de vue social, la corporation doit s'attacher à éviter la lutte des classes et la remplacer par une collaboration des classes. Cependant, quand on parle de collaboration des classes, il faut prendre garde : pour l'USS et bien des patrons, la collaboration se limite à la conclusion de trêves, la fameuse « paix du travail ». Mais les négociations se passent par-dessus la tête de la masse des patrons et des ouvriers. Les compromis sont conclus par des secrétaires syndicaux eux-mêmes souvent des hommes politiques.

La corporation de Leyvraz est faite de syndicats patronaux, de syndicats ouvriers et, si nécessaire, de syndicats de techniciens : *« Chacun de ces syndicats groupera les patrons, les ouvriers et les techniciens d'un canton ou d'une région »*. Chaque syndicat nomme une délégation ; ensemble ces délégations forment le « Conseil professionnel de la corporation ». En comparaison avec la communauté professionnelle, la corporation proposée par Leyvraz est un système vertical très hiérarchisé. De plus, il semble bien que cette idée corporative soit mise au service d'une perspective autrement plus importante : le fédéralisme d'Ancien Régime. La corporation est un moyen au service d'une fin. Leyvraz propose en conclusion de créer une « Chambre nationale des métiers » chargée de remplacer le Conseil national. La boucle est bouclée ; idéologiquement, il faut revenir à des structures politiques antérieures à 1789. A l'époque où il publie ce texte, Leyvraz, en accord avec Reynold, avance un programme à discuter au sein de la Ligue, le fameux « morceau à enlever » en amenant les Zurichois à l'accepter. Voici les grandes lignes de ce programme :

> Transformation de la caisse de compensation en caisse d'assurance vieillesse.
>
> Suppression des cumuls de traitements, de salaires ou de retraites qui dépassent les besoins vitaux et familiaux. Résorption graduelle des [illegible] par l'attribution d'un salaire vital et familial au père de famille. Suppression du travail féminin.

[60] *Ibid.*, p. 68.

[61] *Ibid.*, p. 69-70.

[62] *Ibid.*, p. 71.

<u>Réformes des structures</u> :

Par opposition au régime des [illegible] et au parlementarisme démagogique, l'Ordre nouveau

[illegible] à la base de la Commune et le Métier.

a) <u>Structure politique</u>

Commune : Les autorités communales sont élues au suffrage familial.

Les communes sont représentées devant l'autorité cantonale par des délégués.

<u>Canton</u>

Le Grand Conseil est remplacé par le Conseil des Communes.

Le Conseil des communes élit le Conseil d'État.

Le Conseil d'État nomme les députés du Canton au Conseil des États.

<u>Confédération</u> :

Le Conseil des États [illegible] subsiste comme seule chambre politique.

Il élit le Conseil fédéral, lequel est composé de 3 [illegible] pris dans son sein.

b) <u>Structure sociale</u>

La structure sociale repose sur le Métier organisé en Corporation.

On le voit, la corporation n'est qu'un élément, en substance accessoire, d'un [illegible] programme antidémocratique, antilibéral, paternaliste et autoritaire. Philippe Maspoli remarque que « *la corporation peut être comprise comme un moyen de [illegible] les [illegible] de la grande industrie et de la production de masse sans [illegible] la hiérarchie de la société bourgeoise issue du XIXe siècle* »[illegible]. C'est parfaitement le contraire de ce que nous venons de voir dans le texte de Leyvraz. Mais Maspoli poursuit :

> *Il en résulte le discours antimoderne tenu par les corporatistes. D'autre part, ils participent à la promotion de l'idéologie moderne*

[illegible] BPU Neuchâtel.

[illegible] Maspoli Philippe, *Le corporatisme et la droite [illegible]*, op. cit., p. 47.

de la [illegible] [illegible] de l'organisation [illegible] de la collaboration de l'économie organisée [illegible] avec l'Etat, de la collaboration des classes [illegible] mais d'autre part [illegible] corporatisme [illegible] par la [illegible] pré[illegible] par les corporations professionnelles [illegible] et l'Eglise.

On ne saurait mieux dire. La corporation de Lévvraz correspond point par point à la deuxième variante.

1.3 Vers le compromis

L'ambivalence est incarnée par le deuxième apôtre genevois du corporatisme, Julien Lescaze, président de l'Union corporative suisse. En 1935, il publie deux textes sur la corporation : *Corporation et Etat* [illegible], ainsi que *Temps nouveaux* [illegible]. Dans leur essence, ces textes expriment exactement les mêmes idées que celles de Lévvraz. Cela n'a rien d'étonnant : Lescaze est un proche de l'abbé André Savoy [illegible], il est en harmonie parfaite avec la doctrine sociale de l'Eglise catholique. Depuis avant 1933, les deux hommes travaillent ensemble à l'essor de la doctrine corporatiste. A cette époque est fondée l'Union corporative suisse. Lescaze en assure la présidence, l'abbé Savoy le secrétariat. Il est intéressant de noter que [illegible] Lescaze, un protestant sincère, admire et soutient les principes de l'Encyclique *Rerum Novarum* [illegible] du pape Léon XIII.

Comme Eibel à Zurich, Lescaze porte plusieurs casquettes à Genève. Il est entre autres rédacteur du journal *Le Citoyen*, organe de

[illegible] *Ibid.*

[illegible] 1935.

[illegible] Sylvania, 1935.

L'abbé André Savoy (1885 [illegible]) [illegible] Suisse.

Rerum Novarum [illegible] doctrine sociale catholique.

[illegible] universitaires, 1969, p. 176.

[illegible] Union de défense économique. Dans cette fonction, il doit être le digne représentant de la première variante du corporatisme, celle d'une « [illegible] ». Et de fait, Maspoli observe que « Leyvraz [illegible] les deux tendances du corporatisme »[71].

À la faveur des crises des années 1930, le système des contrats collectifs de travail, introduit dans le Code des obligations en 1911, connaît un succès certain en Suisse. L'USS « [illegible] les années trente vers cette forme de collaboration avec le patronat »[72]. Dès 1933, elle lance son idée de communauté professionnelle sur la base des premières expériences de contrats collectifs. L'objectif est de compléter « les [illegible] par une [illegible] organisation des professions »[73]. Les corporatistes considèrent que ce programme est d'essence libérale. Ils s'opposent également au rôle actif que l'État central est appelé à jouer dans le cadre d'une telle organisation. Ils [illegible] cette alternative à leurs propres idées avec beaucoup de méfiance, sans cependant couper les ponts avec les syndicats. Dans sa critique du corporatisme, Ducommun a parfaitement cerné les éléments qui le conduiront à la faillite, en particulier l'éparpillement du capital dans l'économie moderne. Les effets de la « paix du travail » portent un coup aux idées corporatives : « À l'été de 1937, le corporatisme entre dans sa crise [illegible] »[74]. Les corporatistes en perte de vitesse acceptent une alliance tactique avec les syndicats. Ils considèrent que la communauté professionnelle est une étape sur la voie de la corporation. Lescaze et Leyvraz soutiennent « la nécessité de [illegible] dans le cadre des cantons, [illegible] de législation et de [illegible] précorporatives par le moyen des contrats collectifs »[75]. Durant l'été 1940, la Ligue du Gothard permet la rencontre des deux [illegible] antagonistes d'organisation professionnelle, accélérant la crise de la corporation. Sous l'effet de la menace allemande, un compromis se dessine. Leyvraz se rallie à la doctrine de Ducommun, ce qui [illegible] au début de l'année 1941, un grave conflit avec Henri

[71] Maspoli Philippe, *Le corporatisme et la droite…*, *op. cit.*, p. 58.

[72] B[illegible] *[illegible] Suisse (1919-1945)*, Lausanne : Payot, 1996, p. 368.

[73] *Ibid.*

[74] Ruffieux Roland, *Le mouvement chrétien-social…*, *op. cit.*, p. 182.

[75] *L'Action sociale* du 17 septembre 1938, cité [illegible] p. 186.

[illegible] *et du mouvement corporatif»*[177].

[illegible]

2 Mouvements de renouveau spirituel et moral

[illegible]

Ibid., p. 308

Ibid., p. 198

[178] Larderaz Françoise, *René Leyvraz…*, *op. cit.*, p. 459-460.

[illegible]

Philippe Mahler insiste sur cette particularité. À son avis, ce n'est pas un hasard si la Ligue est née en Suisse alémanique, mais que toutes les discussions aient été en bonne partie portées par des Suisses romands. Il avance que les Alémaniques, dans leur majorité, acceptaient le slogan « *plutôt mort qu'Allemand* », alors que les Romands lorgnaient vers le fascisme italien ou portugais : « *[illegible] de la Ligue du Gothard [illegible] plutôt [illegible]* ». En résumé, Mahler explique qu'une bonne partie de l'élite bourgeoise suisse romande penchait du côté du fascisme. Et que les Alémaniques, motivés par leur haine de l'Allemagne nazie, défendaient avec passion l'idéal démocratique suisse. Il ajoute : « *L'effort qu'a [illegible] des « Obersten » [illegible] Sperri, qui a réussi [illegible] par son esprit pacifiste [illegible] de la gauche.* »

2.1 Le Réarmement moral

Le groupe d'Oxford, appelé depuis 1938 Réarmement moral, a joué un rôle clé dans le directoire de la ligue. À mon grand étonnement, je n'ai pas découvert d'étude critique de cette organisation. On trouve un grand nombre d'ouvrages rédigés par des disciples du mouvement, tous écrits sur un mode dithyrambique. Obligation m'est donc faite de chercher à cerner par moi-même le Réarmement moral de ces années 1938 à 1945. Pourquoi s'intéresser de si près à ce mouvement religieux venu des États-Unis ? Tout simplement parce que le directoire de la Ligue du Gothard, dès 1941, est composé presque exclusivement d'adeptes du Réarmement moral. Prenons l'exemple du directoire de mai 1942. Après le départ de Loepfe qui est renvoyé, de Schnyder qui démissionne et de Rougemont qui ne reviendra pas des États-Unis, cinq membres du directoire sur sept sont affiliés au Réarmement moral, à savoir : Sperri, Motta, Lescaze, Brunner, Ducommun. Un sixième, Philippe Mahler, en est proche par sa femme qui est une adepte. Quant à Gasser, il m'a été impossible de confirmer

[illegible] AfZ, NL GB 63.1.

[illegible] AfZ, NL GB 63.1.

son affiliation. Par contre, il écrit des articles dans la revue *Reformatio*, ce qui permet de penser qu'il n'en est pas très éloigné. En ce qui concerne le « catholique » du directoire, René Leyvraz, il est question de lui demander de démissionner et de le remplacer par un autre catholique.

2.1.1 Directoire / Réarmement moral : frère et sœur

Où ont lieu les réunions hebdomadaires du directoire de la Ligue ? À l'*Hôtel Bristol* de Berne, dans les locaux du Réarmement moral. Voyons ce que Spoerri écrit dans son livre sur Frank Buchman, le fondateur et la personnalité charismatique du Réarmement moral. Dans un chapitre sur la Ligue du Gothard, intitulé *Les nouveaux confédérés*, on peut lire :

> *Au cœur de cette tempête, un petit groupe demeurait ferme. C'était le noyau de ceux qui, malgré l'abandon des tièdes et des activistes, étaient restés fidèles au poste. Ils avaient un local de rencontre à Berne. Quelques jeunes filles de Suisse alémanique et de Suisse romande travaillaient dans une chambre d'hôtel. De temps à autre des messages se forgeaient chez elles. Leur première mission était d'assurer la liaison entre les amis de Buchman qui avaient été immobilisés dans leurs pays respectifs, en leur écrivant des lettres et en leur transmettant des nouvelles*[182].
>
> *[…] Ce petit groupe servit de pont jusqu'à l'après-guerre. Ils étaient aussi en contact avec les militants de la Ligue du Gothard et les invitaient à des camps d'hiver et des séminaires au cours desquels leur cœur s'ouvrait à nouveau*[183].

Dans son autobiographie, Philippe Motta écrit : « *Une vingtaine de nos amis du Réarmement moral et de la Ligue du Gothard s'étaient retrouvés à Macolin pour resserrer les liens et envisager l'avenir* »[184]. Il s'agit de la fameuse réunion de Macolin qui devait préparer la constituante de novembre 1940. Quant à Maurice Veillard, de la Ligue vaudoise, l'initiateur de la solution au problème de l'exclusion des juifs, il est adhérent du Réarmement moral, lui aussi. Il

[182] Spoerri Theophil, *Frank Buchman* [illegible], 1972, p. 156.
[183] *Ibid.*, p. 157.
[184] Motta Philippe, [illegible] Caux, Caux Éditions, [illegible]

deviendra d'ailleurs membre du directoire en janvier 1944. Alors, la Ligue du Gothard et le Réarmement moral, bonnet blanc, blanc bonnet[104] ? On est tenté de le penser. Les deux organisations sont complémentaires parce qu'elles partagent la même conception antilibérale et antidémocratique et qu'elles proposent toutes les deux de « *donner à nos enfants une Suisse renforcée dans l'obéissance à la volonté de Dieu* »[105]. Précisons cependant que cette complémentarité, cet esprit de famille, se situe au sommet des deux organisations, le directoire de la ligue et les dirigeants suisses du Réarmement moral. Il est tout possible qu'une bonne partie des militants de base, dans les groupes cantonaux de la ligue, n'aient pas appréhendé combien leur organisation était noyautée, pour ne pas dire inféodée à ce mouvement.

L'influence du Réarmement moral ne se limite pas au directoire de la Ligue du Gothard. Le 8 octobre 1938, les principaux journaux suisses publient un *Appel au réarmement moral de la Suisse* qui commence par cette phrase : « *Grâce aux efforts moraux de quelques hommes d'État et à l'esprit de sacrifice de leurs peuples, un répit et un espoir nous sont donnés* »[106]. Ces « efforts moraux », c'est tout simplement la honte de Munich. Et d'ailleurs, dans l'ouvrage qui reprend les appels publiés dans de nombreux pays, on découvre *L'appel de M. Daladier et le Réarmement moral*[107]. On comprend maintenant l'accusation d'Allgöwer à l'égard de Spörri : « *Il est douteux qu'un homme appartenant à une organisation religieuse, qui a Munich sur sa conscience, puisse faire preuve de [illegible] nécessaire pour diriger [illegible]* »[108]. Cette déclaration du 8 octobre 1938 propose à la Suisse de procéder à la rénovation de sa démocratie : « *Les nations attendent de nous, la plus ancienne des démocraties, que nous donnions le modèle d'une véritable démocratie. La Suisse, une démocratie, a à mettre à son programme une sécurité réelle et durable par le réarmement moral* »[109].

Parmi les vingt-six signataires, on trouve les présidents des conseils d'administration de Nestlé et Ciba, le vice-président du Conseil na-

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[107] *Ibid.*, p. 33-35.

[108] Extraits de la lettre de Allgöwer à Spörri, 20 août 1940, AfZ NL Theophil Spörri, 10.2.1 (trad. MP).

[109] AUSTIN H. W., *Le Réarmement moral ...*, *op. cit.*, p. 38.

toria, Henri Vallotton, le professeur Max Huber que nous avons déjà rencontré au printemps 1939 à la Conférence de Zurich, Gottlieb Duttweiler et le commandant du Premier corps d'armée, le colonel commandant de corps Henri Guisan. Plus de la moitié des membres du directoire, tous adeptes du Réarmement moral, ont été conférenciers d'Armée et Foyer, une organisation placée directement sous l'autorité du Général. Hasard ? Pas du tout à en croire Mottu : « *Bientôt le commandant en chef de l'armée suisse fera appel à certains des hommes qui ont été formés par Frank Buchman afin qu'ils prennent une responsabilité importante pour la défense spirituelle du pays dans le cadre de la section Armée et Foyer de l'état-major de l'armée.* »

Armée et Foyer

Organisation caractéristique de la Défense spirituelle, Armée et Foyer avait pour objectif d'éduquer les soldats et de lutter contre le pessimisme lié à la défaite française de 1940. Dès 1941, elle est réorganisée sur ordre du Général Guisan. Son action est étendue à l'information de la population dans son ensemble. Plusieurs membres du directoire de la Ligue du Gothard travaillent comme conférenciers au sein de cette organisation.

Source : *Dictionnaire historique de la Suisse, op. cit.*

En 1948, *La Bonne Route*, une pièce de théâtre dans la tradition des mouvements évangéliques américains, est jouée à Berne. « *[illegible] assistance comprenant des membres du Gouvernement et [illegible] du corps diplomatique ; le comité d'invitation comprenait entre autres les présidents des deux Chambres du Parlement suisse, le chef du Département politique et le Général Guisan, ancien commandant en chef de l'armée pendant la guerre.* » Ces quelques faits prouvent que le Réarmement moral est loin d'être une organisation négligeable sur le plan suisse. Bien au contraire, elle est influente au sein de toutes les élites du pays : économie, armée, journalisme, justice, organisations internationales, politique. Dernier argument à ce sujet, les journaux suisses publient en février 1939 un appel : *La presse suisse et le R*

M[illegible] Philippe, [illegible] *R*[illegible], Neuchâtel, La Baconnière, 1969, p. 52.

H[illegible], Caux, Service des publications du Réarmement moral, 1950

mement moral, signé par les grands ténors des médias romands et alémaniques, entre autres : Bretscher de la *NZZ*, Oeri des *Basler Nachrichten*, Schürch du *Bund*, les trois héros de l'affaire Trump, décrite par Georg Kreis. Sur le plan romand, on découvre les signataires de Bridel de la *Tribune de Genève*, de Fabre de *La Suisse*, de Martin du *Journal de Genève* et de Rigassi de la *Gazette de Lausanne*.

2.1.2 L'idéologie et les méthodes du Réarmement moral

Tentons maintenant une approche de l'idéologie et des méthodes propres au Réarmement moral. Pour cette investigation, j'utilise la méthode du sociologue des religions Martin Riesebrodt, *Zur Politisierung von Religionen*. Première remarque, le Réarmement moral est un mouvement religieux piétiste et prosélytique à caractère politique. Son objectif central est de « *créer une authentique révolution chrétienne* ». La Ligue du Gothard est un mouvement politique à caractère religieux. Son objectif est le renversement de la démocratie libérale par une rénovation du pays sous le signe de la Croix.

On trouve dans le Réarmement moral des caractères propres aux mouvements évangéliques, voire fondamentalistes, selon la définition de Riesebrodt. Sur un mode négatif, ces mouvements basent leur identité sur une critique radicale de la société, et en particulier sur l'idée de décadence morale, dont la destruction de la famille, le divorce, l'alcoolisme, l'homosexualité ne sont que quelques exemples. Ceci les amène à désigner des coupables, à développer une vision manichéiste de la société moderne. Les agents du changement, le libéralisme, la sécularisation, la démocratie et ses mandataires, politiciens, bureaucrates, juristes, sont considérés comme des ennemis.

Sur un mode positif, ils se définissent par un ordre social idéal, défini par Dieu, légitimé d'une autorité patriarcale, antiféminisme,

Kreis Georg, [illegible] Basel [illegible]
[illegible] Berne [illegible] 1941 [illegible]
[illegible] hommes plus favorables à l'Allemagne.

Austin H. W., *Le Réarmement moral…*, op. cit., p. 41.

Riesebrodt Martin, « Zur Politisierung [illegible] », [illegible] Frankfurt [illegible]

[illegible]

[illegible] 1941 [illegible]

implémentation d'un ordre divin élitiste. Jamais ils ne sont démocrates par principe, toujours par opportunisme. Ils ambitionnent le réenchantement du monde par une nouvelle éthique théocentrique remplaçant l'éthique anthropocentrique née de la modernité.

La méthode de « changement individuel » proposée par le Réarmement moral a été exposée dans un texte [illegible] publié par le Réarmement sous la signature de Jacques Heina. Elle est basée premièrement sur un principe piétiste : une conversion intérieure, l'abandon de sa vie à Dieu et la recherche du plan de Dieu. Il faut accepter de se *« soumettre à lui et se laisser diriger par lui »*[198]. *« Il faut nous pénétrer de l'idée que Dieu a un plan dans lequel chacun a [illegible] rôle déterminé à jouer [illegible] les malheurs [illegible] de ce que nous ne savons pas découvrir et exécuter ce plan, notamment par suite du péché originel, de nos propres fautes et de nos faiblesses. »*[199] Le deuxième versant de la méthode repose sur le prosélytisme, la charité missionnaire et la révolution chrétienne. *« Pour que l'entente [illegible] dans le milieu familial ou social où nous vivons, il [illegible] que nous transformions notre propre vie. Il faut encore que nous nous efforcions de transformer la vie des autres, et cela nous aidera [illegible] à progresser. »*[200] Il s'agit donc de faire preuve de charité missionnaire en s'efforçant, par amour de Dieu, d'amener les autres à changer. Pour mener à bien la révolution chrétienne, il faut une idéologie acceptée par tous : *« Une idéologie, c'est pour quoi l'on vit, c'est une [illegible] embrassée avec passion et qui comporte un plan d'action [illegible] la conquête des masses. »*[201] Et finalement, ce programme doit conduire à l'établissement *« d'une démocratie d'inspiration supérieure »*. Bien entendu, cette démocratie ou plutôt cette théocratie se comprend dans un sens universel. Avec le temps, elle devrait parvenir à convertir le monde entier. *« Notre objectif n'est jamais la recherche du [illegible], mais la transformation des vies en les réunissant pour en faire un front chrétien unifié. »*[202]

[197] K[illegible] Martin, *Zur [illegible] Reformation [illegible]*, p. [illegible] (trad. MP).

[198] Heina Jacques, *Initiation au Réarmement moral…*, *op. cit.*, p. 30.

[199] *Ibid.*, p. 3[illegible].

[200] *Ibid.*, p. 3[illegible].

[201] *Ibid.*, p. 3[illegible].

[202] [illegible]

Du point de vue pratique, Spoerri préconise la formation d'une élite responsable : « *Le groupe ne reste vivant que s'il est une troupe de choc qui attaque en première ligne et qui* [illegible] *indépendants* »[204]. Ce langage offensif est bien en harmonie avec l'objectif du groupe : la conquête des masses. Par son universalité, ce mouvement ne veut pas se limiter au seul cadre religieux : « *Il aborde tous les domaines de la vie privée et publique. C'est dans* [illegible] *une renaissance* »[205].

En résumé, le Réarmement moral est un mouvement prosélytique ; il porte certains attributs du fondamentalisme. Je n'ai pas pu déceler de la croyance en l'inhérence de la Bible, une autre caractéristique des évangéliques et fondamentalistes, quoique les œuvres de Spoerri me permettent de penser qu'il n'est pas éloigné de cette conviction. Peut-être est-ce cela que l'écrivain Guy de Pourtalès ([illegible]) exprime lorsqu'il écrit que le Réarmement utilise un vocabulaire parlé « [illegible] *Dieu américain* »[206].

2.1.3 La critique du Réarmement moral de Philippe Mottu

Philippe Mottu a consacré une bonne partie de sa vie au mouvement. Injustement traité par Buchman, il conte [illegible] dans un livre publié en 1999[207]. On peut considérer ces pages, bien que très conciliantes, comme une critique du mouvement qu'il a servi avec un grand dévouement. Les vexations subies par Mottu sont un modèle des méthodes du Réarmement ; elles réapparaissent partiellement dans le fonctionnement de la Ligue du Gothard par l'intermédiaire, entre autres, de l'autoritarisme.

Helmer & Howard, 1988, p. 213 (trad. MP).

203 Spoerri Theophil, *Frank Buchman…*, *op. cit.*, p. 91.

204 *Ibid.*, p. 92.

205 [illegible]

206 [illegible] p. 92.

207 Mottu Philippe, *Pile et face…*, *op. cit.*

Motta fait remarquer que le mouvement n'offrait aucune alternative à ses membres : le Réarmement moral ou le communisme. En ce sens, le Réarmement moral ne prône pas une doctrine de troisième voie comme le personnalisme. On est ici en plein dans le principe du tiers exclu, dans le principe de non-contradiction (Aristote) :

> *Tout semblait se ramener à un engagement total et [illegible] idéologie [illegible] [illegible] personnelle. Le communisme était le mal, le Réarmement moral le bien. Cette façon de penser était [illegible] d'une perversité qui allait avoir de funestes conséquences.*

Bien que très court, ce passage nous donne trois renseignements : premièrement, le Réarmement pratique le manichéisme ; deuxièmement, sa doctrine est intellectuellement totalitaire : tout dans le Réarmement, rien hors du Réarmement ; troisièmement, on attend le [illegible] total de la personne :

> *Les traits du réveil religieux qui avait été la base du Groupe d'Oxford étaient de plus en plus écartés au profit d'une idéologie qui prônait le changement total de la société. On prêchait une révolution qui conduirait à la renaissance mondiale. Dans cette conception, un état totalitaire semblait se dessiner : chacun devait se conformer à un modèle défini. L'individualité était brisée au profit d'un programme commun, ce qui excluait tout espace de liberté personnelle. [illegible] Consciente [illegible] mes erreurs, je fus entraînée dans ce tourbillon et crus sincèrement que nous étions au seuil d'une étape nouvelle.*

La méthode de « confession publique » du Réarmement moral est une forme de lavage de cerveau conduisant à lui donner une pleine emprise sur les esprits de ses membres. Elle mène à la renonciation de sa volonté propre pour la mettre au service du groupe et de la personnalité charismatique de Frank Buchman durant de longues années. On retrouve cette pression du groupe et cette soumission dans toutes les sectes. Parlant d'un séjour aux États-Unis, Motta écrit : « *Certains proches collaborateurs de Buchman refusaient de me laisser partir tant que mon attitude n'aurait pas à leurs yeux profondément* [illegible]

[illegible] *Ibid.*, p. 155-156.

[illegible] *Ibid.*, p. 133-134

[illegible] ». Autre exemple symptomatique : Mottu s'était lié d'amitié avec M. Charrière, lequel montrait de la bienveillance à l'égard du Réarmement. Accusé par Buchman de mettre le mouvement mondial en danger par sa méconnaissance du catholicisme, il lui demande d'écrire une lettre tranchante à l'évêque. Devant son refus, Buchman demande à Peter Howard d'en rédiger une. « *Puis il exigea que je la signe. Il fallait me soumettre ou me démettre. J'eus la faiblesse de [illegible] de céder. Je savais que j'avais tort et il se trouve que jamais je ne pus revoir M. Charrière malgré [illegible]* »[213]. Cette soumission va encore plus loin, jusque dans les rapports conjugaux. Mottu doit demander par télégramme à Buchman l'autorisation d'épouser sa fiancée, Hélène de Trey-Fortuné. Mottu est conscient de cette emprise lorsqu'il écrit : « *Si l'on dit toujours oui à ce que l'on vous suggère, c'est facile, mais dès que l'on ne dit pas oui, c'est [illegible]. J'étais pourtant certain que Dieu ne voulait pas que je devienne un béni-oui-oui.* »[214]

Ces mœurs de secte évangélique ne s'arrêtent pas à la fin de la guerre. J'en veux pour preuve que le fascicule de Jacques Henriod a été publié par Caux en 1950. Mottu finira par démissionner, pour réintégrer le Réarmement à la mort de Buchman en 1961. Cette démission est une délivrance : « *Ne pas dépendre des autres, de Buchman, de mes amis mais seulement de Dieu. Vivre la vie que Dieu veut pour moi et non pas celle imposée par mon entourage.* »[215]

2.1.4 Le Réarmement moral, le fascisme et le nazisme

Le groupe d'Oxford commence à se former au début des années 1920 en Angleterre, en réaction à la progression du communisme. Parallèlement, Buchman constate une décadence des valeurs morales et il relève une « *corrélation entre cette décadence et l'idéologie communiste* »[216]. Luther en conservateur, il est particulièrement choqué par une certaine libération des mœurs dans les milieux intellectuels

212 *Ibid.*, p. 155.
[illegible]
Peter Howard [illegible] successeur de Buchman [illegible]

213 Mottu Philippe, *Pile et face…*, *op. cit.*, p. 137.

214 *Ibid.*, p. 102-103.

215 *Ibid.*, p. 142.

216 Lean Garth, *On the tail of a comet …*, *op. cit.*, p. 155 (trad. MP).

britanniques. Entre 1930 et 1937, Buchman entreprend sa lutte [illegible] *le relativisme moral, contre le communisme ou contre les* [illegible] reconquête des esprits avec pour devise : *« La Bible est* [illegible] *pour* [illegible] *»*. À ses disciples de la première heure, il attribue le but de convertir *« la personne la plus* [illegible] *»*.

Dès ses débuts, le groupe d'Oxford est donc viscéralement anticommuniste. Mottu en témoigne : *« L'aversion envers la Russie soviétique dominait alors* [illegible] *»*. Dès 1932, Buchman cherche à rencontrer Hitler, sans succès. Par contre, Himmler l'invite à plusieurs reprises à Nuremberg pour la grande messe nazie ainsi qu'aux Jeux olympiques de Berlin en 1936. Lean avance que la réaction de Buchman aux premières années du Troisième Reich est un mélange d'intense intérêt et d'inquiétude croissante. Un ami, le professeur de théologie Emil Brunner, tente de le dissuader, expliquant le risque de mettre en danger sa réputation et son œuvre. Rien n'y fait. Buchman continuera à penser que tout homme peut changer, [illegible] s'il s'appelle Adolf Hitler. En 1940, il déclare à un groupe d'amis : *« Hitler m'a trompé. J'étais sûr qu'il serait un homme* [illegible] *communisme* [illegible] *»*. La conclusion de Lean sur la campagne allemande de Buchman est simple : *« Le groupe d'Oxford a été assez* [illegible] *pour tenter de convertir Adolf Hitler,* [illegible] *ridicule erreur de ne pas avoir pris conscience de la réalité. »* Naïveté, c'est le moins que l'on puisse dire. En 1936, Buchman s'était écrié : *« Je remercie le ciel pour un homme comme Adolf Hitler qui a construit un front contre le communisme antichrétien. »*[222]

S'agissant du fascisme, le Réarmement moral le perçoit avec sympathie. Il ne fait pas de doute que les paroles de Philippe Muller *« plutôt salazarien que nazi »* [illegible] s'adressent entre autres aux camarades oxfordiens. En janvier 1941, Mottu est chargé de mission auprès

217 *Ibid.*, p. 157, (trad. MP)

218 *Ibid.*, p. 158

MOTTU Philippe, *Pile et face…*, *op. cit.*, p. 21.

LEAN Garth, *On the tail of a comet…*, *op. cit.*, p. 241 (trad. MP).

Ibid., p. 212

[illegible] *Moralische Aufrüstung*

du dictateur portugais. Dans son livre, il explique que le but était « *d'essayer de [illegible] Angleterre et aux États-Unis* »[223]. Étrange excuse lorsqu'on sait que des livres et des nouvelles parvenaient pour le monde entier depuis l'*Hôtel Bristol* de Berne. Il est impossible de savoir si cette mission [illegible] est [illegible] par Bruggmann. Toujours est-il que Reynold l'encourage ardemment et lui donne ses instructions. Spécialement à lui « *[illegible] les principes de gouvernement du président Salazar [illegible]* »[224]. Et finalement c'est le chef du Département politique fédéral, le conseiller fédéral Pilet-Golaz, qui lui confie la mission de « *sonder le président du Conseil portugais sur sa position au sujet de la guerre* »[225]. On ne sait pas quelle est la portée de ce voyage sur l'élite. On ne peut pas exclure une influence sur la Charte nationale élaborée dans le courant de 1941. Car Mottu revient enchanté de ce qu'il a vu au Portugal :

> *Le gouvernement qui avait dirigé le Portugal depuis 1926, après un quart de siècle de [illegible] et de désordres politiques et d'anarchie morale, procédait d'une pensée politique totalement différente de celle des dictatures totalitaires. [illegible] ce régime. En conversant avec les responsables de la marche de l'État, on retirait l'impression d'une volonté [illegible] d'appliquer dans tous les détails les enseignements de l'Église. Un abîme séparait l'humilité de l'œuvre de Salazar de l'arrogance des États totalitaires*[226].

Une chose est certaine, Mottu est revenu de Lisbonne conforté dans l'idée que le Réarmement est sur la bonne voie pour sauver l'Europe : « *[illegible] les structures de la société [illegible] pair avec une action visant à transformer les hommes* »[227].

Ce texte de 1989 étonne par sa partialité pour le franquisme. Mottu fait état de la visite qu'il a faite à un ami de son père à Barcelone

---

[223] Mottu Philippe, *Pile et face…*, *op. cit.*, p. 50.

[224] *Ibid.*

[225] *Ibid.*

[226] *Ibid.*, p. 51.

[227] *Ibid.*, p. 52.

alors qu'il était en route pour Lisbonne. Cela lui aurait fait part de la *[illegible] et la terreur que les Républicains avaient fait régner dans la capitale catalane*[228]. Pas un mot sur les exactions commises par les franquistes.

2.2 Le groupe Esprit

En 1932, Denis de Rougemont avait été l'initiateur d'un numéro spécial de la *Nouvelle Revue française* dans lequel il s'attachait à décrire la convergence des revendications de la jeunesse française :

> *Il semble que la [illegible] fût-il provisoire*[229].

Ce texte de 1932, écrit par Denis de Rougemont, pourrait servir de passe-partout pour accéder aux idées de toute une série de mouvements ou de ligues de l'entre-deux-guerres, non seulement en France ou en Suisse, mais probablement dans l'ensemble de l'Europe. Y est exprimée cette ambition d'une transformation, d'une révolution de la société. Ce « front unique », cet « acte de présence si violemment accentué », n'est-ce pas une caractéristique de tous les mouvements antidémocratiques, que ce soit le fascisme de Mussolini, le nazisme ou le stalinisme, par exemple ? [illegible] n'a-t-il pas vu juste lorsqu'il dit qu'on utilise les mêmes mots que l'ennemi auquel on se propose de résister ? Il va même plus loin en affirmant que la ligue a repris les méthodes de l'adversaire et qu'il lui a manqué la volonté de créer une organisation démocratique[230]. Que ce soit du côté des corporatistes, des personnalistes, des anti-étatistes zurichois ou du Réarmement

[228] *Ibid.*, p. 50.

[229] *NRF*, décembre 1932, p. [illegible] *non-conformistes...*, *op. cit.*, p. 186.

[230] [illegible] Bund [illegible] NL GB 63.1.

moral, cette troisième voie conduit à une condamnation de la démocratie. Dans la situation du pays en 1940, elle ne peut qu'accentuer le défaitisme et s'oppose de ce fait à un esprit de résistance.

J'ai eu la chance de m'entretenir avec Monsieur Charles Pochon, membre de la ligue dès 1941, alors qu'il avait 21 ans. Il a tenu à me signaler l'engagement précoce de la jeunesse dans la vie politique active, une caractéristique de l'époque. Philippe Muller en témoigne lui aussi :

> *Je suis au courant de la crise qui constitue le cœur d'une « génération ». [...] Mais la « génération » en notre pays a un accent émotionnel. L'urgence de l'action met en [illegible]. D'où la constitution spontanée de « cercles », de groupes en face à face, composés essentiellement d'étudiants ou de très jeunes adultes, qui s'opposent contre les groupements, les aînés, aux partis établis, les Églises constituées et cherchent à trouver les lignes directrices d'une reconstruction*[231].

La plupart des protagonistes du directoire avaient entre 12 et 20 ans au sortir de la Première Guerre mondiale. Ils avaient vécu les privations dues à la guerre durant leur adolescence, la crise économique, le « printemps des fronts », les événements de Genève de 1932 (Motta y assiste), le chômage durant leurs années d'études... cela fait beaucoup de traumatismes pour une seule génération. La majorité rejette une révolution marxiste et, très souvent, ce sont des raisons spirituelles qui les détournent du fascisme, bien que l'on distingue chez certains d'entre eux des éléments protofascistes (Paxton). Reste la recherche d'une troisième voie. On ne le répétera jamais assez : ce sont des hommes très jeunes qui passent à l'action au sein du directoire. À vingt-cinq ou trente ans, ils cherchent à peser sur un système politique dirigé par des notables. Mais le manque d'expérience les empêche de vraiment prendre la mesure du pays. Oui, Alfred Ernst a raison, ils sont d'une déconcertante naïveté. Imprégnés de personnalisme, ils se font prophètes. Les premières victoires de l'Axe semblent leur donner raison. Ils se lancent corps et âme dans la construction d'un ordre nouveau. C'est parfaitement évident dans le texte de [illegible] de 1940, surtout en comparaison avec celui de 1938.

[231] Müller Philippe, *Tout ce que ta main*..., op. cit., p. 19-20.

2.2.1 Charles Ducommun : du syndicalisme au personnalisme

Le premier appel publié en juillet 1940 dans les journaux, *Au peuple suisse*, de Denis de Rougemont est un texte personnaliste, nous l'avons vu. Quant à Charles Ducommun, l'évolution de sa pensée est perceptible dans un texte publié par la Ligue en 1940, *[illegible] et organisation professionnelle*[232].

Son propos est sans équivoque : le libéralisme économique est mort ; il est remplacé par le planisme. La liberté est remplacée par l'inquisition ; une inquisition sans contrainte, comme Ducommun le précise, mais inquisition tout de même ; un système autoritaire remplace la démocratie. On se souvient que Ducommun signalait [illegible] des corporations italiennes « *qui permettra [illegible]* » On sent dans ce texte une présence pénétrante, la fascination pour certaines composantes des régimes autoritaires. Chez lui, comme chez tant d'autres non-conformistes, on devine la séduction des « *[illegible]* » (Mussolini). Bien sûr, l'idée de justice sociale reste présente chez lui, mais elle est ensevelie sous une rhétorique défaitiste. En parlant de notre « *[illegible]* », Ducommun précise que « *[illegible] les puissances de l'Axe n'abattent pas la Grande-Bretagne, car le régime libéral [illegible] [...] [illegible]* »[233]. C'est d'ailleurs le thème de son premier chapitre, [illegible] prophétique, qui déclare sans ambages que « *nous glissons [illegible] vers [illegible] autoritarisme économique* »[234]. Plus loin, Ducommun donne à comprendre qu'il y a urgence à s'organiser : « *[illegible] l'autoritarisme économique vers lequel nous nous [illegible] peut-être, mais sûrement, [illegible] politique, il faut que les industries, les corps professionnels [illegible] eux-mêmes, par leurs propres participants, cette [illegible] et cette inquisition dans leurs propres [illegible]* »[235]. Le deuxième chapitre développe les arguments [illegible] ques et moraux qui parlent en faveur d'une organisation professionnelle

232 Ducommun Charles, [illegible], Ligue du Gothard, 1940.

233 [illegible]

234 [illegible]

235 [illegible]

nel e « *Il s'agit de remobiliser le pays moralement et* [illegible] *de rattacher* [illegible] *de la nation* »[236]. Les ouvriers doivent retrouver l'espoir d'un monde nouveau et le sens de leur mission : « *Par l'organisation professionnelle à laquelle il participera activement, l'ouvrier disposera d'un levier tout aussi personnel que le bulletin de vote* [illegible] ». Quant aux patrons, l'organisation professionnelle leur permettra d'éviter la loi de la jungle que représente la libre concurrence. De plus, « *les organisations* [illegible] *économiques des entreprises en question* »[237]. Ducommun oppose l'organisation professionnelle « la grande alternative » à un simple prolongement des conventions collectives.

> *Il a perdu de* [illegible] *Nous sommes beaucoup plus ambitieux pour l'organisation professionnelle que ne l'ont été les corporatistes étrangers. C'est* [illegible] *[...] C'est parce que le* [illegible] *qu'une place secondaire*[238].

Au sujet du Parlement, Ducommun propose de « *préparer dès aujourd'hui une révision partielle de 1874 pour que le développement de l'organisation professionnelle ne soit pas* [illegible] *[...] Le rôle du Parlement se* [illegible] *aux organes professionnels et économiques* [illegible] »[239]. En conclusion, Ducommun déclare qu'il ne s'agit pas de s'adapter à une Europe nouvelle. Il n'est pas question de concessions, mais tenir à tout prix ne signifie pas [illegible] car « *ce sont des adaptations intérieures nécessaires au refus de l'adaptation extérieure* »[240].

[236] *Ibid.*, p. 19.
[237] *Ibid.*, p. 27.
[238] *Ibid.* [illegible]
[239] *Ibid.* [illegible]
[240] *Ibid.*, p. [illegible]

Ce texte s'insérit parfaitement dans le contexte de cette « [illegible] » (Lasserre). Le jeune syndicaliste de la *Corporation impossible* de 1938 laisse sa place au personnaliste. Il est intéressant de voir la profondeur du changement psychologique produit par le choc de la défaite française sur bien des acteurs de la Ligue. On assiste à une radicalisation des idées. Il est difficile de déterminer si ce radicalisement idéologique est vécu comme tel ou s'il se fait à leur insu, sous l'effet du désarroi. Philippe Muller, professeur de philosophie et de psychologie se souvient : « *La gauche se ralliait à un mouvement de rénovation français qu'était Esprit ou l'Ordre nouveau, [illegible] n'étaient pas fascistes du tout. C'était un effort de repenser la réalité sociale sous l'angle du progrès social, du progrès économique* [illegible] ». En résumé, les jeunes socialistes Ducommun et Muller voient dans cette troisième voie personnaliste un mouvement progressiste. L'engagement de Ducommun pour le progrès social, pour la justice sociale ne peut pas être remis en question. En 194[illegible], la gauche obtiendra un siège au gouvernement cantonal neuchâtelois précisément grâce au combat sans faille de Ducommun. Néanmoins, son programme d'organisation professionnelle ne peut pas être considéré comme de gauche ou progressiste. Il s'agit purement et simplement d'un projet personnaliste devant s'insérer dans une « *révolution nécessaire* » (Loubet del Bayle). À l'instar de Rougemont, Ducommun est convaincu de vivre un grand soir : « *Les ruptures révolutionnaires sont [illegible] chez nos voisins. Notre pays est appelé à s'adapter au nouvel état en préparant sa propre révolution* ». Nous avons vu que Ducommun utilise beaucoup la comparaison avec l'Allemagne et l'Italie dans sa démonstration. C'est également « *l'une des caractéristiques notables des publications de jeunes des années 1930 que d'accorder une grande importance et une grande attention aux expériences étrangères* »[illegible]. L'intérêt et parfois la sympathie pour certaines composantes des régimes fasciste et nazi est une autre caractéristique du personnalisme : « *À la source de cette identification partielle, on distingue le sentiment de parenté créé par la communauté de certains ennemis – le capitalisme libéral et individualiste, la démocratie parlementaire et politicienne –, par la proximité de certaines aspirations [illegible]*

[illegible] Tagung, 22 octobre [illegible], Vortrag von Prof. Dr Philippe Muller, [illegible] N1 GB 63.1

[illegible] Loubet del Bayle Jean-Louis, *Les non-conformistes [illegible]*, [illegible], p. 2[illegible].

vers une communauté soudée et de cellules vivantes, unités naturelles d'action et de protection collectives »[illegible]. Le texte de Ducommun porte indubitablement l'empreinte de ces caractéristiques personnalistes. Un dernier mot pour remarquer que Ducommun ne parle plus de communauté professionnelle ; la communauté est devenue une organisation. Le projet syndicaliste est devenu un projet personnaliste.

3 Mouvements de redressement politico-économiques

3.1 Le redressement national

Avril 1980 : le [illegible] et les journaux annoncent le succès de Walter Allgöwer. Robert Eibel donne l'ordre à son avocat d'attaquer en justice les auteurs d'un livre dont la première édition a paru en 1979, *Die unheimlichen Patrioten*[illegible]. Allgöwer a toujours refusé de se joindre à Eibel pour déposer une plainte en diffamation contre les auteurs. Les passages incriminés du livre concernent l'« Entente Allgöwer-Eibel » de juillet 1940, dont je parlerai plus loin, ainsi qu'une phrase qui affirme que le Redressement national a pris la succession de la Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse, une organisation proche du frontisme. L'épisode judiciaire se terminera le 2 mai 1985 par un arrêté du Tribunal fédéral. Sur ce point, Eibel est débouté : « *Ce n'est pas sans raison que les auteurs du livre ont [illegible] entre le Redressement national et la Ligue pour l'indépendance de la Suisse. Il existe, ne serait-ce que partiellement, une [illegible] entre les dirigeants des deux mouvements.* »[245]

Fondée le 28 mai 1933 à Langenthal, la Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse, plus connue sous sa dénomination allemande « Bund für Volk und Heimat », fait partie des « *fronts sans liens avec l'étranger* »[illegible]. Il compte parmi ses fondateurs des représentants influents des milieux économiques, de la presse, de l'armée comme le colonel divisionnaire germanophile Eugen Bircher ou de la politique

[illegible] du Seuil, 2003, p. 101.

[illegible] Limmat Verlag Genossenschaft, 1984.

[illegible] Berufung, p. 22 (trad. MP).

[illegible]

comme l'ancien conseiller fédéral conservateur Jean-Marie Musy. L'organisation s'engage entre autres pour une rénovation de la nation et des valeurs patriotiques sur une base fédéraliste, pour la perpétuation des valeurs chrétiennes, contre la dégénérescence du parlementarisme et pour la mise sur pied d'une organisation corporatiste. Selon l'historien Fritz Roth, le but était la création d'un front uni contre la gauche, constitué des organisations frontistes, des associations et des partis bourgeois. Couramment, dans ce genre d'organisation la désillusion est au rendez-vous. Les querelles, les rivalités entre des personnalités fortes, incapables de renoncer à dominer, provoquent un combat des chefs corrosif. A peine organisée, cette ligue s'autodétruit. Petit à petit, le rêve de réunir en une seule organisation tous les « vaterlandstreuen Bürger » doit être abandonné. Le « Bund für Volk und Heimat » est dissous en juin 1936 et une bonne partie de ses membres éminents se retrouvent aux commandes du Redressement national, fondé le 28 avril 1936 : parmi eux, l'industriel Caspar Jenny, le journaliste Samuel Haas, l'ancien conseiller fédéral Jean-Marie Musy, l'avocat Théodore Aubert, fondateur de l'Entente contre la IIIe Internationale, ainsi que le premier président de la nouvelle organisation Andreas von Sprecher, l'un des futurs initiateurs de la pétition des 200. En 1937, Robert Eibel est nommé au poste de secrétaire du Redressement national. Le mouvement se propose de lutter contre l'étatisme, d'assainir les finances publiques, de supprimer la lutte des classes par la solidarité et de travailler à un renforcement du fédéralisme. Dans les faits, ces objectifs se traduisent par une série de propositions concrètes : « *La lutte contre le marxisme sous toutes ses formes : communisme, socialisme, étatisme.* » Il n'est pas étonnant de constater que les liens du Redressement national avec la Suisse romande furent très étroits jusqu'en 1940. Par l'intermédiaire de Théodore Aubert, Jean-Marie Musy, Marcel Regamey, président de la Ligue vaudoise, des contacts soutenus se développent avec les groupes antiétatistes et rénovateurs romands : Communauté d'action nationale, Ligue vaudoise, Union civique romande. Eibel joue un rôle central dans les pourparlers qui se déroulent en Suisse romande et des relations entre les milieux économiques zurichois et les milieux

[illegible]

Wolf Walter, *Faschismus in der Schweiz...*, op. cit., p. 40.

[illegible]

rénovateurs romands se nouent. Toutefois, des divergences de vues empêchent un accord total : « *Les conditions politiques en Suisse alémanique et en Suisse romande étaient par trop dissemblables pour espérer une action commune* »[250]. Néanmoins, ces contacts vont être de la plus haute importance pour la future ligue.

Durant ces années d'avant-guerre, le Redressement national émet une série de propositions dépassant de loin l'antiétatisme, par exemple celle du journaliste Arthur M[illegible]onnier, qui propose une sélection des cadres de l'industrie en fonction de leurs idées politiques, dans le dessein de créer une « centrale invisible » de contrôle des ouvriers. L'employeur doit devenir un guide politique du « Führer » selon la proposition de M[illegible]onnier. Le Redressement national va également s'engager par ses lobbies pour un musellement de la presse, et cela bien avant le début de la guerre[251].

Eibel est un homme étrange, une sorte de cosmopolite politique. La liste des casquettes qu'il a portées est sans fin : président de la société des étudiants abstinents Libertas, président du Club des étudiants libéraux, secrétaire du Parti radical de la ville de Zurich, membre des Jeunes Libéraux, secrétaire du Redressement national, secrétaire de la « Vereinigung für eine gesunde Währung », chef de la chancellerie de l'état-major personnel du général Guisan, membre et secrétaire de la Ligue des [illegible] subventions, membre fondateur de la « Gesellschaft zur Förderung der schweizerischen Wirtschaft », membre fondateur de la Ligue du Gothard, fondateur du « Trumpf Buur ». Cette suite d'activités n'est pas sans conséquence, car il appartient en même temps à des associations antagonistes. Comme Allgöwer l'écrit dans sa lettre de démission : « *Ce qui me déplaît chez lui, c'est la confusion de son attitude intérieure et sa trop grande adaptabilité* »[252]. Le chemin politique de Robert Eibel se caractérise par une attitude réactionnaire et procédurière.

Eibel fait partie du directoire provisoire de la ligue. Lors de l'assemblée constituante, en novembre 1940, il n'est plus candidat à ce

[250] Protocole [illegible] du Redressement national [illegible] AfZ [illegible] *Wirtschaft…*, *op. cit.*, p. 196 (trad. MP).

[251] [illegible] 86.

[252] [illegible] AfZ [illegible] (trad. MP).

poste. Les relations entre la ligue et le Redressement national se sont refroidies durant l'été 1940. Le libéralisme de type manchestérien du Redressement s'accorde mal à l'idée d'organisation professionnelle défendue par la ligue ; de plus, on reproche au directoire ses rapports avec les mouvements ouvriers par l'intermédiaire de Duttweiler et d'autres syndicalistes. Malgré la brièveté de son influence dans la ligue, Eibel reste une personnalité incontournable de l'été 1940. C'est lui qui est chargé des négociations dans l'objectif d'imposer le landammann au pays. Cette question sera évoquée dans le troisième chapitre.

3.2 La Ligue des sans subventions

« *La Ligue des sans subventions a été l'un des [illegible] de la Ligue du Gothard.* » À cette époque, Allgöwer entend gagner l'appui du colonel Däniker, d'une part afin de lui confier le commandement de la conjuration des officiers, d'autre part pour obtenir son concours dans la Ligue du Gothard. Devant les réticences de Däniker, Walter Allgöwer se tourne alors vers son ami Gasser, qui met à sa disposition l'appareil administratif de la Ligue des sans subventions pour publier une annonce destinée à combattre le défaitisme. Allgöwer considère cette publication et celles qui suivront comme particulièrement importantes, car « *les réactions [illegible] et elles [illegible]. C'est le mérite de la Ligue des sans subventions de nous avoir donné [illegible] et de nous en avoir appris les adhérents.* »

La Ligue des sans subventions a été fondée le 17 mars 1939. En son sein, on retrouve de nombreux membres du Redressement national. Le premier secrétaire de l'organisation n'est autre que Christian Gasser. Après sa démission en 1941, c'est Robert Eibel, secrétaire du Redressement national, qui lui succède. Ce dernier occupera ainsi simultanément les fonctions de secrétaire des deux organisations, avec la même adresse postale. Dans un exposé confidentiel à l'association des banquiers, « Bankiervereinigung », Eibel explique que les de-

[illegible]

Kampf den Gerüchten, der Sabotage und dem Verrat.

[illegible] Dr Walter [illegible] AfZ NL GB 63.1 (trad. MP).

mouvements poursuivent les mêmes buts : la lutte contre l'étatisme, la bureaucratie, les subventions et la déficience des élites. La différence réside dans les méthodes : le Redressement national s'adresse aux élites, il agit par des études destinées à soutenir des requêtes auprès des autorités. La Ligue des sans subventions, ou Club des éléphants, quant à elle, essaie d'influer sur les masses par des moyens de propagande[256].

Les campagnes organisées par les Éléphants sont très violentes et se terminent parfois devant les tribunaux. En 1939, ils s'engagent agressivement contre la caisse de pension des employés fédéraux. La politique réactionnaire qu'ils mènent et les méthodes qu'ils privilégient finissent par leur attirer l'animosité de presque tous les milieux. Les représentants de la Confédération leur feront savoir que leurs actions non conventionnelles ont engendré des tensions dans le pays. En 1940, ils soutiennent activement la fondation de la Ligue du Gothard. À cette époque, il y a une synergie presque parfaite des deux organisations. Gasser et Eibel sont au centre des actions de propagande et les campagnes d'annonces de la Ligue des sans subventions reprennent l'argumentation de la Ligue du Gothard. Hans Bolliger, le grand argentier des Éléphants, récolte des fonds au profit de la Ligue du Gothard. Lorsque le réseau des Genevois tente d'en enlever le morceau sur le plan de l'idéologie, du corporatisme en particulier, ce sont les Zurichois qui disposent des cordons de la bourse, de l'expérience de la propagande et des relations nécessaires. Et comme le disent pertinemment nos compatriotes d'outre Sarine : « *Wer zahlt, befiehlt (qui paie commande)* » !

La *Neue Bündner Zeitung* ne se trompe pas lorsqu'il parle de « salade confédérale ». Ces machinations vont très vite assombrir l'image de la Ligue du Gothard. Dans ces conditions, elle doit avant tout s'éloigner de la Ligue des sans subventions. La tâche n'est pas facile : dès la fin de l'année 1940, le conflit va s'enflammer pour atteindre un paroxysme en décembre. Le service de presse de la ligue publie une annonce dans les journaux, dans laquelle il déclare que la Ligue du Gothard et la Ligue des sans subventions sont deux organisations différentes. Il explique ensuite qu'un membre « très actif »

[256] [illegible]
[257] *Ibid.*, p. 205.

[illegible]

Ligue des sans subventions.

1.3 Les Indépendants de Duttweiler

[illegible]

pas une filiale de l'Alliance des indépendants.

[illegible]

[illegible] 1974, p. 17.

L'Alliance des Indépendants

[illegible]

et de disparaître en 1999.

Source : *Dictionnaire historique de la Suisse*, op. cit.

[illegible]

doléances à Pilet-Golaz ?

[illegible]

[illegible]

Lausanne : Éditions Antipodes, 2008, p. 362.

[illegible]

p. 237 (trad. MP).

les conséquences n'ont pas été pesées. Enfin, il est inexplicable que la censure n'ait pas réussi à éviter que cela devienne publique[262].

Le 7 décembre 1940, la Ligue organise à Zurich une action de protestation « contre les préparations des élections » de deux nouveaux conseillers fédéraux. La ligue veut des hommes nouveaux, des hommes jeunes, et propose Friedrich Traugott Wahlen[263] et le colonel divisionnaire DuPasquier. Neuf orateurs se succèdent à la tribune, dont Heinrich Schnyder, des Indépendants. Cette action signe l'entrée du directoire dans la politique fédérale. Le discours de Schnyder donne une idée des priorités de la Ligue. Il demande un rajeunissement des membres du gouvernement fédéral et propose l'élection de deux hommes capables de répondre à deux enjeux majeurs : l'accroissement des moyens de défense du pays et la bataille de l'agriculture[264]. On peut avancer l'opinion que la présence des Indépendants dans la Ligue a été favorable à son image. Il y a deux bonnes raisons de le penser. D'une part, la personnalité de Duttweiler est appréciée par une partie de la population. Il a su se donner l'image populiste du petit [illegible] contre les gros. D'autre part, il a trouvé une oreille bienveillante chez bon nombre de femmes du pays. Comme le dit Jost : « *Les femmes ont occupé une place stratégique dans la vie publique, commerciale et privée de Gottlieb Duttweiler [...]. Pour Duttweiler, la contribution des ménagères au revenu familial et à l'économie nationale est aussi importante que celle des hommes*[265]. »

Jusqu'à la fin de 1942, le conseiller national Schnyder joue le rôle de relais de la Ligue du Gothard auprès du Parlement : une force non négligeable pour les futures actions politiques, économiques et sociales de la ligue durant ces années de guerre.

[262] [illegible] Sprüngli, 7.11 (trad. MP).

[263] Friedrich Traugott Wahlen (1899-1985) [illegible]

[264] [illegible]

[265] Jost Hans Ulrich, « Gottlieb Duttweiler ... », *op. cit.*, p. 360.

CHAPITRE 3

LE DEVENIR D'UN GROUPE HÉTÉROGÈNE

A. RÉSISTANCE OU RÉNOVATION ?

Aux yeux des partis, la Ligue du Gothard [illegible] Elle [illegible] Mais très vite les doutes apparurent. Les psychologues constataient [illegible] direction elle s'engageait[266].

Cette citation est extraite d'un « *rapport hebdomadaire sur l'état d'esprit de la population* » rédigé par la Division Presse et Radio dans la deuxième moitié d'août 1940. Très peu de temps après son entrée dans la vie politique suisse, la Ligue est considérée avec méfiance par beaucoup de milieux de gauche comme de droite. Cela tient d'une part à son hétérogénéité, d'autre part à certains de ses membres trop marqués à droite, voire à l'extrême droite. Bien que Leyvraz les qualifie de « *des hommes libres de toute attache* »[267], les membres du directoire ne laissent personne indifférent, justement en raison de leurs attaches. Si l'on est libéral ou de gauche, la présence de la signature de G. de Reynold est rédhibitoire, de même que les noms de corporatistes connus peuvent l'être pour un syndicaliste. Le Redressement

266 LASSERRE André, *La Suisse des années sombres...*, op. cit., p. 124.

267 LEYVRAZ René, *Les origines de la Ligue du Gothard*, AfZ NL GB 11, s.l.n.d. (vraisemblablement début 1941).

national, mouvement continuateur d'un front. La mauvaise presse en Suisse alémanique : les fonctionnaires, les agriculteurs détestent les Éléphants ; le Réarmement moral est considéré comme une secte sectaire. Beaucoup devinent le frontisme derrière les noms de Gasser, membre du conseil d'administration de Neue Politik, et de Lesze, membre de l'Union nationale. Et comme le dit justement Hans Oprecht : « c'est tout un faisceau d'organisations réactionnaires et frontistes qui semble aboutir à la ligue. » L'hostilité de divers milieux à son endroit n'a donc rien de surprenant.

Par contre, la réception par la plus grande partie de la presse est très positive durant les deux ou trois premiers mois. On salue la volonté de lutter contre le défaitisme. On accueille favorablement l'ambition d'une coalition au-dessus des partis. Rapidement, la ligue comptera 8 000 membres. Mais il ne faut pas perdre de vue que les adhérents appartiennent à des groupes cantonaux. Le système helvétique est ainsi fait que, pour un citoyen lambda, un parlement cantonal est très souvent plus important que le Parlement fédéral. Les groupes cantonaux mènent une politique assez indépendante du directoire. Dans la plupart des cas, l'affiliation à la ligue est une réponse positive aux dernières phrases de la première annonce de juillet 1940 : « *Nous n'avons qu'un seul but : maintenir la Suisse dans le présent et dans l'avenir. Nous ne vous promettons qu'un grand effort commun. Mais nous voulons tous être hommes et demeurer Suisses.*[268] » De prime abord, on est persuadé que la Ligue du Gothard est une organisation de résistance. Dans une deuxième phase, après la démission d'Ammann, les choses vont changer. On se rend compte que tout n'est pas pur dans cette ligue, comme le constate l'historien Edgar Bonjour :

> *Après le discours de Pilet, dans les semaines de perplexité et d'insécurité, alors que les autorités paraissent paralysées, nombreux furent ceux qui placèrent leurs espoirs dans la Ligue du Gothard. [...] Ce mouvement, patronné par les groupes d'Oxford, fut, au début, salué chaleureusement aussi par les socialistes [...]. Des failles ne tardèrent cependant pas à se produire dans la structure de la ligue*[269].

[268] Annonce publiée dans les journaux des 20 et 21 juillet 1940, AfZ NL GB, 1.

[269] Bonjour Edgar, *Histoire de la neutralité suisse*, vol. IV, Neuchâtel, La Baconnière, 1970, p. 211.

A la sortie de ce volume, le jugement de Bonjour a indigné ceux qui étaient membres du directoire. Lors du colloque consacré à la Ligue en 197[illegible], Philippe Muller déclare : « *[illegible]* ». Il est utile de rappeler que l'historien Edgar Bonjour a vécu de très près les événements comme membre de la Division Presse et Radio et qu'il était lui-même affilié à une organisation de résistance.

Et Muller de poursuivre :

> *Nous étions prêts, nous nous préparions à être un mouvement de résistance. On n'a pas eu besoin de cela [illegible] [...]. À chaque moment que nous vivons, les possibilités qui peuvent se réaliser sont bien plus larges que celles qui effectivement [illegible] directement été utile*[27].

En résumé, on peut reprendre les mots du politologue Jacques Meurant qui écrit : « *Le grand mérite du mouvement [illegible] la mystique de la défense du pays contre les [illegible], la volonté d'indépendance de la Suisse [illegible] de la maladie de la rénovation [illegible] l'idée que la Suisse ne pouvait échapper à l'Europe nouvelle* ». La « mystique de la défense du pays » et la « maladie de la rénovation » : deux qualificatifs pertinents. L'épithète qui revient le plus souvent dans l'historiographie est « mouvement ambigu ».

[illegible] MZ NI GB 63 1.

[illegible]

[illegible]

1 Projet de manifeste du 3 juillet 1940

Le 3 juillet 1940, quelques jours après la fondation de la Ligue, Christian Gasser et Theo Spoerri se rendent chez Gottlieb Duttweiler à Rüschlikon afin de rédiger un communiqué destiné aux journaux. Nous avons vu que ce manifeste sera imprimé, mais qu'il ne sera jamais publié en raison de l'opposition de Gonzague de Reynold qui « *ne veut pas que l'on parle [illegible] d'indépendance et de fédéralisme* »[273]. Plusieurs raisons rendent ce manifeste du 3 juillet 1940 particulièrement important : d'abord, c'est le premier texte écrit émanant de la Ligue pensante ; il offre un premier état des lieux idéologique de la Ligue naissante ; enfin, il permet par comparaison de juger de son évolution idéologique. Christian Werner porte sur ce texte un jugement auquel je me rallie sans hésitation : « Le manifeste est empreint d'une argumentation ambiguë qui restera une caractéristique de la Ligue du Gothard. Cette ambivalence entre, d'une part, la volonté de défense et, d'autre part, le désir de collaborer à un nouvel ordre européen créera une confusion dont la Ligue ne sortira pas »[274]. Dans la situation difficile où se trouve le pays en été 1940, une organisation qui veut combattre le défaitisme, qui se propose de résister, ne peut pas se permettre la moindre ambiguïté. Le simple fait de signaler une ouverture au nouvel ordre européen annihile toute velléité de résistance. Les deux premières phrases du texte sont un exemple symptomatique de cette ambivalence. Le préambule débute par une proposition rénovatrice : « *Avant tout, nous devons déterminer nous-mêmes le degré de notre collaboration au nouvel ordre et quelles sont les idées nouvelles que nous pourrions reprendre et réaliser à notre façon.* » Vient ensuite une proposition résistante : « *Il faut ensuite déclarer, non moins clairement, quelles sont les exigences incompatibles avec la souveraineté de notre État, et à partir de quel moment nous devons résister par les armes* »[275]. Ce texte utilise un langage diplomatique pour s'adresser à l'Allemagne, une manière d'annoncer une collaboration pour autant que certaines limites soient respectées, la souveraineté de la Suisse par exemple. On décèle ensuite des accents personnalistes, voire fascisants[276].

[273] Carrupt Céline, *Gonzague de Reynold...*, *op. cit.*, p. 92.

[274] Werner Christian, [illegible]

[275] Manifest vom 3. Juli 1940, AfZ, NL GB, 2 (trad. MP).

[276] *Ibid.*

> *Époque de facile insouciance, époque [illegible] pour elle la naissance d'un renouvellement de l'esprit [illegible] le bien-être repu [illegible]. Le temps des promesses est révolu, le temps de l'effort et du sacrifice [illegible] est venu.*

L'été du bien-être repu ? Les chômeurs et les [illegible] de Suisses qui vivaient à la limite de la pauvreté auraient apprécié si ce texte avait été publié.

Le manifeste se conclut par un programme en cinq points : des hommes nouveaux au Conseil fédéral, dans les départements fédéraux et dans les représentations diplomatiques. Des experts indépendants dans la commission des pleins pouvoirs. Une liberté d'expression dépendant des circonstances, donc censurée. Un changement radical de la pensée politique et économique.

Ces deux textes, le manifeste du 3 juillet et l'« Entwurf Allgöwer/Eibel », sont souvent assimilés à la « pétition des 200 ». Il n'y a rien d'étonnant à cela. Et c'est avec beaucoup de franchise que Walter Allgöwer prend position à ce sujet lors du colloque de 1977[277] :

> *Les fascistes du nord et du sud de notre pays ont réclamé la naissance d'une [illegible] par une révolution du [illegible] et de la [illegible]. Ils ont [illegible] une grande propagande [illegible]. Et c'est exactement cette [illegible] que nous avons adoptée au début de la Ligue du Gothard*[278].

2 « Entwurf Allgöwer/Eibel » du 9 juillet 1940

Moins d'une semaine après la mise au point de l'appel de Sprecher, Duttweiler et Gasser, c'est Eibel et Allgöwer qui prennent la plume pour préparer un texte[280] destiné à la publication dans les journaux. Avec cette deuxième tentative, nous avons une idée complète de la pensée zurichoise de la ligue. Rappelons que ce texte, resté dans les archives, a été « réveillé » par Gerhart Waeger pour son livre publié en 1970, *Die Sündenböcke der Schweiz*, dans lequel il est question

[277] *Ibid.*

[278] Gasser, [illegible] 22 [illegible] AfZ, NL GB 63.1 (trad. MP).

[279] Entwurf : ébauche, projet de manifeste.

[280] Entwurf Allgöwer/Eibel, AfZ, NL Eibel, 20.1.

de la « pétition des 200 ». Waeger écrit que l'ébauche Allgöwer-Eibel va plus loin que le texte de la pétition. On revendique l'abandon des préjugés en politique intérieure, mais aussi extérieure. On plaide pour un durcissement du pouvoir des autorités. On exprime la nécessité d'un échange d'idées avec les mouvements européens et la reprise de toutes les relations culturelles avec les pays qui nous entourent.

Cette opinion, reprise à la fin des années 1970 dans *Die unheimlichen Patrioten*, va susciter l'ire de Robert Eibel. L'affaire aboutira devant le Tribunal fédéral. Sur ce point, Eibel est débouté par les juges qui relèvent une similitude entre les deux textes. Les revendications formulées par Allgöwer et Eibel sont de la même veine que les attentes exprimées par les auteurs de la « pétition des 200 ». En outre, le Tribunal fédéral fait remarquer que le projet de manifeste est équivoque (« Sowohl-als-auch Falle »).

L'argumentation développée par le TF parle d'un texte sibyllin, en d'autres termes, d'un texte opaque, nébuleux, ambigu. Ceci est confirmé par la formule de « Sowohl-als-auch-Falle », qui signifie que le document peut être interprété dans le sens de l'adaptation comme dans celui de la défense à tout prix, dans le sens de la rénovation ou de la résistance. Il est important de savoir que ce texte, très légèrement modifié, a été imprimé dans les journaux les 24 et 25 juillet 1940.

Passons maintenant aux intentions politiques à la base de ce document. Elles nous sont connues par une longue lettre du capitaine Allgöwer au lieutenant Eibel : contrairement à la doctrine officiellement déclarée de la Ligue, qui veut dépasser les attitudes partisanes, Allgöwer propose d'inviter les partis à participer à l'effort commun dans le but de les éliminer : « *Pour l'instant, il est impossible de supprimer les partis par l'opposition. Il vaut mieux les appeler à la collaboration afin de les miner petit à petit. Les fruits de cette tactique tomberont d'eux-mêmes.* »

Waeger (Gerhart), *Die Sündenböcke der Schweiz*, Olten & Freiburg im Breisgau, Walter-Verlag, 1971, p. 111 (trad. MP).

Frischknecht Jürg, [illegible], *Die unheimlichen Patrioten*, [illegible].

Cf. Bundesgerichtsurteil der II. Zivilabteilung, 2. Mai [illegible], [illegible] Eibel, Berufung.

Lettre de Allgöwer à Eibel, [illegible] juillet 1940, AfZ, NL Eibel, [illegible] (trad. MP).

On apprend ensuite d'Allgöwer qu'il a des contacts avec Däniker et l'ancien corps des officiers, qui eux recommandent une collaboration positive avec les partis pour des raisons de politique intérieure et extérieure. Il faut également s'abstenir de critiquer trop violemment le système politique pour éviter que les soldats et le peuple perdent confiance. Dans cet état d'esprit, Allgöwer propose de solliciter la collaboration des jeunes libéraux et des jeunes conservateurs. Il suggère également de s'assurer l'appui des sociétés d'étudiants. Zofingia est déjà prête à participer : « *[illegible] à la tête [illegible] [illegible] des étudiants.* »

Allgöwer termine sa lettre par une recommandation : « *[illegible] Wille et Däniker restent en arrière-plan. Dans peu de temps [illegible] l'opportunité de [illegible] avec Däniker.* »[285] Ce qui tend à prouver qu'Allgöwer et Ernst désiraient que les deux officiers germanophiles puissent prochainement jouer un rôle important. Lequel ? On peut émettre l'hypothèse que la ligue des officiers se proposait de renverser le gouvernement et d'y placer un homme fort, un Landammann Etter encadré d'officiers ? La question reste ouverte. On en apprend un peu plus sur les intentions d'Allgöwer dans une lettre à Däniker. Il déclare que la ligue se propose de reconstruire totalement l'armée, de réorganiser le Département militaire fédéral et de donner à Däniker un poste et une fonction très importante.[286] Une semaine plus tard, Allgöwer ira jusqu'à écrire à Däniker : « *L'Allemagne est certainement intéressée par un mouvement [illegible] à une collaboration à la nouvelle Europe.* »[287] Cette remarque se situe parfaitement dans la ligne de pensée de Däniker. Moins d'un an plus tard, le 15 mai 1941, après une visite en Allemagne, celui-ci fait paraître un mémoire dans lequel il affirme que la Suisse doit participer à la construction du nouvel ordre européen sous peine de voir

[285] *Ibid.* (trad. MP).

[286] *Ibid.* (trad. MP).

[287] [illegible] Verlag Neue Zürcher Zeitung, 1989, p. 343 (trad. MP).

[288] [illegible] 1997, p. 246 (trad. MP).

l'Allemagne le lui imposer. Membre fondateur du « Volksbund für die Unabhängigkeit der Schweiz », Däniker est signataire de la « pétition des 200 ». Les discussions qu'il a eues en Allemagne l'amènent à une conclusion sans ambiguïté : la Suisse ne dispose que de peu de temps pour décider si elle veut participer pleinement au nouvel ordre européen mis en place par l'Axe, ou si elle veut prendre le risque d'une partition[289]. Allgöwer avait été l'adjudant du régiment commandé par Däniker. Il admire profondément l'homme et l'officier qu'il considère comme un supérieur hors pair. Après la guerre, lors d'un colloque de 1977, il dira qu'il est erroné de considérer Däniker et Wille comme des traîtres à la patrie, mais qu'il faut bien admettre qu'ils n'avaient aucun sens politique[290]. Toujours est-il que Walter Allgöwer partage les vues de Däniker à cette époque et que cela se reflète dans le projet de manifeste du 9 juillet.

Peut-être est-il utile de répéter les mots d'Alfred Ernst : « *Nous étions à l'époque d'une effroyable naïveté* »[291]. Et d'ajouter la prise de position courageuse d'Allgöwer lorsqu'il affirme que la Ligue à ses débuts a fait le jeu du IIIe Reich : « *On peut considérer cet appel au renouveau lancé par la Ligue du Gothard à ses débuts comme une capitulation face au Troisième Reich. Lors de la préparation de cet entretien, j'ai relu certains textes,* Mein Kampf *entre autres. [illegible] l'esprit de notre volonté de défense, je dois dire à notre grande honte que nous avons utilisé des éléments, des idées et des mots analogues à ceux de l'adversaire.* »[292]

3 La question du Landammann

Nous avons vu plus haut que Robert Eibel avait pris langue au nom du Redressement national avec différentes organisations romandes anti-étatistes et rénovatrices, entre autres avec la Ligue vaudoise. Ces contacts vont s'intensifier après la défaite française pour culminer

289 [illegible] 1974, p. 191-199.

290 [illegible] AfZ NL GB 63.1 (trad. MP).

291 [illegible] MP.

292 [illegible] AfZ NL GB 63.1 (trad. MP).

juillet 1940 dans ce que l'on pourrait appeler l'« affaire du Landammann ». Dans ces discussions avec les antidémocrates vaudois, Eibel représente non seulement le Redressement national, en tant que son secrétaire, mais aussi la Ligue du Gothard, comme membre du directoire provisoire. « *Deux conceptions s'affrontent : influencé par le projet de la Ligue du Gothard, Robert Eibel voudrait avant tout [illegible]* ». Les Vaudois, quant à eux, aspirent à la création d'un groupe restreint capable d'engager une action pour porter le conseiller fédéral Etter au pouvoir. Le 23 juin 1940, une semaine avant la création de la Ligue, Eibel envoie une lettre à l'appointé Walter Meier, employé à la Division Presse et Radio, dirigée par le colonel Victor Perrier, l'associé de Regamey. « *Dans le système autoritaire qu'il se propose de mettre en place et qui devrait écarter tous les partis politiques, cette division de l'appareil a un rôle particulièrement important* ». Il s'agissait ni plus ni moins d'en faire un organe de propagande au service du Landammann. Cette lettre, signée non seulement de Robert Eibel mais aussi de Sprecher et de Gasser, est envoyée par la poste militaire. Walter Meier est chargé de transmettre au conseiller fédéral Philipp Etter les attentes et les espoirs que les ligueurs mettent en sa personne. Premièrement, à la suite du licenciement de milliers d'ouvriers des firmes Tavaro et Hispano Suiza à Genève, on peut imaginer que Léon Nicole va tenter de faire le jeu de Moscou. Il est donc impératif de l'arrêter immédiatement avec les autres meneurs communistes. De plus, il est urgent de mobiliser ces ouvriers à l'armée afin de les soustraire à l'influence du « milieu ». Pour toutes les questions que le conseiller fédéral pourrait avoir à ce sujet, on le prie de prendre contact avec René Leyvraz ou avec Charles Ducommun de l'USS. Deuxièmement, il faudrait exiger la démission des conseillers fédéraux Minger et Baumann. On propose quelques noms acceptables par la ligue : Konrad Ilg pour le Département de l'Économie publique

[30] Butikofer Roland, *Le refus de la modernité...*, *op. cit.*, p. 339
[illegible]

en précisant qu'il est syndicaliste et non socialiste ; le professeur Oskar Howald comme « paysan », Ernst Feisst, sympathisant du IIIe Reich, et Walter Stucki pourraient faire l'affaire eux aussi. Il faudrait également nommer Gottlieb Duttweiler comme délégué du Conseil fédéral aux questions alimentaires. Enfin, la lettre suggère au conseiller fédéral de renforcer la politique des pleins pouvoirs et de s'ouvrir à des hommes nouveaux : « *Si la politique des pleins pouvoirs* [illegible] *de confiance dans le gouvernement* [illegible] *serait la conséquence* ». Plus brutalement, la lettre demande d'agir sans ménagement là où cela s'avérera nécessaire.

Le 2 juillet 1940, deux jours après sa fondation, la Ligue propose dans une autre lettre écrite depuis le quartier général de l'armée et estampillée « Geheim », de confier les pleins pouvoirs au conseiller fédéral Etter : « *Par voie* [illegible] *nous devrions* [illegible] *problème de la direction du pays (Führung) et prendre des mesures ne paraissant pas trop « révolutionnaires » tout en* [illegible]

vice-président du PSS [illegible]

Oskar Howald [illegible]

Ernst Feisst [illegible]

[illegible] php

Walter Stucki [illegible]

[illegible] 21.2 (trad. MP).

[illegible]». Dans les faits, cette mesure légale devrait permettre à Etter de prendre le pouvoir en deux temps: premièrement, en étant élu à la présidence du Conseil fédéral par les chambres fédérales pour la durée des pleins pouvoirs[102]; deuxièmement, en lui donnant l'opportunité de choisir les membres du gouvernement: la mise en place d'une dictature édulcorée à la Suisse.

Dans le Fonds Robert Eibel des «Archiv für Zeitgeschichte», on découvre l'ébauche d'une troisième lettre, datée du 8 juillet 1940, destinée au conseiller fédéral Etter. Cette missive démontre éloquemment la vision rénovatrice du directoire. En voici quelques extraits: «*La liberté et l'indépendance du pays ne sont plus assurées, le système des partis est dépassé, nous sommes dans une situation de [illegible] politique. Les principes de gouvernement qui régissent notre Etat sont dépassés. Nous avons besoin d'une réforme [illegible] par des hommes [illegible]. [illegible] C'est ce qui a motivé [illegible] de la Ligue du Gothard. Un certain nombre de groupes en font partie: [illegible] Groupes [illegible] Indépendants, Groupes d'O[illegible], Redressement national, Res Publica, Union [illegible] suisse, Syndicats corporatifs. Cette demande s'adresse à vous Monsieur le Conseiller fédéral. Nous sommes persuadés que vous ne la considérerez pas comme [illegible] mais comme une [illegible] personnelle. Nous avons un contact illimité [illegible]*»[103].

C'est durant ce mois de juillet que les contacts de Robert Eibel avec Marcel Regamey, de la Ligue vaudoise, sont les plus intenses. Il y a une explication à cela: le conseiller fédéral Hermann Obrecht

[illegible] (trad. MP).

[102] Les termes de pleins pouvoirs se réfèrent principalement aux événements de la Deuxième Guerre mondiale. L'arrêté fédéral sur les «*mesures propres à assurer la sécurité du pays et le maintien de la neutralité*», du 30 août 1939, conféra au Conseil [illegible]

[103] Ébauche d'une [illegible] 8 juillet 1940. AfZ NL Eibel, 20.5.1 (trad. MP).

atteint dans sa santé, est démissionnaire au 31 juillet. Le 17 juillet, les chambres fédérales doivent élire un successeur. De l'avis des anti-démocrates vaudois, de la Ligue du Gothard et des mouvements qui en sont proches, l'occasion est belle de tenter un « coup d'État légal ». La lecture du chapitre consacré à ce sujet par l'historien Roland Butikofer donne plus de précisions sur l'identité de ces hommes nouveaux proposés par les deux organisations. « *Quelques noms sont avancés par Robert Eibel et Alphonse Morel : le colonel Roger Masson, chef des services de renseignement, Andreas von Sprecher, Conrad Ilg, le colonel commandant de corps Ulrich Wille, le colonel Gustave Däniker et le colonel divisionnaire Rudolf von Erlach.* » Ces officiers supérieurs ainsi que le colonel Andreas von Sprecher sont germanophiles et membres du « Volksbund für die Unabhängigkeit der Schweiz ». « *La deuxième solution, plus réaliste, consiste à conférer à Philipp Etter, entouré de deux de ces hommes nouveaux, par exemple Roger Masson (affaires militaires pour la Suisse romande) et Andreas von Sprecher (affaires étrangères pour la Suisse alémanique), les pleins pouvoirs jusqu'à révocation devant le Conseil fédéral dans son ensemble. Le rôle du gouvernement serait de créer une sorte de [illegible] pour la rénovation du pays.* » Dans sa lettre à Morel du 11 juillet 1940, Eibel précise : « *Il s'agit de tenir la [illegible] en maintenant la légalité.* » On peut supposer que ce coup d'État aurait pu se passer en plusieurs étapes : la mise en place plus ou moins légale d'un triumvirat suivie d'une prise de pouvoir en bonne et due forme par des militaires, on quitte ici le domaine de l'histoire pour entrer dans celui des suppositions et du fantasme. Mais il semble bien que la mentalité et les institutions suisses ne se prêtent pas à un coup d'État. « *Les difficultés qui surgissent ainsi que le peu d'échos rencontré auprès des personnes consultées pour le projet Eibel-Etter prouvent le caractère illusoire de l'espoir de provoquer un large courant dans la population.* »[406]

Le 9 juillet, Marcel Regamey écrit à Eibel pour faire une sorte de bilan : « *L'acquis obtenu jusqu'à ce jour consiste dans le fait que* [illegible]

[404] Lettre d'Eibel à Morel, 11 juillet 1940, cité par Butikofer Roland, *Le refus de la modernité…, op. cit.*, p. 338.

[405] Lettre de Morel à Eibel, [illegible] juillet 1940, cité par Butikofer Roland, *Le refus de la modernité…, op. cit.*, p. 338.

[406] Butikofer Roland, *Le refus de la modernité…, op. cit.*, p. 340.

[illegible] d'accord [illegible] campagne [illegible] des petits [illegible] M. [illegible] et les [illegible] M. [illegible] » A l'instar de Gonzague de Reynold, ces mouvements conspirationnistes sont incapables de sortir du verbiage pour entrer dans l'action. Comme le fait remarquer von Sprecher à Morel : « *[illegible]* Hannibal ante portas. » Comme Reynold, comme tant d'autres, on se propose de rester sur la réserve et d'attendre la suite des événements. A mon avis, c'est justement là que le danger pour la démocratie libérale a été le plus grand. Ces mouvements et ligues se tenaient en réserve, prêts à profiter d'une conjoncture favorable à leurs menées. Cette attitude est parfaitement contraire à l'esprit de résistance prôné par la Ligue du Gothard, en sourdine il faut bien l'admettre.

4 L'exclusion des juifs et des francs-maçons

L'exclusion des juifs, qui plus est dans ce climat de la Deuxième Guerre mondiale, est une tache particulièrement dommageable pour la réputation de la ligue. Longtemps ses adversaires lui reprocheront cette lâcheté, cette ignominie. On peut prendre l'exemple d'un article paru dans le journal de gauche *La Sentinelle* en 1944. On y reproduit la réponse d'un employé de la ligue à un franc-maçon qui demandait des précisions concernant ces exclusions :

> *Vous avez raison en pensant qu'aucun franc-maçon n'est admis dans la Ligue du Gothard. Nos statuts précisent que les francs-maçons et les Juifs ne peuvent devenir membres de la ligue. Nous admettons qu'il n'est peut-être pas très heureux d'assimiler les francs-maçons aux Juifs et que cela pourrait donner facilement naissance à une fausse interprétation [...] Si nous n'acceptons pas [illegible] dans nos rangs, c'est [illegible] [illegible] pas empêchés de nous opposer publiquement [illegible] national.*

Lettre de Marcel Regamey à Robert Eibel, 9 juillet 1940, AfZ NI Eibel, 20.5.1.

Lettre de A. von Sprecher à A. Morel, 12 juillet 1940, cité in Butikofer Roland, *Le refus de la modernité...*, *op. cit.*, p. 340.

308 *La Sentinelle*, jeudi 20 juillet 1944.

La Sentinelle a eu connaissance de cette lettre par un article de la *National Zeitung*. Le pasteur Bohn, de Trogen, président de la Ligue des Ligues suisses, a mis la réponse de la ligue à la disposition des journaux, accompagnée d'une diatribe contre le directoire : « *Il serait [illegible] que les professeurs [illegible] de la Ligue du Gothard [illegible] et Brunner précisent comment ils concilient l'exclusion des [illegible] le christianisme et le respect du prochain. Que ces vaillants pédagogues de la ligue du Gothard stigmatisent les Juifs [illegible]* pas un exploit. »[313]

Les milieux juifs interviennent dans le débat par l'intermédiaire de la *Israelitische Wochenblatt*. Ils réagissent violemment au passage cité précédemment : « *Si nous n'acceptons pas les Juifs étrangers, c'est parce que nous ne sommes pas absolument convaincus de leur attachement au pays.* » « *La ligue du Gothard se permet d'[illegible] la population juive de Suisse. Pendant combien de temps encore la ligue entend-elle continuer à [illegible] la Constitution suisse en provoquant une partie de la population [illegible]* »

Les instances dirigeantes de la ligue tentèrent de désamorcer la controverse par le licenciement de l'employé responsable de la réponse : « *Une polémique assez violente s'est déclenchée dans la presse contre la Ligue du Gothard, à propos d'une [illegible] par un employé non autorisé et qui d'ailleurs nous a quittés [illegible]* » Et elle cherche à limiter les dégâts : « *D'autre part la [illegible] compte [illegible] comme membres des Juifs dont la mentalité suisse et chrétienne ne donnait lieu à aucun doute [illegible]* » On cherche à éteindre l'incendie avec de l'essence ! Et le rédacteur de *La Sentinelle* de conclure :

> « *Malheureuse lettre [illegible] la ligue [...] Les francs-maçons ne considéreront pas [illegible] d'un œil plus favorable, et les Juifs [illegible] on peut en être certain. Quant au reste des [illegible]*

[illegible] s.d. (probablement juillet 1944) (trad. MP).

[illegible] (probablement juillet 1940).

[illegible] *La Sentinelle*, jeudi 20 juillet 1944.

[illegible] ils continueront à [illegible] de ce [illegible] antisémitiste [sic] et le laisseront [illegible]

Dans son livre, Christian Gasser tente de défendre la décision de l'assemblée constituante, très maladroitement d'ailleurs. Il considère que l'exclusion était une erreur, mais qu'elle n'a pas été appliquée par les groupes locaux [illegible]. Il assure que les [illegible] ont fait [illegible] preuve de compréhension. Il parle de correspondances [illegible]. Une seule lettre se trouve dans les archives. Son auteur, le lieutenant R. Braunschweig, mentionne avec ironie que les juifs aussi aiment leur pays et qu'ils ont dû lutter durant des siècles pour gagner leurs droits et devoirs, et d'espérer que l'exclusion de la Ligue n'est pas le prémices d'une privation de tous les droits du citoyen [illegible].[14]

Le 15 juillet 1944, le directoire se réunit pour prendre position sur cette polémique. Il prépare une *Lettre au Gothard* intitulée *[illegible] contre les [illegible] de la Ligue du Gothard*.[25] Cet article ne sera jamais publié.

Quelles sont les raisons invoquées dans ce texte pour persister à exclure les juifs en 1944 ?

[illegible]

---

[13] *Ibid.*

[14] Lettre du Lt R. Braunschweig à la Ligue du Gothard, 19 novembre 1940, AfZ, LG N1 [illegible]

[25] [illegible] 15 juillet 1944, AfZ, GB N1 23 (trad. MP).

Ibid.

Cette prise de position a le mérite de la clarté. Jamais ne paraissait le directoire n'avait comme les vrais mobiles de l'exclusion des juifs. La Charte nationale de la Ligue du Gothard affirme que « *le Suisse [illegible] comprend [illegible] l'esprit et la culture des autres peuples [illegible] des diversités historiques, linguistiques, culturelles de son pays [illegible]* ». Mais le Suisse de la Charte nationale n'est pas à même de comprendre des compatriotes de religion juive, souvent établis en Suisse depuis plusieurs siècles ; ils ne sont même pas considérés comme des citoyens européens, leur place est au Mont Sion.

Le texte du directoire reprend les arguments racistes développés dans *La Genèse du XIXe siècle* de H. S. Chamberlain :

Les Occidentaux se montreraient hostiles à l'égard des juifs parce que inquiétés par leur mentalité particulière et parce que l'idée nationale juive serait une menace d'autant plus grande [illegible]

Les francs-maçons ayant été exclus de la ligue en même temps que les juifs, le même document prend également position à cet égard :

La franc-maçonnerie est-elle dangereuse ? Les francs-maçons eux-mêmes admettent qu'avant la guerre, en Espagne comme en France, des machinations ont été rendues possibles [illegible] des formes d'organisation et des rites maçonniques. [illegible] La franc-maçonnerie suisse dans sa forme et dans son essence n'est pas différente des loges étrangères qui lui sont alliées.

Corruption, trahison, maquignonnage : ces mots sont leurs condamnation définitive. Dès les débuts de la Ligue, ses organes d

17 Ligue du Gothard, *Charte nationale…*, *op. cit.*, p. 4.

[illegible] Universalis, 2004, p. 183.

[illegible] Yves [illegible] Jean-Marie [illegible] Armand Colin, 1996, p. 274-275.

[illegible] GB N1 23 (trad. MP).

[illegible] reprochent à la maçonnerie d'être une organisation secrète soumise à des influences étrangères. Mais le document de 1944 ajoute à cela l'accusation de trahison, qui, bien qu'elle ne s'adresse pas directement aux francs-maçons suisses, laisse supposer qu'il vaut mieux prévenir que guérir. Dans ce document du directoire, on baigne jusqu'au cou dans la théorie du « complot judéo-maçonnique ».

Dans une lettre du 3 février 1941, cinq membres avaient demandé à ce que l'interdiction faite aux francs-maçons de rejoindre la ligue soit levée. Ils argumentaient en avançant que le peuple avait rejeté massivement l'initiative Fonjallaz contre l'interdiction de la franc-maçonnerie et ils ajoutaient que l'exclusion constitue une concession aux éléments réactionnaires et intolérants du pays. Rien n'y fera : le directoire restera jusqu'au bout antisémite et antimaçonnique.

On se rappelle que le procès-verbal de l'assemblée constituante du 4 novembre parle « *d'influences non chrétiennes des sociétés étrangères et internationales* ». De toute évidence, on retrouve ici une caractéristique des régimes fasciste et national-socialiste : « *Pour [illegible] la question juive a toujours été associée au phénomène de la franc-maçonnerie et [illegible]* ». Les membres du directoire se défendent de faire une politique antisémite. En affirmant au sujet des citoyens juifs de notre pays « *qu'ils sont eux-mêmes conscients d'être différents de nous et que leur mentalité est plus éloignée de la nôtre que celles de tous les autres peuples européens* », ils reprennent un argument « völkisch » en parfaite opposition avec leur doctrine de l'unité dans la diversité. En ce sens, on peut répondre par l'affirmative à la question de Mattioli : « *Dans [illegible] peut-on parler [illegible] d'une conception ethnique « völkisch » de la Suisse [illegible] opposée à l'image [illegible] « Willensnation » multiculturelle* ». En assimilant les juifs helvétiques aux leaders sionistes de l'époque, Weizmann, Goldmann et Ben Gourion, et en ajoutant que la tradition et la foi juives « *sont*

[illegible] Ber [illegible] 1941, AfZ, GB N° [illegible]

[illegible] AfZ, GB N° [illegible]

[illegible]

[illegible]

des obstacles infranchissables à l'adoption de nos valeurs occidentales[325], ils suivent la ligne antisémite du *Pilori* qui considère que les juifs ne sont pas assimilables[326]. La caractéristique antisémite de la ligue est éloquente : elle donne un aperçu de la mentalité des personnalités dirigeantes du mouvement. À ce sujet, on peut remarquer que la tradition chrétienne imprègne très profondément la majorité des membres du directoire, parfois jusqu'à la bigoterie.

Peu après avoir quitté son poste de chef de la section Armée et Foyer, le colonel Frey remarque : « *Jusqu'à récemment, la question juive n'existait que pour quelques fanatiques. Maintenant, on peut se demander si cette question n'est pas en train de voir le jour dans de larges cercles de la population*[327] ». Détail piquant, une bonne partie des membres du directoire de la ligue sont engagés comme conférenciers au sein d'Armée et Foyer.

À mes yeux, l'antisémitisme de la Ligue du Gothard ne fait pas de doute. On peut citer à cet égard deux témoignages tardifs de membres du directoire. Dans son livre autobiographique, Philippe Muller donne deux arguments pour justifier l'exclusion des juifs de la ligue :

> *D'une part, une composante de nos membres, notamment les [illegible], accordait leur effort à rassembler en notre sein la droite et la gauche ; cette droite était, en Suisse romande, [illegible] de la droite française [illegible] de [illegible] et Suisse allemande, c'est-à-dire au milieu [illegible] par Maurras, [illegible] par le [illegible], dont l'antisémitisme était endémique et par moment violent. D'autre part, la technique nazie de pénétration faisait de l'antisémitisme un levier [illegible] dans tous les pays le national [illegible] [...] Mais [illegible] à la Ligue, trop attentifs aux procédés allemands [illegible] et [illegible] principes de leur soumission progressive à la [illegible] totalitaires, pour risquer, en admettant les Juifs dans nos rangs, de fournir à la propagande allemande des éléments d'[illegible] et de désagrégation*[328].

[325] [illegible] GB XI 23.

[326] [illegible] Verlag, 1990, p. 161.

[327] [illegible]

[328] Muller Philippe, *Tout ce que ta main...*, *op. cit.*, p. 37.

Cette prise de position très honnête date de 1941. Essayons de comprendre les arguments avancés entre les lignes. « Une composante de nos membres » signifie que la ligue est en partie composée de représentants d'une droite très radicale, voire fascisante, venant principalement de Suisse romande. L'expression « vocalement très forte » nous donne à comprendre que cette droite radicale ne recule devant rien pour imposer ses vues. Ne s'agit-il pas des « fanatiques » dont parle le colonel Frey ? Ou alors de certains membres du Réarmement moral ? Ce n'est pas la première fois que Muller évoque cette droite suisse romande, on s'en souvient. Le deuxième argument atteste du fait que la ligue n'est pas vraiment une organisation de résistance : « *Nous étions trop attentifs à ne pas [illegible] pour risquer de donner à la propagande [illegible] des éléments d'insinuation et de [illegible]* ». Est-ce là une action de résistance ? À la manière de l'« En avant Allgower [illegible] », on cherche à éviter de provoquer l'Allemagne. En résumé, la ligue abonde dans le sens de la « pétition des 200 » : « *Si nous voulons préserver notre liberté, nous devons nous [illegible] et de bonnes relations avec tous nos voisins et nous garder de prendre parti dans leurs affrontements* »[29].

Lors du colloque de 1997, Allgower est plus catégorique encore lorsqu'il affirme que la ligue était antisémite avant même l'assemblée constituante de novembre 1940. Un ami de Theophil Spoerri, le recteur Fritz Enderlin, avait refusé de signer une annonce de la ligue justement en raison de cette « question juive »[30]. D'autre part, Allgower cite une lettre que son père lui avait envoyée le 8 juillet 1940. Il lui écrivait : « *Le danger est grand que la ligue dérive vers le [illegible]. Le [illegible] symbole de ce dérapage, c'est le fait qu'elle se soit saisie de la « question juive »* »[31]. La ligue ayant été fondée le 30 juin 1940, on peut en déduire que l'antisémitisme de certains de ses fondateurs devait être notoire.

Une fois de plus, il faut souligner que le directoire avait réitéré sa prise de position antisémite en juillet 1944, alors que les exactions contre les juifs étaient en grande partie connues. Philippe Motta en témoigne à

[29] *Ibid.*

[30] [illegible] p. 254 (trad. MP).

[31] [illegible] Vortrag von Dr Walter Allgöwer [illegible] GB 63.1 (trad. MP).

propos de l'attitude de [illegible] en [illegible] 1942. [illegible]

B. Moments forts du contexte : 1941 et 1943

1 Fonctionnement du directoire

Entre 1941 et 1945, le directoire de la Ligue a été formé d'une dizaine de personnalités. Sept d'entre elles sont restées fidèles durant toute la guerre : [illegible], Christian Gasser, Philippe Mottu, Jehan [illegible], Charles [illegible], Philippe [illegible] et Albert Brunner. Une huitième personne, Kurt Vogelsang, a occupé le poste de secrétaire durant la même période. Douze personnes ont appartenu au directoire pour une durée limitée : Denis de Rougemont, Walter Allgöwer, Paul [illegible], Robert Eibel, René Leyvraz, [illegible], Heinrich [illegible], René Lalive d'Epinay, [illegible], Georges [illegible], Karl Frey, Maurice Veillard. Les procès-verbaux des réunions [illegible] au *Hôtel [illegible]* permettent de se faire une idée du [illegible] et des usages du directoire.

Les nouveaux membres sont choisis par cooptation et [illegible] ont été [illegible] mais avant que le directoire ne donne connaissance de sa composition :

> *[illegible]*
> *personnalités*[333].

Étrange comportement si l'on se remémore ce que Denis de Rougemont réclamait dans son texte de juillet 1940 : [illegible]

[332] Mottu Philippe, *Pile et Face...*, *op. cit.*, p. 59.

[333] *Lettre du Gothard* n° 35 du 21 avril 1942

pour la direction de la Ligue[334]. Oui, certes, mais à qui ? Ce simple fait est symptomatique de l'esprit qui préside à la fondation et à l'évolution de la ligue durant les premières années de guerre. On pratique volontiers la discrétion, voire l'opacité. Lorsque Ducommun se retire pour quelque temps, le directoire décide qu'il est officiellement en congé pour éviter de donner l'impression d'une crise au sein du directoire. Et ce n'est qu'au milieu de l'année 1942 qu'on informe la Diète de l'absence de Denis de Rougemont.

René Leyvraz a joué un rôle important dans la fondation de la ligue. D'un jour à l'autre, il quitte le directoire sans que personne ne connaisse les raisons de son départ. On a vu le chemin intellectuel que cet homme a parcouru au fil des ans pour élaborer un compromis sur la corporation. En 1935, il avait démissionné de son poste de rédacteur en chef du *Courrier de Genève* à la suite d'un litige qui l'opposait à son évêque et à son directeur commercial. Berra lui propose alors la place de rédacteur en chef de la *Liberté syndicale*. L'ouverture de la corporation vers la communauté professionnelle va, une nouvelle fois, lui coûter son poste. M. Besson va l'aider à trouver un nouveau travail comme journaliste à *La Liberté*. Peu après, il quitte définitivement le directoire de la ligue. L'historienne Françoise Larderaz écrit que « *les raisons de ce retrait sont inconnues* »[335]. Elle émet l'hypothèse d'une « *[illegible] lassitude face aux interminables discussions avec les Alémaniques, voire face à la ligne adoptée par la section genevoise de la Ligue qui sera de plus en plus marquée par [illegible]* ». Leyvraz doit avoir démissionné entre le 22 mars et le 18 avril 1942[336]. Durant toute l'année 1941, il n'est plus cité dans aucun protocole. De plus, il est régulièrement absent des séances. Le 9 mai, le protocole fait état d'un conflit sans en préciser la nature : « *En ce qui concerne Leyvraz, nous n'avons pas encore décidé s'il est opportun de lui faire une nouvelle proposition. Bien qu'il soit souhaitable de créer des relations transparentes, il faut éviter de perdre [illegible] catholique à disposition* »[337]. Ce document souligne un point intéressant. On constate que le directoire tient à avoir un catholique

[334] Rougemont Denis de, *Qu'est-ce que la Ligue du Gothard*, [illegible]

[335] Larderaz Françoise, *René Leyvraz…*, *op. cit.*, p. 462.

[336] *Ibid.*

[337] Protocole de la séance [illegible], Archives fédérales, Berne, Gotthard-Bund, dossier 17.

en son sein. Pour mettre en place un ordre neuf selon la foi chrétienne, comme l'affirme la première annonce de la Ligue, on ne peut pas renoncer à la moitié de la population. Je pense que Leyvraz a quitté le directoire pour des raisons idéologiques et certainement sur la base d'une grande déception. Il ne pouvait pas être en accord avec la ligne et les méthodes du Réarmement moral. En outre, il est dorénavant au service de *La Liberté*, un journal dont la ligne électorale ne pouvait pas manquer de déplaire à un directoire qui déléguait l'un des siens auprès de Salazar. Que signifie « créer des relations transparentes » ? Je pense que Leyvraz a tout simplement été dépassé sur sa droite. En ce sens, je suis d'accord avec Françoise Larderaz.

Le Dr Barga, médecin et catholique, est proposé pour lui succéder. Sa nomination sera finalement entérinée six mois plus tard, le 11 octobre 1942, contre l'avis de Lescaze, Lalive d'Epinay et Muller. Barga ne restera que très peu de temps dans le directoire. En janvier 1944, Karl Frey, Maurice Veillard de la Ligue vaudoise, et Georges Chavaz complètent l'équipe.

D'autres éléments des protocoles peuvent être employés à charge des méthodes du directoire. Comme je l'ai mentionné plus haut, ce n'est que le 25 avril 1942 que le directoire fait connaître sa composition dans une *Lettre au Gothard*. On y trouve les noms de Leyvraz et Schnyder. Or, ces deux personnes sont démissionnaires à cette époque. Adolf Loepfe, un secrétaire syndical qui travaille à la communauté professionnelle, est « démissionné » le 12 décembre 1942, peu de temps après son entrée en fonction. On lui envoie une lettre lui annonçant qu'à la suite de divergences d'opinion, il est parti de son plein gré.

Sur l'ensemble de ces années de guerre, le directoire est constitué objectivement de sept hommes. Tous les sept sont adeptes ou proches du Réarmement moral.

2 La Charte nationale

La Ligue du Gothard veut mettre un terme à l'indécision politique, à l'opportunisme sans principe et sans grandeur. Elle a fait donc élaborer, pour orienter son action propre et donner un vrai programme au gouvernement, une Charte nationale.[338]

[338] *Lettre du Gothard* n° 20 du 6 août 1941

surprenante et éloquente, cette information publiée dans la vingtième *Lettre au Gothard*, le 6 août 1941. Il ne s'agit de rien de moins que de donner un « clair programme » au mouvement. Elaborée par un petit groupe (Brunner, Ducommun, [illegible], Gasser et [illegible]) en avril 1941, la Charte « *constitue une compensation des attitudes* [illegible] *aux aspirations de la génération de* [illegible] » [illegible]. Il serait plus juste de parler des aspirations communes aux mouvements de rénovation. Durant toutes les années de guerre, elle restera le fondement de l'action politique de la ligue. En 1942, les objectifs exprimés par la Charte sont repris en un programme minimal visant à préparer l'après-guerre. Sur quarante-six pages, le terme « corporatisme » est employé une seule fois, en relation avec la communauté professionnelle. On sent la volonté d'éviter ce vocable en le remplaçant par les expressions fédéralisme, communauté nationale, confédérés.

En 1991, Philippe Muller porte sur cette Charte un regard inattendu : « [illegible] » [illegible].

La Charte débute par un préambule [illegible] sur les mythes du pays : « *Confédération* [illegible] *Gothard* [illegible] » [illegible]. Ce préambule est un classique de l'utilisation abusive du mythe dans le cadre de la Défense nationale spirituelle : « *Que l'on cherche* [illegible] *la mission de la Suisse en Europe* [illegible] » [illegible]. La montagne, dans le cas présent, c'est le Gothard, qui a donné son nom à la ligue [illegible] impulsion de Georg Thürer [illegible]. On retrouve ici les « constantes » de la Suisse de Reynold et Rougemont : « *Historiquement, le Gothard représente tout un passé de solidarité confédérale d'esprit*

[illegible] Muller Philippe, *Tout ce que ta main...*, *op. cit.*, p. 38.

[illegible] *Ibid.*

[illegible] Ligue du Gothard, *Charte nationale...*, *op. cit.*, p. 3. [illegible]

[illegible] Gasser Christian, *Der Gotthard-Bund...*, *op. cit.*, p. 21

communautaire de libertés civiques, – tout un passé qui nous parle aujourd'hui le langage le plus actuel et nous indique les voies de notre avenir. »[344] L'Alliance perpétuelle, c'est la fidélité par le mythe à une démocratie confédérale primitive « *nordische Urdemokratie* », c'est-à-dire une confédération dirigée autoritairement « *eine autoritär geführte Genossenschaft* »[345]. Marchal démontre que les frontistes, le « Nationale Front » en particulier, font appel à ce mythe pour fonder leur idéologie : « *La rénovation du pays doit prendre sa source dans le mythe éternel d'une 'Alliance perpétuelle' (Ewigen Bundes)*[346] *et dans le vécu de 'confédéré' ; cette 'Alliance perpétuelle', dont celle de 1291, qui s'est développée organiquement, constitue et aspire vivement vers une puissante Confédération des 22 Cantons* »[347]. Marchal cite ici l'idéologue du « Nationale Front » Alfred Zander. Il faut bien reconnaître que la Charte recourt également à ce vocabulaire et reprend, dans son préambule, certaines de ces idées. Marchal avoue qu'il apparaissait toujours plus clairement, depuis le milieu des années 1930, que le danger ne venait ni de la démocratie libérale ni de la démocratie sociale, mais du fascisme et du nazisme. Pour les mouvements de rénovation, ce recours à la tradition jouait un rôle de légitimation : « *Plus le besoin de légitimation se faisait sentir, plus souvent devenait l'appel aux 'Anciens Confédérés' et à la tradition suisse.* »[348]

La Charte s'articule en trois parties : la Charte de la Personne, la Charte du Travailleur et la Charte du Citoyen. La méthode utilisée est caractéristique des mouvements prosélytiques. On commence par dépeindre un tableau catastrophique de la situation présente, avant de présenter des solutions exemplaires.

Charte de la Personne

La description du présent reprend la litanie classique contre la démocratie libérale : « *En faisant perdre leur sens à la famille et au métier, le matérialisme a rabaissé l'homme. Lui ôtant sa dignité, son*

[344] Rougemont Denis de, *Qu'est-ce que la Ligue du Gothard ?*, *op. cit.*, p. 4.
[345] Marchal Guy P., *Schweizer Gebrauchsgeschichte...*, *op. cit.*, p. 134.
[346] *Ibid.*
[347] *Ibid.*, p. 135 (trad. MP)
[348] *Ibid.*, p. 138 (trad. MP)

[illegible]ment et sa joie de vivre. C'est la famille qui est touchée la première dans la hiérarchie des communautés naturelles. L'école n'a pas ce programme d'éducation précis. L'[illegible] des associations et des sociétés tend à séparer l'homme de ses communautés naturelles. Une grande partie de la presse n'est plus qu'[illegible] sans mission. »[54] Face à ce tableau calamiteux, le rédacteur propose sa vision : « *La vocation de l'homme, c'est d'être le serviteur de Dieu. [illegible] la famille, la forme [illegible] de celle de l'homme [illegible] l'homme [illegible] l'armature spirituelle communale et le peuple. Dès les premières classes, la jeunesse apprendra à comprendre et à [illegible] aimer [illegible]. La jeunesse [illegible] spirituellement et [illegible] naturelle. [illegible] des groupements de jeunesse de toutes sortes [illegible] personnelle, [illegible] de la nation, au pays et au peuple.* » Comment ne pas tirer un parallèle avec l'organisation de la jeunesse du grand voisin du nord ? Toujours cette fascination pour les « mérites des fascismes, ces vrais [illegible] authentiques [illegible] de sacrifice [illegible] » La presse, elle aussi, doit être soumise au système autoritaire : « *À la tête des journaux, on placera des personnalités courageuses qui sauront [illegible] les droits de l'avenir contre les entraînements du présent et rester fortes et calmes quand l'opinion publique se divise.* » Une question se pose : qui est-on ? Qui se chargera de placer ces personnalités exceptionnelles à la tête des journaux ? Qui, si ce n'est le ou les représentants d'un système autoritaire ? On parle de la nécessité pour la presse d'être « libre ». Comment imaginer qu'elle puisse l'être si les hommes qui la dirigent sont les thuriféraires du régime à qui ils doivent leur charge ?

Charte du Travailleur

La Charte voit dans l'économie du présent un entraînement inévitable vers la lutte des classes (communisme) et une intervention

[54] Ligue du Gothard, *Charte nationale …, op. cit.*
[55] *Ibid.*
[56] Cité in Burrin Philippe, *La dérive fasciste…, op. cit.*, p. 99.
[57] Ligue du Gothard, *Charte nationale…, op. cit.*, p. 16.

de plus en plus forte de l'Etat (étatisme) : « [illegible] *travail digne de lui.* »[354]

A l'instar de la Charte de la Personne, les propositions pour l'[illegible] commencent par une référence à Dieu : « [illegible] » (évocation de Genèse 1.28). La solution proposée au marasme ouvrier, c'est le paternalisme sous toutes ses formes : « [illegible] *se plient pas à la discipline nécessaire.* »[356]

Dans l'univers économique antilibéral proposé par le directoire, le capitalisme n'est pas mort, bien au contraire. Les travailleurs sont mis au pas au profit d'une classe dirigeante et propriétaire des moyens de production. Impossible de ne pas citer Pierre Ma[illegible] : « [illegible] » Rappelons ici les paroles de Charles Ducommun : « [illegible] » Dans sa critique du Réarmement moral, Fritz Heine cite un passage pertinent d'un livre de Frank Buchman : « [illegible]

[illegible]

Ducommun Charles-F., *Destin national...*, op. cit., p. 11.

[illegible] des entreprises et le capital [illegible] la conduite de Dieu ». Et Berne de remarquer que ces belles paroles finissent toujours par avantager le capital.

Crise du Citoyen

La Personne et le Travailleur ont perdu leur dignité ; il en va de même pour le citoyen : « *Le citoyen s'enferme dans sa vie privée : la profession et la famille [illegible]. Le Parlement est l'image [illegible] des partis. La confusion générale [illegible] Conseil fédéral. Le peuple et le Parlement n'ont pas d'idées claires sur l'avenir de la Suisse et sur les exigences de notre situation. Le Gouvernement ne parvient pas à établir un programme.* »[360]

Pour remédier à cette « confusion générale », le directoire base sa proposition de réforme des structures politiques sur quatre conditions :

« *La première condition d'une rénovation de notre Confédération est que chaque Confédéré retrouve le sentiment de ses responsabilités [illegible] et de ses droits de citoyen.*

La seconde condition de la rénovation de notre Confédération est la création ou la restauration des corps intermédiaires [illegible] entre l'individu et l'État. Le fédéralisme [illegible] de compétences et de responsabilités préserve la Confédération de glisser vers l'étatisme absolu.

La troisième condition de la rénovation de notre Confédération est la formation [illegible] de l'opinion publique. La grande majorité du peuple a besoin d'être entraînée à voir [illegible] la réalisation d'un ordre fédéral réel. »[361]

Ces quelques phrases offrent à elles seules un portrait fidèle des intentions du directoire. Par la propagande, on veut préparer l'adhé-

[illegible] p. 348 (trad. MP).

[360] LIGUE DU GOTHARD, *Charte nationale …, op. cit.*

[361] *Ibid.*

sion du peuple à un système fédéraliste autoritaire, fondé sur la négation de l'individualisme et de la liberté. L'idéologie ainsi définie, il faut maintenant forger les outils indispensables au façonnement de la « grande majorité ». « *Dans tous les milieux du peuple, dans tous les camps politiques, il faut que se forment les cadres de cet ordre et qu'ils soient [illegible] les protagonistes convaincus. Ce sont ceux qui en feront pénétrer les principes essentiels dans l'ensemble de la nation. Le succès dépend largement de la propagande qu'on réussira à organiser. Sans explications honnêtes, on amènera ses concitoyen à prendre une décision.* »[362]

Quel bel exemple des méthodes du Réarmement moral ! La formation des cadres d'un nouvel ordre politique et social, n'est-ce pas là justement la méthode préconisée par le Réarmement ? Et ces cadres seront au service d'une idéologie de conquête des masses par la transformation de la vie des autres, de gré ou de force ? Mais le Réarmement moral n'est pas le seul à prôner la formation de cadres chargés précisément « d'entraîner le peuple à vouloir », comme nous le verrons ultérieurement.

La quatrième condition de la rénovation est une révision de la Constitution dans le sens du fédéralisme d'Ancien Régime. On attend du Conseil fédéral qu'il gouverne avec autorité ; son objectif devrait être de créer et recréer le pays. En d'autres termes, le gouvernement du pays devrait jouer un rôle idéologique. L'« accord de tous » doit être préparé par une éducation persévérante afin que la majorité du peuple soutienne le Conseil fédéral. Cette doctrine du Réarmement moral, la nécessité d'un « accord de tous », est également présente d'une manière récurrente dans la nouvelle société proposée par la Ligue.

La Charte suggère de donner plus d'importance aux droits civiques. Comment ? En augmentant le nombre des signatures nécessaires au dépôt d'une initiative populaire ou d'un référendum.

La Charte se termine sur ces paroles : « *Ce n'est que dans la liberté et l'indépendance que nous pourrons construire la Confédération de demain, la Confédération dans la foi et dans le travail.* »[363] Le tout placé sous l'autorité de Dieu : « *La Confédération a reçu son élévation et*

[362] *Ibid.*
[363] *Ibid.*, p. 46

[illegible] éternelle avec Dieu. »[364]

3 Les activités du directoire de 1941 à 1945

L'économie et l'idéologie : ces deux sujets sont au centre des activités de la ligue durant toute la guerre. Deux types de documents sont à disposition pour juger de l'activité du directoire et, surtout, de son évolution. D'une part les *Lettres du Gothard*, publiées deux fois par mois ; d'autre part, les livres et opuscules publiés par les membres du directoire en 1941 et 1942, en particulier *Eidgenössische Politik* de Theophil Spoerri, *Pierres d'angle de la reconstruction nationale* rédigé par trois [illegible] : Dr Paul Tournier, Charles Ducommun et Philippe Mottu, et enfin *La Suisse face à son destin*.

Les dix premières communications aux membres de la ligue portent le titre de *Lettre du Gothard*. En mars 1941, le Département de l'Intérieur fait savoir à la ligue que ces feuilles tombent sous le régime des prescriptions de la presse et donc de la censure. Les *Lettres du Gothard* deviennent alors des *Communications de la Ligue du Gothard* et sont destinées uniquement aux membres du mouvement, tout en restant assujetties au contrôle officiel. A de maintes reprises, le directoire demande une autorisation d'éditer et de distribuer publiquement ces *Communications*. La ligue reprend le terme *Lettre du Gothard* dès le 5 décembre 1942. L'autorisation de publier officiellement lui parvient le 28 décembre 1942.

On connaît l'engagement de la ligue en faveur de l'AVS. Le 3 septembre 1941, vingt-six organisations fondent à Genève un comité d'action chargé de préparer une initiative pour une assurance vieillesse. La ligue est contactée en raison de ses attaches dans la Suisse entière. En janvier 1942, le secrétaire de la ligue, Kurt Vogelsang, réunit à l'*Hotel Elite* de Zurich les notables des milieux politiques et économiques du pays. Dès avril de la même année, la récolte des signatures peut commencer. Le mérite de la ligue dans cette affaire est d'avoir su réunir les différentes forces politiques du pays et d'avoir apporté un soutien sans faille à l'initiative. La question de l'AVS, bien que très importante pour le pays, n'appartient pas exclusivement à la ligue, loin s'en faut. C'est pourquoi je ne poursuivrai pas mes

[364] [illegible]

recherches sur ce sujet. Il en est de même pour le Plan Wahlen, que la ligue soutient tant sur le plan de la propagande que sur le terrain. Mais ici aussi, il ne s'agit pas d'une action propre à la ligue : je ne m'y attarderai donc pas.

3.1 Le programme technocratique et économique : 1941-1942

A part la Charte nationale, deux thèmes prédominent durant ces années : la réunion par le directoire de « conférences nationales interpartis » et le projet d'économie fédéraliste de Christian Gasser.

3.1.1 Les conférences interpartis

Le 31 janvier 1942 a lieu la première conférence nationale interpartis organisée par le directoire. Les archives fédérales montrent que l'initiateur principal n'est autre que Walter Allgower. C'est lui qui a demandé au directoire d'organiser cette conférence. La liste des partis représentés prouve que la ligue jouit d'une certaine considération : Parti démocratique suisse, Parti populaire évangélique, Parti radical, la Monnaie franche, Mouvement jeune libéral, Alliance des indépendants, Parti libéral, PAB, Parti catholique conservateur. On notera l'absence des partis de gauche et du principal d'entre eux, le PSS. Dans la *Lettre* du 21 février 1942, Sprecher écrit : « *Nous avons eu le plaisir de développer nos propositions devant 40 de quelques membres, dont un certain nombre appartenait au Conseil national, au Conseil des Etats et aux gouvernements cantonaux.* »[365] Les propositions de la ligue portent sur « *deux problèmes nationaux les plus urgents : la collaboration sur le terrain professionnel et la coordination économique* »[366]. Le 30 avril, on apprend que les partis ont montré de l'intérêt envers ces propositions. La *Lettre du Gothard* est consacrée à cette première conférence sous le titre : *Un second 1918 ?*

Le programme établi par le directoire comprend la création d'un organe national de coordination économique (planification) et la mise en place de la communauté professionnelle. Il fait l'objet d'une seconde conférence interpartis le 9 mai 1942. Les responsables des partis proposent d'en faire une motion, présentée dans la *Lettre* du 5 juin 1942, et de la défendre devant le Conseil national. Sous le nom

[365] *Lettre du Gothard* n° 31 du 21 février 1942.

[366] *Ibid.*

d'économie fédérative, c'est le projet de Christian Gasser qui est présenté aux partis. Il en sera question plus loin.

La deuxième moitié de l'année 1942 se passe sans que la motion ne soit présentée aux chambres. Le directoire s'en indigne en s'écriant : « *La Ligue du Gothard ne peut tolérer plus longtemps cette politique dilatoire. Notre motion a été acceptée par les partis [illegible], mais [illegible] les partis n'ont pas tenu leur promesse.* »[367]

Enfin, le 9 décembre, le président du Parti radical, M. Wey, présente la motion au Conseil national, elle est immédiatement transformée en postulat. Très déçu, le directoire attaque le Département de l'Économie publique et son chef, le conseiller fédéral Stampfli, dans sa *Lettre du Gothard* du 23 décembre 1942 :

> *Depuis deux ans, la Ligue du Gothard n'a cessé de travailler dans ce sens [illegible] l'après-guerre ! [illegible] avant même que la Charte nationale ne vienne donner une vue d'ensemble des tâches à accomplir [illegible]. Peut-on comprendre enfin l'étrange exclamation faite par M. Stampfli le 9 décembre [illegible] de cette nation [illegible] de plus pour notre sauvegarde économique [illegible] les Offices fédéraux compétents [illegible] un programme général.*[368]

À la fin de l'année 1942, la Ligue annonce un « programme minimum » et la fondation d'un « secrétariat indépendant de l'économie » sous la présidence de Christian Gasser. C'est à la même époque que Sprecher doit se mettre en congé pour quelque temps, en raison d'ennuis de santé. Adolf Brunner le remplace à la présidence, sans d'ailleurs que cette décision fasse l'objet d'une communication. Le « programme minimum » comprend six thèmes : la création de l'office de planification économique, la réforme fiscale, la communauté professionnelle, l'AVS, les stages de la jeunesse à la campagne et la révision de la Constitution.

[367] *Lettre du Gothard* n° 42 du 28 octobre 1942.
[368] *Lettre du Gothard*, n° 46 du 23 décembre 1942.

3.1.2 Le projet d'économie fédéraliste

Durant toute l'année 1942, Christian Gasser a préparé la création d'un secrétariat indépendant à l'économie. Le 10 décembre 1942, il réunit quelques industriels au secrétariat de la ligue, Börsenstrasse à Zurich, pour fonder la « Vereinigung für eidgenössische Wirtschaft » sous le patronat de la Ligue du Gothard. L'organisation veut se pencher sur les problèmes fondamentaux de l'économie. Son objectif immédiat est la réorganisation de l'économie de guerre par une critique positive et par des propositions constructives. Elle se propose d'influer sur les décisions économiques par des contacts personnels avec les représentants de l'économie privée et les responsables de l'administration fédérale, par des exposés et un travail journalistique. En d'autres termes, elle représente un nouveau groupe de pression. Son premier « chargé d'affaires » est Christian Gasser. Il exige des moyens financiers importants, y compris un secrétariat et une garantie d'emploi de trois ans au moins. Les premiers problèmes auxquels le secrétariat désire s'attaquer sont identiques à ceux du programme minimum.

En 1942 paraît un ouvrage collectif patronné par la ligue, *La Suisse se forge son destin*. Sur les neuf auteurs, cinq font partie du directoire et du Réarmement. C'est la contribution de Gasser qui nous intéresse ici. Sous le titre *L'économie fédérative*, il parle de travail réalisé en préparation à la fondation du secrétariat indépendant à l'économie.

Gasser débute son exposé par la présentation des trois systèmes économiques possibles : l'économie individualiste (libéralisme), l'économie coopérative (production collective et contrôlée, consommation libre), l'économie solidariste (communisme). Il propose ensuite de bâtir une économie fédérative sur la base d'une synthèse des trois systèmes. Une sorte de syncrétisme économique, mais en veillant à respecter la démocratie « *telle qu'elle doit être comprise* [...] *Mais que l'on se garde de penser que nous préconisons un retour à l'économie libérale* ». Sur ce point, il compare le libéralisme de Manchester « *au renard* [illegible]

Exposé [illegible] AfZ NL CB 34

Ibid.

Gasser Christian, « L'économie fédérative » in [illegible], *La Suisse se forge son destin*, Neuchâtel : Éditions de la Baconnière, 1942, p. 233

[illegible] de la réglementation du travail [illegible][illegible]. Le but de cette économie fédérative ? Rendre inutile la lutte des classes en dirigeant tous les efforts vers une augmentation de la taille du gâteau à partager, c'est-à-dire en produisant plus. Dix-huit mesures doivent accompagner cet ambitieux programme économique. La première donne le ton de l'ensemble : « *Dans un régime de [illegible] constante [illegible] des facteurs de la production [illegible] la possibilité, par un accroissement correspondant de ses prestations d'augmenter ses consommations de [illegible]* »[illegible]. Un principe simple : qui travaille plus, gagne plus, et consomme plus, provoquant un effet boule de neige. Et ce régime « *est caractérisé par une telle [illegible] que [illegible] droit au travail. Cette [illegible] le travail [illegible]* »[illegible]. Et pour que ce système fonctionne, il faut une intervention coordonnée de l'État englobant l'économie entière.

Voyons un peu plus en détail comment cette économie fédérative syncrétique est bâtie :

1. Les éléments coopératifs : tous les hommes s'assistent les uns les autres comme les anciens confédérés ont promis de le faire dans le Pacte de 1291.

2. L'organisation professionnelle : il s'agit de refaire du travailleur un homme total. La communauté professionnelle doit régler les rapports, les conditions de travail et les salaires ; elle doit régler les questions de formation et de perfectionnement, étudier les mesures de rationalisation, réaliser la collaboration entre les entreprises. Mais « *elle ne doit pas devenir le facteur décisif de la direction de l'économie. Ce n'est pas à elle qu'il appartient d'[illegible] les règles économiques. Elle remplit ses fonctions en se soumettant à ces règles* »[illegible]. En poursuivant la lecture, il devient clair que la communauté professionnelle devient le « *bras économique de l'État* »[376].

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

3. L'idée de planification. « *Bien que la discipline de l'économie fédérative soit librement consentie, elle n'en est pas moins une discipline.* »[377] Ces mesures économiques tendent vers deux buts : l'accroissement de la production et la couverture de la consommation. « *Tous les efforts doivent tendre à augmenter la quantité qui doit être partagé.* »[378]

Dans l'économie fédérative, c'est le Conseil fédéral qui dirige la politique économique avec l'assistance d'un état-major chargé de l'étude du plan, de son application et du contrôle des résultats. À côté de cet exécutif économique, on trouve un Conseil économique constitué des représentants de l'industrie.

Suit une longue liste de mesures dans lesquelles on décèle le but suprême, une augmentation de la productivité. Citant Milza, on peut soutenir que cette économie fédérative est « *un instrument utilisé par le patronat pour tuer dans l'œuf les revendications des travailleurs* »[379]. De plus, elle est en contradiction totale avec la critique adressée au productivisme par les personnalistes.

L'économiste du directoire, Christian Gasser, pose un problème. Comment concilier sa pensée de libéral manchestérien, membre du Redressement national, son antiétatisme de la Ligue des sans subventions avec le planisme de son économie fédérative ? La signature d'Alfred Carrard dans *La Suisse forge son destin*[380] donne une piste à suivre. Le colonel Carrard, oxfordien et ami de Mottu, « *promoteur d'un nouveau style de relations industrielles* »[381], avait développé un principe du chef qui « *renvoit à ses origines, c'est-à-dire au droit et à l'affirmation de la hiérarchie militaire* »[382]. « *Décrite par Rudolf [illegible] comme une "autocratie industrielle" fortement teintée de militarisme et de patriotisme, la méthode Carrard témoigne d'une admiration sans fard pour les modèles autoritaires allemands et italiens* »[383].

[377] *Ibid.*, p. 240.

[378] *Ibid.*

[379] Milza Pierre, *Les fascismes…*, *op. cit.*, p. 316.

[380] Carrard Alfred, [illegible] *La Suisse forge son destin*, Neuchâtel : [illegible] la Baconnière, 194[illegible].

[381] Mottu Philippe, *Pile et face…*, *op. cit.*, p. 38.

[382] Leimgruber Matthieu, *Taylorisme et management en Suisse romande (1917-1950)*, Lausanne : Éditions Antipodes, 2001, p. 119.

[383] *Ibid.*, p. 130.

Le fordisme et le taylorisme *« [illegible] rationalisation industrielle sans âme »*[384]. Pour parer à cette impopularité, Herbert Casson, fils d'un pasteur évangéliste anglais, lance les « Efficiency Club ». Dans le dessein de combattre le marxisme et la lutte des classes, il en appelle à la responsabilité sociale du prolétariat. En vertu de cette idéologie entrepreneuriale, il deviendra profondément élitiste et prônera la sélection des plus aptes, le darwinisme social[385]. Or, Christian Gasser est l'un des trois fondateurs, en 1936, de l'Efficiency Club de Zurich, en compagnie du secrétaire de l'Union centrale des associations patronales Friedrich Bernet et du consultant en organisation Hermann Stockar[386]. L'économie fédéraliste est un *« projet productiviste d'[illegible] fortement marqué par le christianisme social »*[387].

Pour son économie fédérative, Christian Gasser s'est largement inspiré de la « Charte du Travail » de Vichy, qui commence par ces mots : *« Il n'y aura pas de paix sociale tant que durera l'injustice de la condition prolétarienne. Signé Philippe Pétain »*. Par[illegible] même, Gasser reprend mot à mot cette charte pétainiste. Citant Vichy, Jean-Pierre Azéma nous donne un raccourci pour comprendre l'économie fédérative proposée par Gasser : *« A la règle démocratique du suffrage universel, il faut opposer une société responsable, gouvernée [illegible] par les élites sociales — au sens restreint du terme — et [illegible] Charte du Travail, promulguée le 4 octobre 1941 spécifie bien que le chef d'entreprise [illegible] le seul maître de la conduite et de la gestion de son entreprise »*[388].

Philippe Motta écrit que *La Suisse forge son destin* a connu un vif succès en France, *« où il circula sous le manteau dans les cercles de la Résistance »*[389]. On peut émettre l'hypothèse que le livre a bien circulé en France, mais au grand jour dans les cercles collaborationnistes, en raison de son contenu.

384 *Ibid.*, p. 132.
385 *Ibid.*, p. 133-134.
386 *Ibid.*, p. 135.
387 *Ibid.*, p. 142.
388 [illegible] Pierre [illegible] Michel [illegible] *France*, Paris : Éditions du Seuil, 1993, p. 200.
389 MOTTA Philippe, *Pile et face...*, *op. cit.*, p. 46.

3.2 Le programme idéologique et économique : 1943-1945

L'année 1943 est consacrée principalement aux questions de propagande. Il semble que la menace militaire s'éloigne du pays. Il devient clair que les Allemands ne gagneront pas la guerre. Mais le directoire tient à affirmer haut et fort que la guerre n'est pas terminée et qu'il faut rester vigilant, surtout sur le front intérieur, car on assiste au retour du loup, à savoir Léon Nicole et les communistes. Par une série de *Lettres du Gothard*, le directoire veut éduquer en expliquant les mécanismes de la propagande, mais aussi avertir du danger communiste intérieur, accusé de mener une « *propagande de désagrégation* »[390].

En 1944, les *Lettres* parlent souvent de la situation sur le front européen ; c'est une nouveauté. Sous la plume de Charles Ducommun, quatre numéros sont voués à l'évolution économique et sociale. C'est à la même époque que le terme « démocratie » reprend des couleurs.

En 1945, les *Lettres* sont essentiellement dédiées au programme d'après-guerre, en particulier aux réformes électorale, fiscale et constitutionnelle.

3.2.1 La propagande et le danger communiste

En mai 1943, le directoire pose la question des conséquences qu'une invasion de l'Europe aurait sur notre pays. Sous le titre « Être prêt », on assiste aux premières déclarations de résistance sans équivoque. L'envahissement de l'Europe de l'Ouest par les Alliés multiplie « *l'importance des grandes voies de communication* ». Il se peut que « *sous la menace d'invasion, on tente de nous arracher le contrôle de ces voies* ». Les Allemands ne sont pas cités nommément, on les appelle « les défenseurs ». Un deuxième scénario est envisageable : « *Il n'est pas exclu que le défenseur, à l'instar de la Suisse, se replie dans un « réduit » sur le Rhin, le long du Jura et en s'appuyant sur la chaîne des Alpes.* » Et la *Lettre* de conclure : « *Nous nous défendrons dans tous les cas et quel que soit l'agresseur. Les puissances de l'Axe comme les Alliés peuvent être certains que jamais nous ne tolérerons*

[390] *Lettre du Gothard* n° 69 du 29 novembre 1943

que [illegible] des belligérants [illegible] de la Suisse [illegible] stratégique. » Le directoire donne ensuite un commentaire assez étrange de la neutralité :

> *La compréhension des belligérants envers les [illegible] est [illegible]. On attend de nous [illegible] non pas une abstention, mais une participation active de [illegible] côté [illegible]. Dans les deux camps on est [illegible] et [illegible] la lutte [illegible] et pour la liberté des peuples [illegible] est aussi une lutte pour la Suisse.*

Ces quelques phrases sont chargées de signification : les Alliés se battent pour la liberté des peuples, c'est un fait pour le directoire. Et les Allemands luttent contre le bolchevisme, c'est tout aussi évident. Sous le titre *[illegible]*, Émile Giroud écrit :

> *Ce n'est pas sur le champ de bataille que le bolchevisme sera vaincu ; aussi est-il vain d'appeler les peuples à se saigner aux quatre veines pour empêcher que la [illegible] ne [illegible] dans les plaines russes. C'est ici même, en Europe, dans nos cités et nos campagnes, que la lutte doit être menée et [illegible] en abolissant le besoin et la misère qui [illegible] notre civilisation*[392].

La crainte du bolchevisme motive les actions de tous les mouvements de rénovation. Nous avons vu que cette peur justifie également la création du groupe d'Oxford puis du Réarmement moral. La Ligue du Gothard ne fait pas exception à la règle. Les mesures sociales proposées ne sont pas progressistes. Il s'agit plutôt d'enlever aux peuples les mobiles d'une révolte ; « panem et circenses » pourrait être la devise de ce programme de réformes. Dès 1942, le projet économique du directoire est orienté vers l'après-guerre : « *Les conséquences de la guerre et du régime de pénurie dureront plusieurs années et se [illegible] après que le conflit aura pris fin, pendant une longue période de transition.* »[393] « *Il ne dépendra que de nous de prévenir les dangers intérieurs.* »[394]

[391] *Lettre du Gothard* n° 56 du 15 mai 1943.

[392] *Lettre du Gothard* n° 52 du 19 mars 1943.

[393] *Lettre du Gothard* n° 36 du 30 avril 1942.

[394] *Ibid.*

La crainte d'un « second 1918 » est dominante durant toutes ces années. La première phrase du livre de l'historien Willi Gautschi donne un début d'explication à l'inquiétude voire à la psychose du directoire à ce sujet : « *La grève générale de novembre 1918 est l'événement le plus grave de la politique intérieure suisse depuis la fondation de l'État fédéral en 1848* »[389]. La deuxième partie de l'explication nous est donnée par H. U. Jost dans la postface du même ouvrage : « A la lumière des événements révolutionnaires à l'étranger, beaucoup de Suisses pensaient en 1918 que notre pays se trouvait à la veille d'un bouleversement bolchevique. Montée en épingle, cette psychose permettait aux cercles qui y trouvaient leur intérêt de poursuivre une politique réactionnaire[390].

L'essentiel des efforts de la Ligue durant ces années est marqué du sceau de cette psychose. Qu'on en juge : « *Dans ces derniers temps, nous avons constaté une recrudescence de l'activité communiste. Les tracts qui ont été saisis nous montrent que certains de nos concitoyens veulent préparer des troubles semblables à ceux qui se sont déroulés à la fin de l'autre guerre. Là encore, nous devons engager notre responsabilité personnelle et créer dans notre pays un ordre social qui rende impossible le retour d'un nouveau 1918* »[391]. Cet ordre social c'est la Charte nationale, l'économie fédérative de Gasser et la communauté professionnelle de Ducommun.

3.2.2 L'évolution économique et sociale

En 1943, Charles Ducommun avait participé à des causeries radiophoniques destinées à des auditeurs américains. Le thème portait sur l'organisation des communautés professionnelles. En l'espace de deux mois, les *Lettres* reprennent les idées exprimées dans le manuscrit de Ducommun sous le titre *L'évolution économique et sociale de la Suisse*. On peut remarquer d'emblée une certaine modération dans la pensée du syndicaliste, employé maintenant au service de l'Office fédéral de l'économie de guerre. Le terme « démocratie » revient couramment dans ce texte. L'influence des auditeurs américains sur l'orateur ?

[389] GAUTSCHI Willi, *Der Landesstreik 1918*, [illegible], Zurich, Chronos Verlag, 1988, p. 9 (trad. MP).

[390] JOST Hans Ulrich, « Der historische Stellenwert des Landesstreiks », Nachwort zu GAUTSCHI Willi, *Der Landesstreik 1918…*, *op. cit.*, p. 1.

[391] *Lettre du Gothard* n° 39 du 25 juillet 1942.

Ducommun ouvre son discours par un plaidoyer en faveur de l'homme total, une figure opposée à l'homme de masse. Pour que le travailleur redevienne cet homme total, cet homme qui [illegible], il faut faire « [illegible] des communautés d'entreprises et des communautés professionnelles [illegible] employeurs et employés ».[398] L'article aborde ensuite dans le sens de Gasser et de son gâteau à partager : « [illegible] dans la production ».[399] Le texte n'est pas exempt de paternalisme et d'une bonne dose d'utopisme lorsqu'il propose aux directeurs d'inviter dans leur foyer deux fois par semaine 25 ouvriers afin de leur exposer leurs problèmes.

Contrairement à Gasser, Ducommun refuse une direction de l'économie par l'État. La communauté professionnelle est assez forte « [illegible] de la communauté nationale ».[400] L'État peut se passer d'envoyer ses fonctionnaires au sein de l'entreprise. À la discipline de l'État, elle substitue l'autodiscipline. Par les contrats collectifs de travail et la paix du travail, la Suisse est sur la voie de la communauté professionnelle. « *La démocratie est [illegible] d'autodiscipline [illegible] au lieu de contrainte. C'est aussi un régime de participation [illegible] solidarité au lieu de collectivisme.* »[401]

Pour terminer, Ducommun propose un système de caisses de compensation et de soutien à la conjoncture durant les crises. « *[illegible] jusqu'ici.* »[402]

[398] *Lettre du Gothard* n° 75 du 29 février 1944.
[399] *Lettre du Gothard* n° 76 du 16 mars 1944.
[400] *Lettre du Gothard* n° 77 du 12 avril 1944.
[401] *Lettre du Gothard* n° 78 du 2 mai 1944.
[402] *Ibid.*

3.2.3 Le programme d'après-guerre

Entre février et avril 1945, le directoire présente son programme de paix basé sur trois piliers : la réforme électorale, la réforme fiscale et la révision de la Constitution.

Une lecture attentive du projet de réforme électorale[403] proposé par le directoire permet de déceler deux objectifs principaux : empêcher la gauche de prendre de l'importance et museler les partis. Connaissant les vues du directoire sur les structures de la Confédération, on peut également distinguer une certaine nostalgie du fédéralisme d'Ancien Régime.

On admet le rôle positif que les partis ont à jouer dans un système démocratique : *« il est nécessaire de donner à tous ceux qui ont les mêmes idées politiques la possibilité de se grouper pour agir en commun en dehors de toutes les limites naturelles imposées par la famille, la commune et la profession »*. Toutefois, les partis *« confondent trop souvent leurs intérêts particuliers avec l'intérêt général »*. C'est pourquoi il revient à la démocratie de les dominer pour ne pas être « *condamnée tôt ou tard à être dominée par eux* ». Le directoire propose de supprimer purement et simplement le système électoral proportionnel, les listes de partis imprimées à l'avance et le cumul. En remplacement, on suggère la création de « *petits arrondissements électoraux pouvant désigner trois députés au Conseil national* ». « *Chaque citoyen disposerait d'une voix et pourrait ainsi voter pour un candidat par arrondissement électoral* ». Ce mode de scrutin devrait permettre l'élection de personnalités de premier plan, écartées de la vie politique par les listes des partis, d'où la diminution du niveau intellectuel des élus. On le voit, il s'agit une fois de plus de mettre en place un système élitaire, basé sur le fédéralisme, excluant toute participation des minorités, de gauche en particulier[404].

Le texte sur la réforme fiscale débute par une longue critique du libéralisme[405] : « *Les crises se succédant, l'État fut finalement obligé d'intervenir partout pour éviter la catastrophe. Puissent les défenseurs du libéralisme ne jamais oublier ceci* ». Comme il n'est pas question de revenir à la démocratie libérale, une évidence s'impose

[403] *Lettre du Gothard* n° 96 du 21 mars 1945

[404] *Ibid*

[405] *Lettre du Gothard* n° 97 du 29 mars 1945

Il faudra choisir entre le communisme totalitaire et un régime fondé sur la responsabilité personnelle. » Les interventions de l'État sur l'économie de guerre étaient légitimes et désirables. Mais « *le mainte-nir d'un tel système* [illegible] *après la disparition de la* [illegible] *dans le domaine politique.* [illegible] *nous ne pouvons admettre qu'un régime* [illegible] *n'est pas possible sans gouvernement autoritaire*[1] »

Quel est ce « régime de responsabilité personnelle » proposé comme la grande alternative au libéralisme et au collectivisme ? Il s'agit de mettre sur pied un « *régime économique à l'abri des pertur-bations* » et d'en contrôler les éléments fondamentaux. Les rapports entre les revenus, la consommation, les investissements, l'épargne, les taux d'intérêt, des facteurs économiques fondamentaux « *ne peu-vent pas être abandonnés au libre jeu des forces* ». On comprend que l'État doit garder la main sur certains leviers économiques. On s'at-tend donc à des propositions procédant de l'économie fédérative de Gasser. Ce n'est absolument pas le cas. Il est même surprenant de constater que les mesures recommandées sont finalement assez peu spectaculaires. Il s'agit tout d'abord de privilégier une politique key-nesienne de « conjoncture active ». Après l'économie, le social ; il faut « déprolétariser » le pays : « *Notre but doit être de faire en sorte que la fortune nationale soit répartie entre un nombre aussi grand que pos-sible de personnes, c'est-à-dire que le capital revienne à la popula-tion et non point à l'État.* » Trois mesures sont envisagées pour attein-dre cet objectif : la création d'un « Fonds de prévoyance individuelle » par lequel un citoyen pourrait déduire chaque année 400 francs de sa fortune imposable, l'introduction d'un impôt progressif sur la fortune et l'exonération des impôts des entreprises. C'est par ces quelques mesures que le directoire veut instituer un nouveau régime de respon-sabilité personnelle. Dans cette *Lettre*, on ressent de l'embarras, de l'hésitation : il semble que le directoire doute de sa politique de paix.

Pas de propositions vraiment remarquables non plus sur le thème de la révision de la Constitution. Après les déclarations rénovatrices et autoritaires des premières années de guerre, les initiatives pour le temps de paix paraissent bien falotes. Le directoire n'a pris conscien-ce que très tard du changement d'époque et de paradigme. Au début de 1945, il a chargé des « équipes spéciales » d'étudier les problèmes du programme de paix. Le résultat est un texte technocratique, lisible

uniquement par des spécialistes, probablement sans intérêt pour le lecteur lambda de la Ligue. Les seules suggestions à retenir sont l'introduction de la communauté professionnelle dans la Constitution et le doublement des signataires nécessaires pour le référendum et l'initiative, afin d'« *écarter certaines revendications purement démagogiques* »[406].

[406] *Lettre du Gothard* n° 98/99 du 11 avril 1945.

Conclusion

« Entre résistance et rénovation », tel est le sous-titre du présent ouvrage. Après la parution de l'étude d'Alice Meyer « Anpassung oder Widerstand »[407], les travaux ultérieurs ont permis à l'historiographie d'évoluer ; la conjonction de coordination « ou » est devenue « et ». Mais entre résistance et rénovation, il y a tous les possibles. Le « et » ouvre la recherche vers un champ d'ambiguïtés, de contradictions, de malentendus, d'équivoques, d'ambivalences. Et justement, tous ces qualificatifs se retrouvent sous la plume des historiens qui mentionnent la Ligue dans leurs travaux. Pour les uns, la Ligue du Gothard est une organisation de résistance qui *« fut sans conteste l'un des premiers actes de "résistance à tout prix" à Hitler »*[408]. Pour les autres, *« les orientations de la Ligue du Gothard sont profondément [illegible] »*[409]. Pour tenter de dissiper les brumes qui enveloppent la nébuleuse Ligue du Gothard, il faut procéder systématiquement. D'un côté, il s'agit de peser soigneusement les éléments qui participent d'une résistance au nouvel ordre européen ; de l'autre, de montrer les aspirations du directoire à participer, par la rénovation politique du pays, à ce nouvel ordre. La situation se complique si l'on admet que les deux attitudes peuvent être complémentaires[410].

[407] M[illegible] *[illegible] nalsozialismus*, Frauenfeld : Huber Verlag, 1965.

[408] [illegible] et Fides, 1996, p. 648

[409] BÜTIKOFER Roland, *Le refus de la modernité...*, *op. cit.*, p. 357.

[410] [illegible] Peter [illegible] p. 576

Résistance

Tout d'abord, il faut se mettre d'accord sur les termes : qu'est-ce que la résistance ? Suffit-il de dire comme Philippe Muller : « *Nous nous préparions à être un mouvement de résistance, mais on n'a pas eu besoin de cela* »[411]. Peut-on admettre que la préparation active de la rénovation du pays représente une action de résistance ? Après la victoire de l'Allemagne sur la France, le deuxième communiqué de la ligue annonce ses « Principes » : « *Dans l'Europe nouvelle, nous ne pourrons conserver notre indépendance que si, tirant les leçons du passé, nous regardons vers l'avenir, prêts à collaborer mais décidés à tout sacrifier pour sauver la Confédération* »[412]. Cette phrase n'est-elle pas un bel exemple d'ambiguïté ? « Tout sacrifier pour sauver la Confédération » peut parfaitement signifier que nous sommes prêts à collaborer pour autant que la Confédération survive, en d'autres termes que l'Allemagne ne nous attaque pas. A mon avis, le véritable esprit de résistance ne peut pas souffrir d'ambiguïté. Pour en juger, approchons-nous de la pensée du théologien Karl Barth, exprimée dans un texte de 1941, *Im Namen Gottes des Allmächtigen*[413]. Et rappelons auparavant que ce texte a été censuré le 28 juillet 1941 et que Karl Barth a été interdit de parole[414] :

> *Le nouvel ordre européen serait pour nous comme un tombeau. Si nous ne sommes plus prêts à mourir pour vivre dans la liberté, nous disparaîtrons dans la nuit. Nous pourrions cesser d'appeler notre pays « Confédération », nous pourrions enlever la croix de notre drapeau. Tout cela aura perdu sa raison, tout cela sera un mensonge. Aucune lumière ne rayonnera plus de la Suisse. La neutralité suisse a toujours servi à maintenir un équilibre en Europe. Par une série d'attaques entre le printemps 1938 et l'automne 1939, les Allemands ont détruit cet équilibre. L'Angleterre se bat et souffre pour une cause qui nous concerne aussi. Si elle perd la guerre, la Suisse disparaîtra aussitôt. L'Allemagne veut nous faire participer à son nouvel ordre européen, ce qui signifierait*

[411] Gotthard Bund [illegible] 22 [illegible] Dr Philippe Muller, AfZ NL GB 63.1.

[412] Paru [illegible] dans les [illegible] des 24 et 25 [illegible] 1940, AfZ NL GB [illegible]

[413] Barth Karl, *Im Namen Gottes des Allmächtigen*, [illegible] 1941.

[414] Marchal Guy, *Schweizer Gebrauchsgeschichte...*, op. cit., p. 166

[illegible] de notre caractère suisse, de notre indépendance et de notre liberté. Nous avons le choix : résister [illegible] des années tragiques, [illegible] et renoncer à être la « Confédération suisse »[415].

Ce ne sont ici que quelques lignes d'un texte de vingt-sept pages. Mais elles suffisent à affirmer, par comparaison, que la Ligue du Gothard ne fut jamais un mouvement de résistance. Depuis le milieu des années 1930, les fondateurs et les futurs dirigeants de la Ligue n'avaient qu'un seul objectif : la rénovation de la Suisse. Impressionnés par les fascismes, travaillés par le personnalisme et dominés par une psychose antimarxiste, ils voulaient forcer un nouvel ordre helvétique : la guerre leur en a donné l'opportunité. Le système de renouvellement des structures politiques défendu par le directoire est antidémocratique et antilibéral. Dans la situation gravissime du pays entre 1940 et 1942, plaider pour un tel système équivaut à collaborer. C'est d'ailleurs tout à fait l'avis exprimé par Walter Allgöwer en 1977, lors du colloque dirigé par Jean-François Bergier.

Rénovation

Qu'est-ce que la rénovation ? Quelles sont les caractéristiques d'un mouvement de rénovation ? Pour répondre à cette question, je m'attache au « type idéal » proposé par Peter Gilg et Erich Gruner[416] : les mouvements rénovateurs marquent une forte opposition à l'ordre libéral-démocratique. Ils critiquent l'individualisme au profit d'une idée forte de la communauté. Ils contestent la conception libérale du rapport de l'économie à l'État. Ils constatent un vieillissement des cadres politiques du pays. On peut résumer leurs attentes en quatre postulats :

1. Le renforcement de l'autorité du gouvernement, dirigé surtout contre le Parlement et concentré sur une personnalité forte, un Landammann par exemple.
2. L'ordre corporatif de l'économie basé sur un système paritaire, avec l'État comme garant contre la lutte des classes.

415 Karl [illegible]

416 Gilg Peter, Gruner Erich, « Nationale Erneuerungsbewegungen in der Schweiz 1925-1940 », *Vierteljahrhefte für Zeitgeschichte*, n° 14, 1966, p. 1-25.

3. L'accentuation de l'esprit national, teinte d'antisémitisme, dirigé contre le capitalisme international, le socialisme.
4. La revitalisation du fédéralisme vers un Etat fédéral constitué de cantons souverains (surtout en Suisse romande).[147]

Toutes les conditions du « type idéal » sont réunies, sans aucune exception. Je pense qu'il n'est pas nécessaire de poursuivre plus avant par une description détaillée. On peut seulement ajouter que, selon Gilg et Gruner, le nationalisme en Suisse ne peut pas être orienté vers une langue commune ou vers une race, mais qu'il tourne son regard vers l'histoire.

Défense nationale spirituelle

Mouvement de rénovation, la Ligue du Gothard est aussi représentative de la Défense nationale spirituelle. C'est toute une palette de mouvements, de groupes et d'institutions qui propagent ses idées et ses valeurs.[148] La Défense spirituelle devient une mentalité qui aura toutes les peines à disparaître à la fin de la guerre. Pour répondre au national-socialisme et autres fascismes, la Suisse s'invente l'idéal d'une « Willensnation » d'inspiration chrétienne. Elle développe une vision conservatrice de la société, une critique radicale de la modernité et plaide pour l'union de la société et de la politique sous le signe de l'autorité. Peu à peu, cette mentalité fait naître, chez les plus radicaux de ses partisans, l'idée d'une révolution conservatrice. Le socialisme tant redouté est assimilé à la démocratie, ce qui pousse la droite radicale à rêver d'une révision de la Constitution dans un sens antilibéral et antidémocratique.[149] Les outils de propagande préférés de cette défense spirituelle se trouvent dans les mythes, dans les « constantes » de Reynold par exemple. Mooser émet l'hypothèse que la prise de pouvoir par Hitler en 1933 a empêché la transformation de la démocratie en système autoritaire. On s'aperçoit que les éléments qui caractérisent la Défense spirituelle se retrouvent en grande partie dans la Ligue du Gothard. Nous avons vu dans l'introduction que

[147] *Ibid.*, p. 8-9 (extraits et trad. MP).

[148] Mooser Josef, « Die "Geistige Landesverteidigung" in den 1930er Jahren. Profile und Kontexte eines vielschichtigen Phänomens der schweizerischen politischen Kultur in der Zwischenkriegszeit », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, 47, 1997, p. 687.

[149] *Ibid.*, p. 690-694.

cette culture politique existe également dans des variantes libérale et progressiste. J'ai cherché en vain à les découvrir au sein du directoire. Deux hommes pourraient prétendre, par leur passé, au qualificatif progressiste: Charles Ducommun et Philippe Mottu. Mais, durant ces années de guerre, tous les deux sont empreints de personnalisme, une doctrine élitaire, antilibérale et antidémocratique. J'ai montré l'évolution du syndicaliste Ducommun vers une organisation professionnelle qui, si elle n'est pas tout à fait corporatiste, n'en est pas moins paternaliste et autoritaire. De plus, Ducommun est oxfordien, une perspective très peu progressiste. Pour définir plus précisément le milieu de la Ligue, il me faut recourir au modèle des droites suisses d'Aram Mattioli: libérale, autoritaire, fasciste. Sans hésiter, je peux affirmer que le milieu de la Ligue fait partie de la droite autoritaire. Dans le deuxième chapitre, j'ai dit que «l'on distingue chez certains de ses membres des éléments protofascistes»[1]. Il faut que je m'en explique. Dans son étude, Robert O. Paxton parle des cinq étapes du fascisme. La première étape consiste en une nouvelle manière d'envisager le monde et de diagnostiquer ses désordres. Les valeurs libérales et démocratiques sont discréditées, le socialisme et le conservatisme ne sont pas considérés comme des alternatives. On est à la recherche d'une troisième voie faite d'un mélange de nationalisme et de syndicalisme[2]. Ce protofascisme est plutôt une potentialité, c'est pourquoi je le cite ici. La Ligue du Gothard fait partie de ces mouvements qui représentèrent un danger potentiel en été 1940 plus particulièrement. Les complots auxquels son directoire a participé auraient pu aboutir à une forme autoritaire de gouvernement en Suisse. Ces jeunes gens inexpérimentés et d'une effarante naïveté, comme le dit Alfred Ernst, ont joué avec le feu sans reconnaître les vraies aspirations de la majorité du peuple.

Évolution

Durant l'été 1940, les différents réseaux se livrent une bataille pour peser sur l'idéologie de la Ligue. A partir de l'assemblée constituante se forme un noyau dur constitué principalement d'adeptes du Réarmement moral. Les autres quittent le directoire entre 1941 et

[1] Cf. *supra*, p. 81.

[2] Paxton, Robert O., «The Five Stages of Fascism», *The Journal of Modern History*, vol. 70, n° 1, March 1998, p. 1-23 (extraits et trad. MP).

1942, René Leyvraz et Heinrich Schnyder par exemple. Entre 1942 et 1944, c'est le noyau dur qui dirige la ligue. Les autres membres, élus par cooptation, ne restent généralement que peu de temps dans le directoire. On peut donc affirmer que la ligue de ces années de guerre a été dirigée par Spoerri, Mottu, Lescaze, Brunner, Ducommun, Muller et Gasser, assistés du secrétaire Kurt Vogelsang. Dès 1942, le directoire met en place un programme minimum basé sur la Charte nationale. Les objectifs de la ligue, y compris le programme d'après-guerre, n'évoluent plus jusqu'en 1945. Il est intéressant de souligner qu'il n'est jamais fait état d'une future victoire alliée dans les *Lettres du Gothard* de 1944 ou 1945. Tout au plus se contente-t-on de noter que le système libéral ne renaîtra jamais de ses cendres. Encore en avril 1945, on est persuadé qu'un nouvel ordre économique sera mis en place. C'est ce qui fera dire plus tard à Philippe Muller : « *Ce programme d'après-guerre était désormais dissonant* »[422]. À la fin de la guerre a lieu un important renouvellement des cadres de la ligue.

Réarmement moral

En évoquant la naissance de cette ligue, j'ai identifié ses deux « parrains » et j'ai dépeint leurs rôles respectifs. Il me faut maintenant ajouter qu'il y a deux aînés parmi ces jeunes, voire très jeunes hommes : Reynold, précisément, et Theophil Spoerri. Dans toute la genèse de la ligue, ce dernier joue un rôle plus effacé, moins médiatisé, mais néanmoins décisif. Adepte de la première heure en Suisse du groupe d'Oxford, la ligue devient une organisation soumise à l'esprit du Réarmement moral. S'il n'y a pas de grandes différences entre les aspirations des uns et des autres, les méthodes diffèrent. Sous la volonté de « mettre tout le monde d'accord » se cache l'autoritarisme d'un mouvement évangélique. Les continuelles références à Dieu dans les textes de la ligue sont une véritable « *subversion du christianisme* » (Ellul). Le directoire affirme dans le préambule de sa Charte nationale que le « *sentiment de la liberté et de la communauté est enraciné dans la foi chrétienne* ». Cette phrase est la négation de tout le reste du préambule, le fédéralisme, le citoyen, le respect de la personne, de même que l'« *unité dans la diversité sous le signe de la Croix* ». Aucune place n'est faite par le directoire aux athées, aux agnostiques, aux adeptes d'autres religions. La liberté de croyance et de culte est

[422] Müller Philippe, *Tout ce que ta main ...*, *op. cit.*, p. 47

entièrement bafouée. Replacées dans un autre contexte, les paroles de Hans Küng sont également valables ici : « *Dieu considéré comme la réalité suprême servit à justifier tout le pouvoir de puissance et de commandement. Religion, droit, gouvernement, politique étaient [illegible] hiérarchiques et dirigés par les mêmes hommes* ». Et ces mêmes hommes appartiennent presque tous au Réarmement moral. La pensée unitaire du directoire en est le reflet. On se souvient de l'anticommunisme viscéral du Réarmement moral. On le retrouve dans la Ligue et l'on peut même ajouter qu'il confine à la paranoïa. Les textes faisant état de soi-disant conspirateurs communistes dans l'armée et dans les usines abondent. La politique sociale proposée ne vise aucun objectif progressiste. Il s'agit de faire taire les revendications ouvrières pour éviter un « retour de 1918. »

En 1946, Ducommun quitte le Réarmement avec des mots très durs. Il en sera de même d'autres adeptes comme le Dr Paul Tournier.

J'étais entré dans ce travail par une [illegible]. On y trouvait tout ce que fut la Ligue durant ces années de guerre : les mythes helvétiques, la famille, Dieu, et surtout l'affirmation que la Suisse doit être rénovée. Ces jeunes gens se sont trompés, c'est un fait. Mais le diagnostic qu'ils ont porté sur les maux du libéralisme est à la base des problèmes qui occupent aujourd'hui encore nos sociétés postmodernes. Certaines de leurs remarques pourraient être reprises telles quelles aujourd'hui. L'erreur qu'ils ont faite, à mon avis, était de penser qu'un système autoritaire permettrait à la société de se rétablir. Ils ont sous-estimé la perversité des fascismes et du national-socialisme. Sans autre expérience de vie que celle de la guerre et de la crise, ils ont mésestimé les aspirations politiques et sociales d'une bonne partie du peuple suisse. Ils n'ont pas su évoluer avec les victoires alliées et soviétiques. En 1945, ils en étaient encore à leur programme de 1941. Durant leur jeunesse, ils ont vécu et ont cherché à faire face à « *la Première crise de la démocratie* ». Cette crise culmine précisément durant les années 1930. J'aimerais terminer ici sur les mots de Marcel

Küng Hans, *[illegible]*, Paris, [illegible] Seuil, [illegible].

Gauchet Marcel, *[illegible]*, [illegible], 2007.

Gauchet qui me paraissent parfaitement résumer le climat politique de ces années noires :

> *Le régime parlementaire se révèle à la fois incompétent et impuissant ; la société, travaillée par la division du travail et l'antagonisme des classes, donne l'impression de se disloquer ; le changement historique, en même temps qu'il se généralise, s'accélère, s'amplifie, se soustrait à tout contrôle [...] L'alternative, pour la formuler comme un choix clair qu'elle n'a certes pas été, est la suivante : ou bien reconquérir et construire le pouvoir démocratique comme puissance d'auto-gouvernement dans le cadre de la société de l'histoire et de ses articulations libérales, ou bien rompre avec les articulations libérales pour retrouver la maîtrise du destin collectif, la puissance sur soi étant incompatible avec ces ferments de désorganisation et d'anarchie que sont la liberté de la société civile et la liberté des individus au sein de la société civile.*[425]

[425] *Ibid.*, p. 25-26.

Index biographique des fondateurs

Allgöwer Walter (1912-1980). Docteur en lettres. Membre fondateur de la Ligue du Gothard. Études au gymnase de Saint-Gall. Études d'histoire, germanistique et philosophie à Vienne, Göttingen et Bâle. 1937-1946, officier instructeur dans l'infanterie. Quitte le corps des instructeurs en 1946 en raison de l'absence de réformes. Membre de la «Ligue des officiers». Membre fondateur de l'Action de résistance nationale. Dès 1946, rédacteur puis chef rédacteur de différents journaux. Membre du parti radical jusqu'en 1956, puis membre de l'Alliance des indépendants (rédacteur en chef du *Brückenbauer*, journal de la Migros). Conseiller national de 1963 à 1979.

Ducommun Charles Frédéric (1910-1977). Docteur en sciences politiques. École de commerce de Lausanne. 1929 à 1937, commis puis employé d'exploitation des CFF. Membre du groupe d'Oxford. 1937 à 1941, secrétaire adjoint de l'Union syndicale suisse. En parallèle, études universitaires à Zurich, Berne et Lausanne. 1940, membre fondateur de la Ligue du Gothard. Conférencier d'Armée et Foyer. 1941, Docteur en sciences politiques. 1942 à 1945, secrétaire général du Contrôle fédéral des prix. 1945 à 1954, chef du personnel de Nestlé. 1955 à 1960, directeur administratif puis administrateur chez Swissair. 1960 à 1970, membre de la Direction générale des PTT.

Eibel Robert (1906-1986). Docteur en droit. De 1908 à 1920, écoles à Strasbourg. Études de droit, d'économie nationale et de langues à Zurich, Paris et Londres. Membre du parti radical. Membre du Redressement national et de la Ligue des sans subventions. 1936, directeur (Geschäftsführer) de l'Aktionsgemeinschaft Nationaler

Wiederaufbau ». 1940, membre fondateur de la Ligue du Gothard. 1942-1946, membre de la direction de la « Gesellschaft für die Förderung der schweizerischen Wirtschaft ». De 1947 à 1978, membre de la rédaction de « Trumpf Buur ». 1963 à 1975, conseiller national.

Gasser Christian (1906-1990). Docteur en sciences politiques. Études d'économie à Saint-Gall et Berne. Dès 1927, travaille dans différentes entreprises. 1938, membre de l'« Eidgenössische Front » de Wilhelm Frick. 1939, membre fondateur de la Ligue des sans-subventions (Éléphants). 1939, mène avec Eibel la campagne contre la loi sur la caisse de pension des fonctionnaires fédéraux. 1940, membre fondateur de la Ligue du Gothard. 1941, quitte la Ligue des sans-subventions à la suite d'un différend de cette organisation avec la Ligue du Gothard. 1947 à 1953, professeur à l'Université de Saint-Gall. En 1960, achète la fabrique Mikron AG à Bienne.

Lescaze Julien (1898-1961). Études de droit, avocat. Membre de Zofingue. Membre de l'UDE, Union de défense économique. Introduit le corporatisme à l'UDE. Fondateur en 1933 avec Pierre Regard du mouvement Les Équipes, un mouvement de rénovation nationale. Président depuis 1933 de l'Union corporative suisse. Durant de longues années, conseiller juridique des Syndicats chrétiens du canton de Genève. 1939, membre de l'Union nationale de Geo Oltramare. Membre du groupe d'Oxford. 1940, membre fondateur de la Ligue du Gothard.

Leyvraz René (1898-1973). École normale avec un échec à l'examen de sortie. Membre du Parti socialiste. 1919, stage à l'Agence télégraphique suisse et à *La Sentinelle* puis rédacteur au *Droit du Peuple*. Licencié en 1920 pour des raisons économiques, part à Constantinople pour enseigner dans un collège américain. Il rompt avec le Parti socialiste en 1920. Son séjour à Constantinople le décide à se convertir au catholicisme. Rédacteur en chef du *Courrier de Genève* de 1923 à 1935 et de 1945 à 1963. Rédacteur en chef de la *Liberté syndicale* de 1935 à 1942 et de l'*Écho illustré* de 1940 à 1945. De 1923 à 1940 député au Grand Conseil genevois pour le Parti indépendant chrétien-social. Membre fondateur de la Ligue du Gothard.

Mottu Philippe (1913-). École supérieure de commerce. Études de théologie protestante à Genève. 1935, rencontre de Frank Buchman, le fondateur du groupe d'Oxford, de Julien Lescaze et Théophil

Sport. 1935, membre de la section genevoise de Zofingue, il rencontre G. de Reynold. Met sa vie au service du groupe d'Oxford puis du Réarmement moral. 1940, membre fondateur de la Ligue du Gothard. Conférencier d'Armée et Foyer.

Muller Philippe (1916-2001). Docteur en lettres. Membre des groupes personnalistes. 1940, membre fondateur de la Ligue du Gothard. De 1944 à 1947, secrétaire de l'Association suisse pour les Nations Unies. Professeur à l'École normale de Neuchâtel. 1954, professeur de philosophie et de psychologie à l'Université de Neuchâtel.

Reynold Gonzague de (1880-1970). Avec Adrien Bovy, les frères Alexandre et Charles-Albert Cingria, ainsi que Charles Ferdinand Ramuz, Reynold lance en 1904 *La Voile latine*, qui est à l'origine d'un mouvement de rénovation des lettres romandes. En 1914, il fonde la Nouvelle Société helvétique. Il fut privat-docent, puis chargé de cours à l'Université de Genève (1909-1915) et professeur ordinaire de littérature française à Berne (à partir de 1915). Contraint de démissionner en 1931 à la suite de la parution de son ouvrage *La démocratie et la Suisse*, Reynold accepte l'appel de l'université de Fribourg (1932-1950). Il y souligne, en s'attaquant violemment à la conception politique libérale radicale, les faiblesses de la démocratie et le besoin d'un contrepoids. Il le définit principalement dans la *Conscience de la Suisse* (1938), où il prône l'idéal d'un État autoritaire et fédéraliste, placé sous la conduite d'un Landammann. Après avoir entretenu des liens avec Georges Oltramare et l'Union nationale, Reynold passe par différents états d'esprit en 1940 et 1941. Il propose de s'aligner sur la « Nouvelle Europe », puis se consacre à la rédaction de *La formation de l'Europe* (1944-1957), vaste synthèse vieillie mais ancrée dans une théologie de l'histoire[426].

Rougemont Denis de (1906-1985). Licencié ès lettres de l'Université de Neuchâtel, Rougemont s'établit à Paris en 1930 où il assure la direction littéraire des Éditions « Je sers ». Engagé dans les mouvements personnalistes, il est le cofondateur des revues *Esprit* et *L'Ordre nouveau*, et d'une revue de théologie d'inspiration barthienne, *Hic et Nunc*. Il collabore à de nombreuses revues, dont *La Nouvelle Revue française*, où il dirige en 1932 le « cahier de revendications

426 M[illegible] Marius, « Reynold, Gonzague de », in D[illegible]
URL: http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F16570.php.

de la jeunesse française ». Lecteur à l'université de Francfort (1935-1936), il observe de près le régime national-socialiste. Mobilisé comme premier lieutenant, il publie en 1940 *Mission ou démission de la Suisse* et fonde la même année la Ligue du Gothard dont il rédige le *Manifeste*. À la suite d'un article sur l'entrée de Hitler à Paris, il est envoyé par les autorités fédérales aux États-Unis pour y donner des conférences sur l'Europe et l'hitlérisme. Il professe en 1942 à l'École libre des hautes études à New York, devient rédacteur à la section française de l'Office of War Information (1942-1943) et obtient un fellowship de la Fondation Bollingen dès 1943. De retour en Europe en 1947, il milite dans les mouvements fédéralistes européens et s'engage activement dans la construction européenne[illegible].

Sporri Theophil (1890-1974). Docteur en lettres. Études de lettres à Berne, Zurich, Sienne et Paris, séjours en Italie. 1912 à 1922, maître au Freies Gymnasium Berne (dans sa classe J.R. von Salis). 1922, professeur de philologie romane à Zurich. Liens avec G. de Reynold. Membre du groupe d'Oxford. Membre de la Nouvelle Société helvétique. 1940, membre fondateur de la Ligue du Gothard et son premier président. Collaborateur d'Armée et Foyer.

Schnyder Heinrich (1897-1974). Ingénieur agronome EPF. Dès 1932, collabore étroitement avec Gottlieb Duttweiler à la création de la Migros. Directeur de la division agricole de la Migros. Membre fondateur de l'Alliance des indépendants. 1935-1943, conseiller national pour l'Alliance des indépendants. 1940, membre fondateur de la Ligue du Gothard. 1942, élu au Conseil d'État du Canton de Zurich en remplacement de Ernst Nobs. Non réélu en 1943. 1943, représentant de l'aile droite de son parti, il en refuse la politique sociale de l'aile gauche, quitte l'Alliance des indépendants et se sépare de Duttweiler. Jusqu'en 1947, conseiller national hors parti.

[illegible]
URL: http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F16205.php

Sources et bibliographie

I. Sources

Archiv für Zeitgeschichte der ETH Zürich

Historisches Archiv des Gotthard-Bundes

- I Gründung, Satzungen, Organisation
- II Eingaben, Rundschreiben, Jahresberichte
- III Stellungsnahmen und Tätigkeit
- IV Publikationen des Gotthard-Bundes
- V Kantonale und regionale Gruppen des Gotthard-Bundes
- VI Zeitungsausschnittdokumentation zum Gotthard-Bund
- VII Personendossiers
- VIII Publikationen, Kolloquien, Arbeiten und Tondokumente über Gotthard-Bund

Nachlass Dr Robert Eibel

Nachlass Prof. Dr Christian Gasser

Nachlass Heinrich Schnyder

Nachlass Theophil Spörri

Kolloquium des AfZ mit Zeugen der Zeit vom 22.10.1977

Der Gotthard-Bund in den Jahren 1940-1945

Archiv-Tagung mit Prof. Dr Jean-François Bergier, Dr Christian Gasser, Adolf Brunner, Prof. Dr Philippe Muller, Nationalrat Dr Walter Allgöwer

Bibliothèque publique universitaire Neuchâtel

Fonds Denis de Rougemont

Archives littéraires suisses Berne

Fonds Gonzague de Reynold

Dossier Action 57.2 – II Ligue du Saint Gothard

Archives fédérales Berne

JII.40 Gotthard-Bund

Dossiers 17, 27, 44, 45

II. Sources publiées

Allgöwer Walter, « Der Eidgenössische Soldat », *Schweizer Illustrierte*, n° 8, 21.2.1941.

Bochet Paul du, « Dossier sur la Ligue du Gothard », *Tribune de Genève*, 8-9-11 nov. 1971.

Brunner Adolf, « Neues Bürgertum. Gedanken zur Gründung des Gotthards-Bundes », *Schweizer Rundschau*, n° 8, 1940-41, p. 460-472.

Carret Céline, *Gonzague de Reynold et le pouvoir. Aspects politiques de sa correspondance de 1938 à 1945*, Mémoire de licence, Université de Fribourg, Chaire d'histoire contemporaine, 2001.

Leuzinger Patrick, *Denis de Rougemont, la crise de la civilisation et l'engagement antilibéral 1929-1939*, Mémoire de licence, Institut européen de l'Université de Genève, 1996.

Ligue du Gothard, *La lettre du Gothard*, depuis sa première parution, le 29.8.1940.

Ligue du Gothard, *Charte nationale*, Neuchâtel, Delachaux et Niestlé, 1941.

Ligue du Gothard, *La Bataille des champs*, Neuchâtel, Éditions de la Baconnière, 1941.

Ligue du Gothard, *Ligue du Gothard, le travail accompli*, Lausanne, Zwahlen, 1944.

Roulin Stéphanie, *Gonzague de Reynold, un intellectuel catholique et ses contemporains en quête d'une chrétienté idéale (1938-1945)*, Mémoire de licence, Université de Fribourg, Chaire d'histoire contemporaine, 2002.

W[illegible] Nicolas, *1937-1952. Le règne de Philippe Mottu. Une contribution à l'histoire de Caux et du Réarmement moral*, Mémoire de licence, Université de Genève, Département d'histoire générale, Unité d'histoire contemporaine, 2001.

Eidgenössische [illegible], Zurich : Buchler Buchdruck, s.l. 1945.

III. Sources orales

Entretien avec Monsieur Charles P[illegible], Berne, 16 janvier 2008, suivi de nombreux échanges épistolaires.

IV. Bibliographie

<u>Œuvres des témoins du temps et biographies</u>

Ackermann Bruno, *Denis de Rougemont, une biographie intellectuelle*, Genève : Labor et Fides, 1996.

A[illegible] Walter, *Nation der Widerstand*, Aarau : Verlag der AZ Presse, 1940.

Barbey Bernard, *P.C. du Général. Journal du chef de l'Etat-Major particulier du Général Guisan 1939-1945*, Neuchâtel : Editions de la Baconnière, 1948.

Barbey Bernard, *Aller et retour. Mon journal pendant et après la drôle de guerre 1939-1940*, Neuchâtel : Editions de la Baconnière, 1967.

Barth Karl, *Im Namen Gottes des Allmächtigen*, Tapuscrit, s.l.n.d.

B[illegible] René *et al.*, *Pouvoir et Travail*, Neuchâtel : Editions de la Baconnière, 1944.

COLLECTIF, *Profil d'un visage, écho d'une pensée. Hommage à Charles-Frédéric Ducommun*, Lausanne : Rencontres suisses, 1978.

COLLECTIF, *Réflexions. En hommage à Philippe Muller*, Neuchâtel : Éditions H. Messeiller, 1981.

COLLECTIF, *Chs-Frédéric Ducommun. À l'essai du futur. Permanence d'une pensée*, Yens-sur-Morges : Éditions Cabédita, 1991.

DELHORBE Florian, *Raison d'être de la Suisse*, Lausanne : F. Delhorbe, 1942.

DUCOMMUN Charles-Frédéric, « La corporation impossible », *Revue syndicale suisse*, n° 7, juillet 1938.

DUCOMMUN Charles-Frédéric, *Destin national et organisation professionnelle*, Berne : Ligue du Gothard, 1940.

DUCOMMUN Charles-Frédéric, « Les données du problème ouvrier », in SPOERRI Théophil *et al.*, *La Suisse forge son destin*, Neuchâtel : Éditions de la Baconnière, 1942, p. 41-82.

GASSER Christian, *Vollbeschäftigung in freiheitlicher Ordnung. Eine wirtschaftspolitische Betrachtung in 44 Punkten*, Genf, 1945.

GASSER Christian, *Der Gotthard-Bund. Eine schweizerische Widerstandsbewegung. Aus den Archiven 1940 bis 1948*, Bern : Verlag Paul Haut, 1984.

GOSTKOWSKI Hassein Bedri, *Portrait de M. Lescaze*, Genève : chez l'auteur, 1955.

ETTER Philippe, *La démocratie suisse*, Olten & Constance : Éditeurs Otto Walter, 1934.

ERNST Alfred, « Der Offiziersbund von 1940 », in *Unterwegs zur sozialen Demokratie. Festschrift zum 75. Geburtstag von Hans Oprecht*, Wien : Europa-Verlag, 1969.

GAUTSCHI Willy, *General Henri Guisan. Die schweizerische Armeeführung im Zweiten Weltkrieg*, Zürich : Verlag Neue Zürcher Zeitung, 1989.

HACKHOFER Karl, *Berufsgemeinschaft. Ihr Zweck, ihre Form, ihre Verwirklichung*, *Gotthard Bund*, Bern : Verlag A. Francke, 1941.

KELLER Franziska, *Oberst Gustav Däniker. Aufstieg und Fall eines Schweizer Berufsoffiziers*, Zürich : Thesis Verlag, 1997.

HELLER Daniel, *Eugen Bircher. Arzt, Militär, Politiker*, Zurich, Verlag Neue Zürcher Zeitung, 1988.

LASSERRE-LEYVRAZ Françoise, *René Leyvraz (1898-1973). Portrait et combats d'un journaliste catholique engagé*, Aire-la-Ville, 2000.

LESCAZE Julien, *Corporation et État*, Neuchâtel & Paris, Éditions Victor Attinger, 1935.

LESCAZE Julien, *Temps nouveaux, ordre nouveau*, Neuenkirch, Werkgemeinschaft Silvania, 1935.

LEYVRAZ René, *Principes d'un ordre nouveau*, Lausanne, Institut d'études corporatives, 1940.

LEYVRAZ René, « La patrie retrouvée », in *Hommage à Gonzague de Reynold*, Fribourg, Éditions de la Librairie de l'Université, 1941, p. 141-142.

LEUZINGER Patrick, *Denis de Rougemont, la crise de la civilisation et l'engagement culturel, 1929-1939*, Mémoire de licence de l'Institut européen de l'Université de Genève, 1998.

LINDT Auguste, *Le Temps du hérisson*, Genève, Éditions Zoé, 1995.

MATTIOLI Aram, *Gonzague de Reynold. Idéologue d'une Suisse autoritaire*, Fribourg, Éditions universitaires, 1994.

MOTTU Philippe, *Caux de la Belle Époque au Réarmement moral*, Neuchâtel, Éditions de la Baconnière, 1969.

MOTTU Philippe, *Regard sur le siècle*, Lausanne, Éditions L'Âge d'homme, 1996.

MOTTU Philippe, *Pile et face. Regard sur ma vie*, Caux, Caux Éditions, 1999.

MULLER Philippe, *Vingt ans de présence politique*, Neuchâtel, Éditions de la Baconnière, 1972.

MULLER Philippe, *Tout ce que la main*, Lausanne, Éditions L'Âge d'homme, 1991.

NOBS Ernst, *Helvetische Erneuerung*, Zürich, Oprecht, 1943.

POURTALÈS Guy de, *La musique sans contrainte*, Fribourg, Éditions universitaires, 1982.

Riess Curt, *Gottlieb Duttweiler. Eine Biographie*, Zürich, Ex Libris Verlag, 1988.

Rougemont Denis de, *Penser avec les mains*, Paris, Éditions Albin Michel, 1936.

Rougemont Denis de, *Journal d'Allemagne*, Paris, Librairie Gallimard, 1938.

Rougemont Denis de, *Mission ou démission de la Suisse*, Neuchâtel, Éditions de la Baconnière, 1940.

Rougemont Denis de, *Qu'est-ce que la Ligue du Gothard ?*, Neuchâtel, Éditions de la Baconnière, 1940.

Rougemont Denis de, « Reynold et l'avenir de la Suisse », in *Hommage à Gonzague de Reynold*, Fribourg, Éditions de la Librairie de l'Université, 1941, p. 123-125.

Rougemont Denis, *Journal des deux mondes*, Lausanne, La Guilde du livre, 1946.

Schulz Kristina, « Neutralité et engagement. Denis de Rougemont et le concept de "neutralité active" », *A contrario*, n° 4, 2006/2, p. 57-70.

Spoerri Theophil, *Le maître de notre temps*, Lausanne, Éditions de la Concorde, 1934.

Spoerri Theophil *et al.*, *La Suisse forge son destin*, Neuchâtel, Éditions de la Baconnière, 1942.

Spoerri Theophil, *Eidgenössische Politik*, Bern, Verlag A. Francke, 1942.

Spoerri Theophil, *Notre Père*, Lausanne, édité par Philippe Mottu, 1943.

Spoerri Theophil, « La femme, l'homme et le pays », *Cahiers de Suisse contemporaine. Série nationale*, n° 1, Lausanne, Imprimerie de la Concorde, 1945

Spoerri, Theophil, *Frank Buchman ou la dynamique du silence*, Caux, Caux Editions, 1972.

Tournier Paul, Mottu Philippe, Ducommun Charles-Frédéric, *Pierres d'angle de la reconstruction nationale*, Neuchâtel, Delachaux & Niestlé, 1941.

REYNOLD Gonzague de, *La Suisse de toujours et les événements d'aujourd'hui*, Zurich : Ligue du Gothard, 1940.

REYNOLD Gonzague de, *Conscience de la Suisse*, cinquième édition, Neuchâtel : Éditions de la Baconnière, 1941.

VALLOTTON Henry, *La Suisse de demain*, Lausanne : Librairie Payot, 1940.

W[illegible] Nicolas, « Caux et le Réarmement moral 1937-1952 : le regard de Philippe Mottu », in Jost Hans Ulrich, Prezioso Stefano (dir.), *Relations internationales, échanges culturels et réseaux intellectuels*, Lausanne : Éditions Antipodes, 2002.

WANNER Philipp, *Oberst Oscar Frey und der schweizerische Widerstandswille*, Münsingen : Buchverlag Tages-Nachrichten, 1974.

ZBINDEN Hans, *Die Moralkrise des Abendlandes*, Bern : Verlag Herbert Lang, 1940.

ZBINDEN Hans, *Die politische und geistige Lage der Schweiz 1939-1942*, Olten : Walter Verlag, 1942.

Z[illegible] Roland, *Geschichte der Sektion Heer und Haus 1939-1945*, Tapuscrit, 20 juillet 1945, s.l.

Dictionnaires, encyclopédies et manuels

ALTERMATT Urs, *Die Schweizer Bundesräte. Ein biographisches Lexikon*, Zürich : Artemis & Winkler, 1991.

BERSTEIN Serge, *Démocraties, régimes autoritaires et totalitarismes au XXe siècle*, Paris : Hachette, 1999.

Dictionnaire historique de la Suisse, URL : http://hls-dhs-dss.ch

GUCHET Yves, DEMALDENT Jean-Marie, *Histoire des idées politiques*, tome 2 : *De la Révolution française à nos jours*, Paris : Armand Colin, 1996.

Méthodologie

BAUDOUIN Jean, *Introduction à la sociologie politique*, Paris : Éditions du Seuil, 1998.

Burrin Philippe, *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery 1933-1945*, Paris : Éditions du Seuil, 2003.

Buss Maike, *Intellektuelles Selbstverständnis und Totalitarismus. Denis de Rougemont und Max Rychner – zwei Europäer der Zwischenkriegszeit*, Frankfurt am Main : Peter Lang, Europäischer Verlag der Wissenschaften, 2005.

Dubois Michel, *Les fondateurs de la pensée sociologique*, Paris : Éditions Marketing, 1993.

Duby Georges, « Histoire sociale et idéologies des sociétés », in Le Goff Jacques, Nora Pierre (dir.), *Faire de l'histoire*, vol. 1 : *Nouveaux problèmes*, Paris : Éditions Gallimard, 1974.

Dujardin Philippe (dir.), *Du groupe au réseau*, Paris : Éditions du CNRS, 1988.

Gilg Peter, « Nationale Erneuerungsbewegungen in der Schweiz 1925-1940 », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, n° 14, 1966.

Hauser Claude, « L'histoire des intellectuels en Suisse : un bilan décennal (1990-2001) », in Leymarie Michel, Sirinelli Jean-François (dir.), *L'histoire des intellectuels aujourd'hui*, Paris : Presses universitaires de France, 2003.

Jost Hans Ulrich, « L'historiographie contemporaine suisse sous l'emprise de la défense spirituelle », in Jost Hans Ulrich, *À tire d'ailes*, Lausanne : Éditions Antipodes, 2005, p. 171-185.

Kaesler Dirk, *Max Weber. Sa vie, son œuvre, son influence*, Paris : Fayard, 1996.

Kreis Georg, « Zurück in den Zweiten Weltkrieg. Zur schweizerischen Zeitgeschichte der 80er Jahre », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, vol. 52, n° 1, 2002, p. 60-68.

Kreis Georg, « Zurück in die Zeit des Zweiten Weltkrieges (Teil II). Zur Bedeutung der 1990er Jahre für den Ausbau der schweizerischen Zeitgeschichte », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, vol. 52, n° 4, 2002, p. 494-517.

Leymarie Michel, Sirinelli Jean-François (dir.), *L'histoire des intellectuels aujourd'hui*, Paris : Presses universitaires de France, 2003.

Mooser Josef, « Die "Geistige Landesverteidigung" in den 1930er Jahren. Profile und Kontexte eines vielschichtigen Phänomens der schweizerischen politischen Kultur in der Zwischenkriegszeit », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, vol. 47, 1997.

Racine Nicole, Trebitsch Michel (dir.), « Sociabilités intellectuelles. Lieux, milieux, réseaux », *Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent*, n° 20, mars 1992.

Riesebrodt Martin, « Zur Politisierung der Religionen », in Kallscheuer Otto (Hrsg.), *Das Europa der Religionen*, Frankfurt, Fischer, 1996, p. 247-275.

Rioux Jean-Pierre, « L'association en politique », in Rémond René (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, p. 87-120.

Ruffieux Roland, « Politique intérieure. De l'ordre nouveau à de nouvelles préoccupations. Le débat idéologique en Suisse romande », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 121, 1981.

S[illegible] Marc, « Intellectuels, fascisme et antimodernité dans la France des années trente », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 18, 1988.

Sirinelli Jean-François, « Le hasard ou la nécessité ? Une histoire en chantier : l'histoire des intellectuels », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 9, janvier-mars 1986, p. 97-108.

Sirinelli Jean-François, « Les intellectuels », in Rémond René (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, p. 199-231.

Contexte de l'entre-deux-guerres et de la Deuxième Guerre mondiale

Adam Jost, *Die Haltung der Schweiz gegenüber dem nationalsozialistischen Deutschland im Jahre 1940*, Mayence, thèse de doctorat de l'Université Gutenberg, 1972.

Béguin Pierre, *Le balcon sur l'Europe. Petite histoire de la Suisse pendant la guerre 1939-1945*, Neuchâtel, Éditions de la Baconnière, 1951.

Bonjour Edgar, *Histoire de la neutralité suisse*, volumes IV-VI, Neuchâtel, Éditions de la Baconnière, 1970.

Bourgeois Daniel, *Business helvétique et troisième Reich*, Lausanne : Éditions Page Deux, 1998.

Braunschweig Pierre Théodore, *Geheimer Draht nach Berlin*, Zurich : Verlag Neue Zürcher Zeitung, 1989.

Bretscher Willy, *Im Sturm von Krise und Krieg. Neue Zürcher Zeitung 1933-1944. Siebzig Leitartikel von Willy Bretscher*, Zürich : Verlag Neue Zürcher Zeitung, 1987.

Bucher Erwin, « Die Schweiz im Sommer 1940 », *Revue suisse d'histoire*, n° 2, 1979, p. 356-389.

Bucher Erwin, « La Suisse sous l'effet de la défaite française », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 121, janvier 1981, p. 83-96.

Bucher Erwin, « Zur Linie Masson-Schellenberg », *Revue suisse d'histoire*, n° 9, 1988, p. 276-302.

Bucher Erwin, « Zwischen Bundesrat und General. Schweizer Politik und Armee im Zweiten Weltkrieg », Zürich : Orell Füssli Verlag, 1991.

Commission indépendante d'experts Suisse-Seconde Guerre mondiale, *La Suisse, le national-socialisme et la Seconde Guerre mondiale. Rapport final*, Zurich : Pendo Verlag, 2002.

Dongen Luc van, *La Suisse face à la Seconde Guerre mondiale*, Genève : Société d'histoire et d'archéologie, 2000.

Favre Christian, *La Suisse face aux Jeux olympiques de Berlin 1936*, Fribourg : Université de Fribourg, 2004.

Gautschi Willi, *Der Landesstreik 1918. 3. Durchgesehene Auflage*, Zürich : Chronos Verlag, 1988.

Jaggi Arnold, *Bedrohte Schweiz. Unser Land in der Zeit Mussolinis, Hitlers und des zweiten Weltkrieges*, Bern : Verlag Paul Haupt, 1978.

Jost Hans Ulrich, *Le salaire des neutres*, Paris : Éditions Denoël, 1999.

Jost Hans Ulrich, « Menace et repliement », in *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, tome III, Lausanne : Éditions Payot, 1983.

Jost Hans Ulrich, *Politik und Wirtschaft im Krieg*, Zurich : Chronos Verlag, 1998.

Kreis Georg, *Juli 1940. Die Aktion Trump*, Basel, Helbling & Lichtenhahn, 1973.

Kreis Georg, *Auf den Spuren von La Charité. Die schweizerische Armeeführung im Spannungsfeld des deutsch-französischen Gegensatzes 1936-1941*, Basel, Helbling & Lichtenhahn, 1976.

Kreis Georg, « Die Schweiz der Jahre 1918-1948 », in *Geschichtsforschung in der Schweiz. Bilanz und Perspektiven*, Basel, 1992.

Kreis Georg, « État démocratique en état de siège », *Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 121, janvier 1981.

Kreis Georg, « Die Schweiz in Erwartung des Zweiten Weltkrieges », in *Schweden, die Schweiz und der Zweite Weltkrieg. Beiträge zum internationalen Symposium des Zentrums für Schweizerstudien an der Universität Örebro, 20.-21.10.1999*, Frankfurt/M., P. Lang, 2001, p. 45-58.

Kreis Georg, *La Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale. Ses réponses aux défis de l'époque*, Zurich, Pro Helvetia, 2000.

Kreis Georg (Hrsg.), *Erinnern und Verarbeiten. Zur Schweiz in den Jahren 1933-1945*, Basel, Schwabe Verlag, 2004.

Küng Hans, *Être chrétien*, Paris, Éditions du Seuil, 1978.

Lasserre André, *La Suisse des années sombres*, Lausanne, Éditions Payot, 1989.

Marguerat Philippe, *La Suisse face au IIIe Reich. Réduit national et dissuasion économique 1940-1945*, Lausanne, Éditions 24 heures, 1991.

Matt Alphons, *Zwischen den Fronten. Der Zweite Weltkrieg aus der Sicht des Büros Ha*, Frauenfeld, Verlag Huber, 1969.

Meurant Jacques, *La presse et l'opinion de la Suisse romande face à l'Europe en guerre 1939-1941*, Neuchâtel, Éditions de la Baconnière, 1976.

Meyer Alice, *Anpassung oder Widerstand. Die Schweiz zur Zeit des deutschen Nationalsozialismus*, Frauenfeld, Huber Verlag, 1965.

Rings Werner, *Schweiz im Krieg 1933-1945*, Zurich, Verlag Ex Libris, 1974.

Rossé Christian, *Le service de renseignement suisse face à la menace allemande 1939-1945*, Neuchâtel, Editions Alphil, 2006.

Ruffieux Roland, *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, Lausanne : Editions Payot, 1974.

Traverso Enzo, *À feu et à sang. De la guerre civile européenne 1914-1945*, Paris : Editions Stock, 2007.

Idéologies, mouvements intellectuels et politiques, cultures politiques

Altermatt Urs, *Schweizer Katholizismus zwischen den Weltkriegen 1920-1940*, Freiburg : Universitätsverlag, 1994.

Austin H. W., *Le Réarmement moral. Le combat pour la paix*, Paris & Berne : édité par le groupe d'Oxford, 1938.

Butikofer Roland, *Le refus de la modernité. La Ligue vaudoise : une extrême droite et la Suisse (1919-1945)*, Lausanne : Payot, 1996.

Cantini Claude, *Les Ultras. Extrême droite et droite extrême en Suisse : les mouvements et la presse de 1921 à 1991*, Lausanne : Editions d'En bas, 1992.

Chamberlain Houston Stewart, *La genèse du XIXe siècle*, Paris : Payot, 1913.

Clavien Alain, Gullotti Hervé, Marti Pierre, *La Province n'est plus la province*, Lausanne : Editions Antipodes, 2003.

Clavien Alain, *Les Helvétistes. Intellectuels et politique en Suisse romande au début du siècle*, Lausanne : Editions d'En bas, 1993.

Clavien Alain, Valsangiacomo Nelly (dir.), *Les intellectuels antifascistes dans la Suisse de l'entre-deux-guerres*, Lausanne : Editions Antipodes, 2006.

Cotta Alain, *Le corporatisme*, Paris : Presses universitaires de France, 1984.

Ducrey Pierre, Jost Hans Ulrich, *Jean-Rodolphe de Salis, les intellectuels et la Suisse*, Zurich : Chronos Verlag, 2003.

Favez Jean-Claude, « Crise de la démocratie libérale : le frontisme », *Cahiers protestants*, n° 3, 1966, p. 33-49.

Frischknecht Jürg *et al.*, *Die unheimlichen Patrioten. 5. Erweiterte Auflage*, Zürich : Limmat Verlag Genossenschaft, 1984.

Gilg Peter, « Die Eidgenössische Gemeinschaft. Entstehung und Wandlung eines Bundes aus dem Zweiten Weltkrieg », Separat-Abdruck aus der *Festschrift Prof. Dr. Ulrich Im Hof*, Bern, 1982.

Glaus Beat, *Die Nationale Front. Eine schweizerische faschistische Bewegung*, Zürich : Benziger Verlag, 1969.

Gruber Christian, *Die politischen Parteien der Schweiz im Zweiten Weltkrieg*, Wien : Europa Verlag, 1966.

Henry Jacques, *Initiation au Réarmement moral*, Caux : Service de publications du Réarmement moral, 1950.

Horst Fritz, « Moralische Aufrüstung », *Gewerkschaftliche Hefte*, n° 6, 1961, p. 347-353.

Imhof Kurt, Kleger Heinz, Romano Gaetano (éd.), *Zwischen Konflikt und Konkordanz. Krise und sozialer Wandel*, Bd. 1, Zürich : Seismo Verlag, 1993.

Joseph Roger, *L'Union Nationale 1932-1939. Un fascisme en Suisse romande*, Neuchâtel : Éditions de la Baconnière, 1975.

Joseph Roger, *L'Union nationale, 1932-1939*, Neuchâtel : Éditions de la Baconnière, 1975.

Jost Hans Ulrich, *A tire d'ailes*, Lausanne : Éditions Antipodes, 2005.

Jost Hans Ulrich, « Die radikale helvetische Rechte. Historische Bezüge und ideologische Komponenten », *Widerspruch*, n° 21, 1991.

Jost Hans Ulrich, *Europa und die Schweiz 1945-1950*, Zürich : Chronos Verlag, 1999.

Jost Hans Ulrich, « Identität und nationale Geschichte. Die Schweizergeschichte unter dem Einfluss der "Geistigen Landesverteidigung" », *Widerspruch* n° 13, 1987, p. 7-20.

Jost Hans Ulrich, *Les Avant-gardes réactionnaires. La naissance de la nouvelle droite en Suisse 1890-1914*, Lausanne : Éditions d'En bas, 1992.

Jost Hans Ulrich, *Linksradikalismus in der deutschen Schweiz, 1914-1918*, Bern : Verlag Stämpfli, 1973.

Kägi Ulrich (Hrsg.), *Unterwegs zur sozialen Demokratie. Festschrift zum 65. Geburtstag von Hans Oprecht*, Zürich & Wien & Frankfurt: Europa Verlag, 1969.

Kamis-Müller Aaron, *Antisemitismus in der Schweiz 1900-1930*, Zürich: Chronos Verlag, 1990.

Käser-Leisibach Ursula, *Die begnadeten Sünder. Stimmen aus den Schweizer Kirchen zum Nationalsozialismus 1933-1942*, Winterthur: Cardun Verlag, 1994.

Kreis Georg, *Der Mythos von 1291. Zur Entstehung des schweizerischen Nationalfeiertags*, Basel: Friedrich Reinhardt Verlag, 1991.

Kreis Georg, «Geschichte zwischen Wissenschaft und Politik. Zum Engagement der Schweizer Historiker 1933-1945», *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, n° 3, 2000, p. 365-378.

Kreis Georg, *Mythos Rütli. Geschichte eines Erinnerungsortes*, Zürich: Orell Füssli Verlag, 2004.

Lasserre André, «Résistance politique et humanitaire en Suisse 1939-1945», *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, n° 47, 1997.

Le Seur Paul, *Von der neuen Oxford Gruppen Bewegung*, Berlin: Leopold Klotz Verlag/Gotha, 1933.

Lean Garth, *On the tail of a comet. The life of Frank Buchman*, Colorado Springs: Helmers & Howard, 1988.

Leimgruber Matthieu, *Taylorisme et management en Suisse romande 1917-1950*, Lausanne: Éditions Antipodes, 2001.

Linsmayer Andrea, Linsmayer Charles (Hrsg.), *Frühling der Gegenwart. Schweizer Erzählungen*, Band 1-3, Frankfurt am Main: Suhrkamp Verlag, 1990.

Loubet del Bayle Jean-Louis, *Les non-conformistes des années 30*, Paris: Éditions du Seuil, 2001.

Maier Karl-Hans, *Die antiliberalen Erneuerungsbewegungen in der Schweiz und das Entstehen des liberal-sozialen "Landesrings der Unabhängigen"*, Diss. phil. Tübingen, 1955.

Marchal Guy P., Mattioli Aram (Hrsg.), *La Suisse imaginée. Bricolage d'une identité nationale*, Zürich: Chronos Verlag, 1992.

M[illegible] G[illegible] [illegible] Basel : Schwabe Verlag, 2006.

M[illegible] Anne, [illegible] Mémoire de licence, Université de Fribourg, [illegible]

M[illegible] Philippe, [illegible] Lausanne, Histoire et société contemporaine, 19[illegible]

M[illegible] [illegible] Freiburg im Breisgau : Orell Füssli Verlag, 1995.

M[illegible] Aram, « Juden und Judentum [illegible] in der schweizerischen Historiographie. Eine Replik auf Robert Uri Kaufmann », [illegible] n° 1, 1997.

M[illegible] Jean, K[illegible] Adalbert, *Die M[illegible] und die P[illegible]. Der [illegible]*, Zürich : Migros-Genossenschafts-Bund, 1967.

M[illegible] Pierre, *[illegible]*, Paris : Éditions du Seuil, 19[illegible]

M[illegible] Werner, *[illegible]*, Zürich : Schulthess Polygr. Verlag, 1973.

M[illegible] Peter, *[illegible]*, Zürich : Chronos Verlag, 1995.

M[illegible] Emmanuel, *Le personnalisme*, Paris : Presses universitaires de France, 1949.

P[illegible] Francis, *[illegible] 19[illegible]-1941 [illegible]*, Thèse d'habilitation en histoire contemporaine, Université de Fribourg, janvier 1982.

P[illegible] [illegible], « Maintenir l'ordre ou le faire ? Présence et dilemmes des personnalistes d'Esprit en Suisse romande dans les années trente », in *[illegible]*, Vevey : Éditions de l'Aire, 1[illegible], p. 1[illegible]-1[illegible].

Ruffieux Roland, *De la défense spirituelle à l'engagement permanent. La politique culturelle suisse devant une échéance*, Lausanne : Rencontres suisses, 1986.

Ruffieux Roland, *Le mouvement chrétien social en Suisse romande*, Fribourg : Éditions universitaires, 1969.

Schneider Boris, « Die Fonjallaz-Initiative. Freimaurer und Frontisten in der Schweiz », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, n° 24, 1974, p. 666-710.

Senarclens Pierre de, *Le mouvement "Esprit" 1932-1941. Essai critique*, Lausanne : Éditions L'Âge d'homme, 1974.

Sternhell Zeev, « Emmanuel Mounier et la contestation de la démocratie libérale dans la France des années trente », *Revue française de science politique*, vol. 34, n° 6, 1984, p. 1141-1180.

Sternhell Zeev, *Ni droite ni gauche*, Paris : Éditions Fayard, 2000.

Taguieff Pierre-André, *L'illusion populiste. De l'archaïque au médiatique*, Paris : Flammarion, 2007.

Taguieff Pierre-André, *Le retour du populisme*, Paris : Encyclopedia Universalis, 2004.

Waeger Gerhard, *Die Sündenböcke der Schweiz*, Olten & Freiburg im Breisgau : Walter-Verlag, 1971.

Weber Quirin, *Korporatismus statt Sozialismus*, Freiburg : Universitätsverlag, 1989.

Werner Christian, *Feindbild Staat. Robert Eibel und die bürgerlichen Interessengruppen in der Schweiz 1930-1947*, Lizentiatsarbeit Universität Zürich, 1992.

Werner Christian, *Für Wirtschaft und Vaterland. Erneuerungsbewegungen und bürgerliche Interessengruppen in der Deutschschweiz 1928-1947*, Zürich : Chronos Verlag, 2000.

Winock Michel (dir.), *Histoire de l'extrême-droite en France*, Paris : Éditions du Seuil, 1993.

Winock Michel, « Les idées politiques », in Rémond René (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris : Éditions du Seuil, 1996, p. 233-253.

Wolf, Walter. *Faschismus in der Schweiz: Die Geschichte der Frontenbewegungen in der deutschen Schweiz, 1930–1945*. Zürich: Flamberg Verlag, 1969.

Table des matières

Achevé d'imprimer
en octobre 2011
aux Éditions Alphil-Presses universitaires suisses

Responsable de production : Thalia Brero



Été 1940: les troupes allemandes sont entrées dans Paris, la France est défaite et la Suisse encerclée par les forces de l'Axe. Le 25 juin, le président de la Confédération Marcel Pilet-Golaz prononce un discours pour le moins équivoque, laissant entendre qu'une réforme autoritaire de la démocratie est à l'ordre du jour. Un esprit de défaitisme se répand dans la population.

C'est dans cette atmosphère sombre que la Ligue du Gothard est fondée par de jeunes gens désireux de s'engager pour l'indépendance du pays. Très vite pourtant, la Ligue est accusée de mener une politique ambiguë, car elle cherche à lier l'esprit de résistance à celui de rénovation de la vie politique suisse dans un sens antilibéral et antidémocratique. Néanmoins, l'influence de l'organisation durant les années de guerre sera loin d'être négligeable. Ce livre, qui retrace le parcours de ses dirigeants, s'efforce de déterminer quels étaient les objectifs véritables du directoire de la Ligue du Gothard face à la menace nazie.



Né en 1945, **Michel Perdrisat** a suivi un apprentissage en mécanique au Technicum neuchâtelois avant d'obtenir son brevet de pilote militaire en 1967. Au service de l'Escadre de Surveillance en tant que pilote de chasse sur Mirage III et instructeur jusqu'en 1975, il a été ensuite pilote de milice jusqu'en 1994. Entré au service de Swissair en 1975, il a terminé sa carrière de pilote comme commandant de bord sur MD-11 en 2001. Peu après son dernier vol, il a entrepris des études en histoire contemporaine, en sociologie et en histoire des religions à l'Université de Fribourg et obtenu une licence ès lettres.

ISBN: 978-2-940235-87-2

9 782940 235872

35 CHF